



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction
interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

*Division économie et
formation*

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE
OBLIGATOIRE AU PROFIT DU COMITE REGIONAL DES
PECHES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS
D'AQUITAINE***

La délibération n°2011-06 portant dispositions financières pour la campagne de pêche des céphalopodes aux arts trainants pour l'année 2012 a été adoptée lors de la réunion du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 24 novembre 2011.

Conformément à l'article 22 du décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 30 janvier 2012

Pour le préfet de région et par délégation
Alexandre ROYER

Chef du bureau des ressources durables de la
réglementation et des affaires économiques

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRETE du 06.03.12

Direction
interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

Division de l'action
économique
et de l'emploi
maritime

Bureau ressources
durables
et action économique

***Portant nomination du président et des vice-présidents du comité régional des
pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine***

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins notamment son article 17;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 21 février 2012 portant nomination des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;
- VU** le procès-verbal de la réunion du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 5 mars 2012,

SUR PROPOSITION du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Est nommé président du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine,
LAFARGUE PATRICK.

ARTICLE 2 - Sont nommés vice-présidents du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine,

- 1^{er} vice-président ; LABROUSSE JEAN-MICHEL,

- 2^{ème} vice-président ; LARZABAL SERGE.

ARTICLE 3 -Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 6 mars 2012

Pour le préfet de région Aquitaine et par délégation

Olivier LALLEMAND
Chef de la division de l'action économique
et de l'emploi maritime

Conseil de Développement du Grand Port Maritime de BORDEAUX

Collège des personnalités qualifiées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE

PREFET DE LA GIRONDE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, et modifiant le code des ports maritimes notamment ses articles L 101-6 II et L 102-6 ;

VU le décret n° 2008-1032 du 9 octobre 2008 pris en application de la loi n° 2008-660 du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire et modifiant le code des ports maritimes notamment ses articles R 102-24-IV ; R 102-25-III et R 102-26 IV ;

VU le décret n° 2008-1034 du 9 octobre 2008 instituant le grand port maritime de Bordeaux et notamment son article 6 ;

CONSIDERANT qu'il appartient au préfet de région de fixer la liste des personnalités qualifiées appelées à siéger au conseil de développement au titre du quatrième collège ;

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral en date du 16 février 2009, désignant M. Jean-Michel BAILLET, président de Transport Logistique de France Sud-Ouest comme personnalité qualifiée nommée pour siéger en tant que représentant des entreprises de transport routier et ferroviaire ;

CONSIDERANT la démission de M. Jean-Michel BAILLET de sa fonction de membre du collège de développement intervenue le 5 août 2009 et acceptée le 30 septembre 2009 ;

CONSIDERANT le siège demeuré vacant au collège des personnalités qualifiées depuis le 30 septembre 2009 ;

CONSIDERANT la proposition de candidature présentée le 11 janvier 2012 par M. Patrick BUTTE, directeur inter-régional de l'établissement public Voies Navigables de France Sud-Ouest, de siéger au conseil de développement en tant que représentant des entreprises de transport fluvial ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

Article premier :

La liste des membres du 4^{ème} collège des personnalités qualifiées du conseil de développement est modifiée comme suit :

Est désigné en qualité de personnalité qualifiée pour siéger au sein du conseil de développement :

Au titre des entreprises de transport fluvial:

- M. Patrick BUTTE, directeur inter-régional de Voies Navigables de France Sud-Ouest.

Article 2 :

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Bordeaux le 14 mars 2012

Signé : Le PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRETE du 16.03.12

Direction
interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

*Division de l'action
économique
et de l'emploi
maritime*

*Bureau ressources
durables
et action économique*

***Portant approbation du règlement intérieur du comité régional des pêches
maritimes et des élevages marins d'Aquitaine***

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins notamment son article 21;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2011 fixant le règlement intérieur type d'un comité régional des pêches maritimes et des élevages marins notamment son article 3;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 21 février 2012 portant nomination des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;
- VU** le procès-verbal de la réunion du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 5 mars 2012;

SUR PROPOSITION du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER -Est approuvé le règlement intérieur du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2- L'arrêté préfectoral du 7 juin 1993 portant approbation du règlement intérieur du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine est abrogé.

ARTICLE 3 -Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 16 mars 2012

Pour le préfet de région Aquitaine et par délégation

Olivier LALLEMAND

Chef de la division de l'action économique
et de l'emploi maritime



Brest, le 19 mars 2012

Division action de l'Etat en mer

ARRETE N° 2012/ 23

Portant agrément pour l'utilisation d'une hélisurface en mer à bord du M/Y *Air*.

Le préfet maritime de l'Atlantique,

- VU la convention relative à l'aviation civile internationale conclue à Chicago le 7 décembre 1944 ;
- VU le code pénal ;
- VU le code des transports ;
- VU le code de l'aviation civile ;
- VU le code des douanes ;
- VU le décret n° 77-733 du 6 juillet 1977 portant publication de la convention pour le règlement international pour prévenir les abordages en mer ;
- VU le décret n° 91-660 du 11 juillet 1991 relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne ;
- VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- VU l'arrêté interministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;
- VU l'arrêté interministériel du 17 novembre 1958 modifié relatif à la réglementation de la circulation aérienne des hélicoptères ;
- VU l'arrêté interministériel du 22 février 1971 portant réglementation des hélisurfaces aux abords des aérodromes ;
- VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 1985 relatif aux plans de vol ;
- VU l'arrêté interministériel du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;
- VU l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 sur les aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

- VU** l'arrêté interministériel du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aérodromes au trafic aérien international ;
- VU** la demande formulée par la société International Yacht Register le 25 janvier 2012 ;
- VU** les avis des administrations concernées.

CONSIDERANT la nécessité de réglementer l'activité aérienne des aéronefs privés évoluant à partir de yachts privés dans l'espace aérien associé à la zone maritime de l'Atlantique ;

SUR PROPOSITION de l'adjoint au préfet maritime de l'Atlantique pour l'action de l'Etat en mer.

ARRETE

Article 1^{er} : A compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2012, l'hélicoptère immatriculé M-ABDQ est autorisé à utiliser l'hélicoptère du navire M/Y *Air* (IMO 1011472) dans les eaux intérieures et la mer territoriale sous souveraineté française en Atlantique pour effectuer des vols au bénéfice du propriétaire.

Seul le pilote, Monsieur John Bicker, est autorisé à utiliser cette hélicoptère. Les documents des pilotes et de l'aéronef doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en cours de validité.

En application de l'article 16 de l'arrêté du 6 mai 1995 sur les aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères, il est rappelé que l'hélicoptère est utilisée sous la responsabilité du pilote commandant de bord ou de l'exploitant de l'hélicoptère.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables à l'intérieur des limites administratives des ports, dont les autorités de police sont compétentes pour réglementer l'activité, et dans les estuaires en deçà des limites transversales de la mer.

L'hélicoptère ne doit en aucun cas être utilisée lorsque le navire se situe dans la bande côtière des 300 mètres mesurée à partir du rivage.

Une attention particulière devra être portée dans les zones de tirs des centres d'essais de lancement de missiles (sites de Gâvres et de Biscarosse).

Article 3 : Les formalités douanières concernant les personnes et les marchandises sous sujétion douanière susceptibles d'être transportées doivent être accomplies auprès des services douaniers compétents. En cas de besoin, les services des douanes peuvent accéder librement aux installations.

Lorsque l'hélicoptère mentionné à l'article 1^{er} effectue un vol à destination ou en provenance de l'étranger ou en cas d'ouverture de l'hélicoptère aux vols intérieurs, au sens de l'article 1^{er} de la convention d'application de l'accord de Schengen, les formalités de douanes et de police doivent être accomplies dans les aéroports les plus proches ouverts à ces opérations, selon les dispositions de l'arrêté du 20 avril 1998 modifié portant ouverture des aérodromes au trafic international.

Article 4 : Les dispositions de l'arrêté du 22 février 1971 et de l'arrêté interministériel du 6 mai 1995 qui régissent la création et l'utilisation d'une hélicoptère doivent être strictement respectées et le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de l'air et au règlement des transports aériens notamment :

- aux restrictions de l'espace aérien (décret n° 91-660 du 11 juillet 1991) ;
- au respect du statut des espaces aériens traversés et à l'obligation de contact radio avec les organismes gestionnaires ;
- aux règles de vol (arrêtés du 10 octobre 1957 et du 17 novembre 1958) ;
- aux équipements et documents réglementaires en particulier pour les survols maritimes (arrêté du 24 juillet 1991).

Article 5 : En application de l'article 15 de l'arrêté du 6 mai 1995, l'utilisation de l'hélicoptère aux abords des aérodromes est soumise à l'autorisation préalable de l'autorité aéronautique responsable.

Aucun mouvement n'est autorisé lorsque le navire se trouve à moins de 8 kilomètres des aérodromes de catégories A et B, 6 kilomètres des aérodromes de catégorie C et 2,5 kilomètres des aérodromes de catégories D et E (zones définies par l'arrêté du 22 février 1971).

Article 6 : Pour tout vol au départ effectué dans les limites d'une zone de contrôle (CTR) de la direction de la sécurité de l'aviation civile (DSAC) Ouest, le dépôt d'une intention de vol auprès du bureau du bureau régional d'information et d'assistance au vol (BRIA) de Nantes (Tél. : 02 28 00 25 70), **30 minutes avant le vol**, est nécessaire.

Pour tout vol au départ effectué dans les limites d'une CTR de la DSAC Sud-Ouest, le dépôt d'une intention de vol auprès du bureau du BRIA de Bordeaux (Tél. : 05 57 92 83 31), **30 minutes avant le vol**, est nécessaire.

L'intention de vol doit contenir les éléments suivants :

- l'indicatif de l'aéronef ;
- le nom du navire ;
- la destination ;
- le premier point de report.

De plus, **10 minutes avant son décollage**, le pilote doit appeler le chef de la circulation aérienne de la tour de contrôle concernée pour confirmer son vol et la position du navire.

Article 7 : Le pilote doit respecter scrupuleusement les procédures et les statuts relatifs aux zones aériennes de défense éventuellement traversées à l'occasion des vols. Il est invité à se reporter et à consulter les NOTAM pour se renseigner sur les différentes zones concernées.

Avant la planification des vols, le pilote devra notamment contacter le centre de contrôle marine (CCMAR) Atlantique (Tél. : 02 98 31 82 72 – Courriel : ccmar-atlantique@marine.defense.gouv.fr).

Avant de faire évoluer l'hélicoptère en zone LF-D18AB, le pilote devra contacter le CCMAR Atlantique sur fréquence radio 124,725 MHz.

La zone LF-P112 est interdite à la navigation aérienne. Les zones LF-R13AB, LF-R154, LF-R157 sont à éviter lorsque ces dernières sont activées (informations données par téléphone ou contact radio VHF). Les zones LF-R13C, LF-D16ACDE et LF-D18D sont à éviter lorsqu'elles sont activées (informations données par NOTAM).

Les NOTAM sont consultables sur le site: <http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr>.

Des informations supplémentaires sont disponibles dans la documentation AIP France ENR5.1 sur le site: http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr/html/frameset_aip_fr.htm.

Article 8 : Tout incident ou accident doit être signalé à la brigade de la police aéronautique concernée ou, à défaut, à la direction zonale de la police aux frontières (DZPAF) Ouest ou Sud-Ouest ainsi qu'au district aéronautique compétent.

Dans le cadre du plan Vigipirate, tout comportement ou événement suspect observé par les pilotes lors de la mise en œuvre de l'hélicoptère doit également être signalé aux autorités compétentes.

Article 9 : Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux peines prévues par le code de l'aviation civile, le code des transports et le code pénal.

Article 10 : Les personnes énumérées à l'article L.150-13 du code de l'aviation civile, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation maritime, les agents des douanes, les officiers et agents de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de départements de la façade maritime de l'Atlantique.

Le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne
préfet maritime de l'Atlantique,



DIFFUSION

- Préfecture Ille-et-Vilaine (pour insertion au RAA)
- Préfecture Côtes d'Armor (pour insertion au RAA)
- Préfecture Finistère (pour insertion au RAA)
- Préfecture Morbihan
- Préfecture Loire-Atlantique
- Préfecture Charente-Maritime (pour insertion au RAA)
- Préfecture Vendée (pour insertion au RAA)
- Préfecture Gironde (pour insertion au RAA)
- Préfecture Landes (pour insertion au RAA)
- Préfecture Pyrénées Atlantiques
- DML Ille-et-Vilaine
- DML Côtes d'Armor
- DML Finistère
- DML Morbihan
- DML Loire-Atlantique
- DML Charente-Maritime
- DML Vendée
- DML Gironde
- DML Pyrénées Atlantiques et Landes
- DIRM NAMO
- DIRM SA
- CROSS Corsen
- CROSS Etel
- GROUPEGENDMAR Atlantique
- GROUPEGENDEP Ille-et-Vilaine
- GROUPEGENDEP Côtes d'Armor
- GROUPEGENDEP Finistère
- GROUPEGENDEP Morbihan
- GROUPEGENDEP Loire-Atlantique
- GROUPEGENDEP Charente-Maritime
- GROUPEGENDEP Vendée
- GROUPEGENDEP Gironde
- GROUPEGENDEP Landes
- GROUPEGENDEP Pyrénées Atlantiques
- DRGC Nantes
- FOSIT Brest (pour diffusion auprès des sémaphores concernés)
- CCMAR Atlantique
- DSAC Ouest
- DSAC Sud-Ouest
- DZPAF Ouest
- DZPAF Sud-Ouest
- ZAD Nord
- ZAD Sud
- SHOM
- CIGM
- International Yacht Register : monaco@iyr.net
- Tranent Limited
Jubilee Buildings
Victoria Street
Douglas
Isle of Man, IM1 2SH
- CECLANT/OPS (OPSCOT – INFONAUT – AERO)
- AEM (RDO pour diffusion sur le site Internet de la préfecture maritime de l'Atlantique – SEC)
- Archives (3.1.1)



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction
interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

*Division économie et
formation*

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE
OBLIGATOIRE AU PROFIT DU COMITE REGIONAL DES
PECHES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS
D'AQUITAINE***

La délibération n°2011-11 relative à un tarif de duplication des licences délivrées par le comité régional des pêches et des élevages marins d'Aquitaine a été adoptée lors de la réunion du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 24 novembre 2011.

Conformément à l'article 22 du décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 19 mars 2012

Pour le préfet de région et par délégation
Alexandre ROYER

Chef du bureau des ressources durables de la
réglementation et des affaires économiques



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction
interrégionale
de la mer
Sud-Atlantique

*Division économie et
formation*

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
AVIS RELATIF A UNE COTISATION PROFESSIONNELLE
OBLIGATOIRE AU PROFIT DU COMITE REGIONAL DES
PECHES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS
D'AQUITAINE***

La délibération n°2011-09 portant dispositions financières pour la campagne de pêche 2012 des navires détenteurs de la licence de pêche des navires « navire supérieurs à 25 mètres hors tout et 400 kW aux arts trainants » été adoptée lors de la réunion du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine du 24 novembre 2011.

Conformément à l'article 22 du décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins cette délibération fait l'objet d'un avis publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 19 mars 2012

Pour le préfet de région et par délégation
Alexandre ROYER

Chef du bureau des ressources durables de la
réglementation et des affaires économiques

Arrêté du 23 FEV. 2012

Délégation Territoriale
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement
pour l'exercice 2012 de l'ESAT Gaillan-Richelieu de
LADAPT*

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

VU la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

VU la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

VU la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

VU l'arrêté du 3 novembre 2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 75 places,

VU l'arrêté portant fixation de la dotation globale pour l'année 2011 en date du 8 novembre 2011,

VU le montant des crédits alloués en 2012 au titre de l'extension en année pleine des places nouvelles 2011,

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Pour l'exercice budgétaire 2012 et à titre provisoire, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Gaillan-Richelieu de LADAPT, n° FINESS 33 079 898 9 sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montants | Total |
|----------------------|---|--------------------------------|------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i> | 102 921 € 0 € | 905 878 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i> | 718 722 € 0 € | |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i> | 84 235 € 0 € | |
| | Déficit | 0 € | |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 868 482 € | 905 878 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 37 396 € | |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |
| | Excédent | 0 € | |

ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement de l'ESAT Gaillan-Richelieu est fixée à 868 482 €.

ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 72 375,50 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

ARTICLE 4 – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 5 – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 FEV. 2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 01/03/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

Les Baccharis

Lanton

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
85 places, dont 77 places en HP, 4 places en AJ, 4 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU l'arrêté portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins
applicables à la structure en date du 24/01/2012

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de
Les Baccharis (N°Finess 330025008)
situé à Lanton
est fixée à :

- 739 200,00 € pour l'hébergement permanent,
- 65 400,00 € pour l'accueil de jour,
dont 21 800,00 € de crédits non reconductibles
- 42 400,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 61 600,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 450,00 € pour l'accueil de jour,
- 3 533,33 € pour l'hébergement temporaire.

ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01/03/2012

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,



Anne BARON

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 1er mars 2012

Département Offre de Soins Hospitaliers

**BILANS QUANTIFIÉS DE L'OFFRE DE SOINS
POUR LES ACTIVITÉS DE SOINS DE
MÉDECINE, CHIRURGIE, MÉDECINE
D'URGENCE, TRAITEMENT DU CANCER,
SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION,
PSYCHIATRIE**

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 6 octobre 2010 définissant les territoires de santé de la région Aquitaine,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 13 décembre 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 1er mars 2012 portant adoption du projet régional de santé d'Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er} - Les bilans quantifiés de l'offre de soins pour les activités de soins de médecine, de chirurgie, de médecine d'urgence, de traitement du cancer, de soins de suite et de réadaptation, de psychiatrie, sont établis conformément aux tableaux joints en annexe pour la période du **1^{er} avril 2012 au 31 mai 2012**.

Article 2 - Les demandes d'alternative à l'hospitalisation sont recevables dans les établissements déjà détenteurs d'une autorisation de médecine, de chirurgie ou de soins de suite et de réadaptation.

Article 3 -. Ces bilans feront l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de santé d'Aquitaine – www.ars.aquitaine.sante.fr - et d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 1er mars 2012

La Directrice Générale
de l'ARS Aquitaine,



Nicole KLEIN

ACTIVITE DE MEDECINE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|--|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | 12 implantations | 10 à 12 implantations | | X |
| <u>GIRONDE</u> | 32 implantations | 28 à 32 implantations | | X |
| <u>LANDES</u> | 8 implantations | 7 à 8 implantations | | X |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | 11 implantations | 8 à 11 implantations | | X |
| <u>TERRITOIRE DE BERN ET SOULE</u> | 8 implantations | 8 implantations | | X |
| <u>NAVARRE COTE BASQUE</u> | 14 implantations | 9 à 10 implantations | | X |

Source : SROS-PRS 2012 - 2016

ACTIVITE DE CHIRURGIE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | 6 implantations | 4 à 6 implantations | | X |
| <u>GIRONDE</u> | 31 implantations | 23 à 27 implantations | | X |
| <u>LANDES</u> | 6 implantations | 5 à 6 implantations | | X |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | 7 implantations | 4 à 7 implantations | | X |
| <u>TERRITOIRE DE BEARN ET SOULE</u> | 6 implantations | 4 à 6 implantations | | X |
| <u>NAVARRRE COTE BASQUE</u> | 10 implantations | 5 à 7 implantations | | X |

Source : SROS-PRS 2012 - 2016

ACTIVITE DE MEDECINE d' URGENCE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| DORDOGNE | 1 SAMU centre 15 | SAMU - centre 15 : 1 | | X |
| | 3 SMUR terrestres | SMUR terrestres : 3 | | X |
| | 1 SMUR hélicopté | SMUR hélicopté : 1 | | X |
| | 4 structures des urgences | Structures des urgences : 4 | | X |
| <u>GIRONDE</u> | 1 SAMU centre 15 | SAMU centre 15 : 1 | | X |
| | 7 SMUR terrestres + 1 antenne SMUR | SMUR terrestres : 7 + 1 antenne | | X |
| | 1 SMUR pédiatrique | SMUR pédiatrique : 1 | | X |
| | 1 SMUR hélicopté | SMUR hélicopté : 1 | | X |
| | 1 SMUR maritime | SMUR maritime : 1 | | X |
| | 11 structures des urgences | Structures des urgences : 11 | | x |
| <u>LANDES</u> | 1 SAMU - centre 15 | SAMU centre 15 : 1 | | X |
| | 3 SMUR terrestres | SMUR terrestres : 3 | | X |
| | 1 antenne SMUR | antenne permanente SMUR : 1 | | X |
| | 3 antennes saisonnières SMUR | antennes saisonnières SMUR : 3 | | X |
| | 3 structures des urgences | Structures des urgences : 3 | | X |
| | 2 antennes saisonnières | 2 antennes saisonnières | | X |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | 1 SAMU - centre 15 | SAMU - centre 15 : 1 | | X |
| | 3 SMUR terrestres + 1 antenne SMUR | SMUR terrestres : 3 + 1 antenne SMUR | | X |
| | 4 Structures des urgences | Structures des urgences : 4 | | X |
| <u>BEARN ET SOULE</u> | 1 SAMU - centre 15 | SAMU - centre 15 : 1 | | X |
| | 3 SMUR terrestres | SMUR terrestres : 3 | | X |
| | 4 structures des urgences | Structures des urgences : 4 | | X |
| <u>NAVARRE COTE BASQUE</u> | 1 SAMU - centre 15 | SAMU - centre 15 : 1 | | X |
| | 1 SMUR terrestre | SMUR terrestre : 1 | | X |
| | 1 SMUR hélicopté | SMUR hélicopté : 1 | | X |
| | 1 SMUR maritime | SMUR maritime : 1 | | X |
| | 5 structures des urgences | Structures des urgences : 5 | | X |

Source : SROS-PRS 2012 - 2016

ACTIVITE DE PSYCHIATRIE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | HC : 5 | HC : 5 | | X |
| | HJ : 6 | HJ : 7 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |
| <u>GIRONDE</u> | HC : 18 | HC : 19 | X | |
| | HJ : 30 | HJ : 35 | X | |
| | HN : 6 | HN : 7 | X | |
| <u>LANDES</u> | HC : 4 | HC : 4 | | X |
| | HJ : 6 | HJ : 10 | X | |
| | HN : 0 | HN : 1 | X | |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 8 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |
| <u>BEARN ET SOULE</u> | HC : 3 | HC : 3 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 8 | X | |
| | HN : 1 | HN : 1 | | X |
| <u>NAVARRÉ CÔTE BASQUE</u> | HC : 5 | HC : 6 | X | |
| | HJ : 2 | HJ : 5 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |

HC : hospitalisation complète

HTP : hospitalisation à temps partiel

HJ : hospitalisation de jour

HAD : hospitalisation à domicile

HN : hospitalisation de nuit

ACTIVITE DE PSYCHIATRIE INFANTO-JUVENILE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 5 | HJ : 6 | X | |
| <u>GIRONDE</u> | HC : 4 | HC : 5 | X | |
| | HJ : 20 | HJ : 22 | X | |
| <u>LANDES</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 4 | HJ : 7 | X | |
| | HN : 1 | HN : 1 | | X |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | HC : 1 | HC : 1 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 7 | | X |
| <u>BEARN ET SOULE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HTP : 7 | HTP : 7 | | X |
| <u>NAVARRÉ CÔTE BASQUE</u> | HC : 1 | HC : 1 | | X |
| | HTP : 3 | HTP : 4 | X | |

Source : SROS PRS :2012 - 2016

| | | | | |
|-----------------------|----------------------------|----------------------------|--|---|
| <u>GIRONDE</u> | HAD adultes et enfants : 1 | HAD adultes et enfants : 1 | | X |
| <u>LANDES</u> | HAD adultes et enfants : 1 | HAD adultes et enfants : 1 | | X |

ACTIVITE DE SOINS : SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION - IMPLANTATIONS

| Territoire de santé Dordogne | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|------------------------------------|-------------------------|--|----------|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 18 | 15 à 18 | | X |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 1 | 2 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections du système nerveux | 1 | 2 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections cardio-vasculaires | 1 | 2 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections respiratoires | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 1 | 1 | | X |
| des affections des brûlés | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections liées aux conduites addictives | 1 | 1 | | X |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 6 | 6 | | X |

| Territoire de santé Gironde | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|---|---|--|----------|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 34 | 33 à 35 | X | |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 5 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | 5 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | | X |
| des affections du système nerveux | 6 dont 2 prenant également en charge des enfants ou adolescents | 6 dont 2 prenant également en charge des enfants ou adolescents | | X |
| des affections cardio-vasculaires | 6 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | 7 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections respiratoires | 4 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | 4 dont 1 prenant également en charge des enfants ou adolescents | | X |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 2 | 2 | | X |
| des affections des brûlés | 1 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents | 1 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents | | X |
| des affections liées aux conduites addictives | 2 | 2 | | X |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 8 | 11 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections hémato-oncologiques | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |

| Territoires de santé Landes | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|---|---|--|----------|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 12 | 12 | | X |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 3 prenant en charge les adultes | 3 prenant en charge les adultes | | X |
| | 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | | X |
| des affections du système nerveux | 2 | 2 | | X |
| des affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | | X |
| des affections respiratoires | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 0 prenant en charge les adultes | 1 prenant en charge les adultes | X à partir de l'offre SSR existante | |
| | 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | | X |
| des affections liées aux conduites addictives | 1 | 1 | | X |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 4 | 4 | | X |

ACTIVITE DE SOINS : SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION - IMPLANTATIONS

| Territoire de santé Lot et Garonne | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|---|---|--|-----|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 16 | 14 à 16 | | X |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 2 | 2 | | X |
| des affections du système nerveux | 2 | 2 | | X |
| des affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | | X |
| des affections respiratoires | 1 | 1 | | X |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 0 prenant en charge les adultes 2 prenant en charge les enfants et les adolescents | 1 prenant en charge les adultes 2 prenant en charge les enfants et les adolescents | X à partir de l'offre SSR existante | X |
| des affections liées aux conduites addictives | 1 | 1 | | X |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 6 | 6 | | X |

| Territoire de santé Béarn et Soule | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|--|--|--|-------------|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 13 | 12 à 13 | | X |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 1 prenant en charge les adultes 1 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | 1 prenant en charge les adultes 1 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents 1 prenant en charge les enfants et les adolescents | | X X X |
| des affections du système nerveux | 3 prenant en charge les adultes 1 prenant en charge les enfants ou adolescents | 3 prenant en charge les adultes 1 prenant en charge les enfants ou adolescents | | X X |
| des affections cardio-vasculaires | 1 | 1 | | X |
| des affections respiratoires | 1 | 1 | | X |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections liées aux conduites addictives | 0 | 1 | X à partir de l'offre SSR existante | |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 3 | 3 | | X |

| Territoire de santé Navarre Côte Basque | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|--|--|-------------------|--------|
| | | | oui | non |
| non spécialisés | 17 | 14 à 16 | | X |
| dont prises en charge spécialisées | | | | |
| des affections de l'appareil locomoteur | 2 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents 3 | 2 prenant en charge les adultes et les enfants ou adolescents 3 | | X X |
| des affections du système nerveux | dont 2 prenant également en charge des enfants ou adolescents | dont 2 prenant également en charge des enfants ou adolescents | | |
| des affections cardio-vasculaires | 3 | 3 | | X |
| des affections respiratoires | 5 | 5 | | X |
| des affections des systèmes digestif, métabolique et endocrinien | 2 | 2 | | X |
| des affections des brûlés | 1 | 1 | | X |
| des affections liées aux conduites addictives | 1 | 1 | | X |
| des affections des personnes âgées polypathologiques, dépendantes ou à risque de dépendance | 6 | 6 | | X |

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Offre de Soins Hospitaliers

Arrêté du 1^{er} mars 2012

**BILANS QUANTIFIES DE L'OFFRE DE SOINS
POUR LES ACTIVITES DE SOINS DE
CHIRURGIE CARDIAQUE, GREFFES
D'ORGANES ET GREFFES DE CELLULES
HEMATOPOIETIQUES, TRAITEMENT DES
GRANDS BRULES, NEUROCHIRURGIE ET
ACTIVITES INTERVENTIONNELLES PAR VOIE
ENDOVASCULAIRE EN NEURORADIOLOGIE
(Schéma Interrégional d'Organisation
Sanitaire – SIOS)**

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L 6122-1, L 6122-2, L 6122-9, L 6122-10 et R 6122-25 à R 6122-31,
- VU** l'arrêté ministériel du 18 février 2008 fixant les limites du territoire de santé pour l'Interrégion Sud-Ouest,
- VU** l'arrêté du 18 juillet 2008 fixant le Schéma Interrégional d'Organisation Sanitaire (SIOS) de l'Interrégion Sud-Ouest,
- VU** l'arrêté de Madame la Directrice de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 13 décembre 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les bilans quantifiés de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes :

- chirurgie cardiaque,
- greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques,
- traitement des grands brûlés,
- neurochirurgie
- activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie

sont établis conformément aux tableaux joints en annexe.

Article 2

Pour la période du **1^{er} avril 2012 au 31 mai 2012**, aucune demande tendant à obtenir une autorisation de création d'une de ces activités de soins n'est recevable.

Article 3

Ces bilans feront l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de santé d'Aquitaine – www.ars.aquitaine.sante.fr - et d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 1^{er} mars 2012

la Directrice Générale de l'agence régionale
de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**CHIRURGIE CARDIAQUE - GREFFES D'ORGANES ET GREFFES DE CELLULES HEMATOPOIETIQUE
GRANDS BRULES
IMPLANTATIONS ET AUTORISATIONS EN AQUITAINE**

| AQUITAINE | CHIRURGIE CARDIAQUE | GREFFES | GRANDS BRULES |
|-----------|--|---|--|
| | <p align="center">CUB 2 implantations</p> <p>CHU de Bordeaux* adultes et pédiatrique</p> <p>SAS Clinique Saint-Augustin à Bordeaux adultes</p> | <p align="center">CUB 1 implantation</p> <p>CHU de Bordeaux</p> | <p align="center">CUB 1 implantation</p> <p>CHU de Bordeaux prise en charge des adultes et des enfants</p> |

Source : Schéma Interrégional d'Organisation Sanitaire 2007 - 2012

*site du GH Sud-Hôpital du Haut-Lévêque- autorisation étendue au GH Pellegrin pour la chirurgie coronaire à cœur battant assistée par voie robotique et interventions ne nécessitant pas de circulation extracorporelle.

LES IMPLANTATIONS EN NEUROCHIRURGIE

| AQUITAINE | Sites et nombre d'implantations de neurochirurgie | Autorisations spécifiques | | |
|-----------|--|---|---|---|
| | | neurochirurgie fonctionnelle cérébrale | radiochirurgie intracrânienne et extracrânienne en conditions stéréotaxiques | neurochirurgie pédiatrique |
| | <p>BORDEAUX : 1 CHU de Bordeaux GH Pellegrin</p> <p>BAYONNE : 1</p> <p>PAU : 1 SAS polyclinique de Navarre à Pau</p> | <p align="center">oui</p> <p align="center">non</p> <p align="center">non</p> | <p align="center">oui</p> <p align="center">non</p> <p align="center">non</p> | <p align="center">oui</p> <p align="center">non (hors urgence)</p> <p align="center">non (hors urgence)</p> |

Source : SIOS neurochirurgie et activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie -2008 - 2012

**ACTIVITES INTERVENTIONNELLES PAR VOIE ENDOVASCULAIRE
EN NEURORADIOLOGIE**

| AQUITAINE | Sites et nombre d'implantations |
|-----------|--|
| | <p>BORDEAUX : 1 CHU de Bordeaux GH Pellegrin</p> |

Source : SIOS neurochirurgie et activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie -2008 - 2012

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE
DE LA GIRONDE
Service Accès aux Droits
Espace Rodesse
103 bis, rue Belleville
CS 61693
33062 BORDEAUX cedex

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Le Préfet de la Gironde,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU les arrêtés de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine du 29 mai 2009 et du 18 novembre 2010 ;

VU les avis transmis par le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux les 9 novembre 2010, 9 mai 2011, 22 juin 2011, 8 septembre 2011, 27 octobre 2011, 19 janvier 2012 et 29 février 2012 ;

VU les avis transmis par le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Libourne les 19 mai 2011, 21 juillet 2011, 10 octobre 2011, 10 novembre 2011, 23 janvier 2012, 7 février 2012 et 7 mars 2012 ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés du 29 mai 2009 et du 18 novembre 2010.

Article 2

La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de **mandataire judiciaire à la protection des majeurs** par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi fixée :

1° Tribunal de Bordeaux

1) En qualité de services :

- Service d'Accompagnement et de Protection aux Personnes (SA2P) de l'Association des Oeuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) BP 130 – 33305 Lormont Cedex
- Service MJPM de l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) 303 boulevard du Président Wilson -33000 Bordeaux
- Service MJPM de l'Association Tutélaire du Bassin d'Arcachon (ATBA) 51 ter Cours Desbiey- 33120 Arcachon
- Service MJPM de Association Tutélaire d'Intégration d'Aquitaine (ATI) – Bureau du Lac – 2 rue Robert Caumont – 33049 Bordeaux Cedex
- Service d'Aide et de Soutien à l'Autonomie des Personnes (ASAP) de l'Association du PRADO 33 7, rue Raymond Manaud CS 90001 -33524 Bruges
- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde (UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

2) En qualité de personnes physiques exerçant à titre individuel :

| |
|--|
| - Mme ARIES-BORDAS Françoise 11 bis avenue Pierre Wiehn 33600 Pessac |
| - M. BARAT Patrice 52 rue Buscaillet BP 70094 – 33492 Le Bouscat |
| - Mme BATS Pascale 63 rue bel Orme résidence Viala Turenne 33000 Bordeaux |
| - Mme BERGBAUM Séverine née ROY 30 rue Tocqueville 33700 Mérignac |
| - Mme BERNIER-CHEMLA Anne Laure 1, rue des Mouettes 33340 Saint Christoly-Médoc |
| - Mme BIRAS Sok Phalna née TAN BP N° 14 – 14 rue des Vignes 33190 Gironde sur Dropt |
| - M. BIROT Daniel 16, rue Perrault d'Armancour 33520 Bruges |
| - Mme BLASQUEZ Yvette née MENDOUZE 4 chemin Labaude 33760 Bellebat |
| - Mme BLOCK de FRIBERG Corinne 5, Impasse Fenouil 33000 Bordeaux |
| - Mme BOGEY Marie-Céline Quartier Billotte 33190 La Réole |
| - Mme BOREL Lucile 74, rue des Poissonniers 33470 Le Teich |
| - M. BOREL Serge 10 rue Marcel Levasseur 33120 Arcachon |
| - Mlle BRIAT Céline 73, rue Bertrand de Goth 33800 Bordeaux |
| - M. BRIAT Jacques 73, rue Bertrand de Goth 33800 Bordeaux |
| - Mme BRIDEL Nathalie 11, rue Vergniaud 33000 Bordeaux |
| - Mme BULGHERESI-DESCUILHES Delphine, née DENOIX de St MARC 5 rue Jules Mabit 33200 Bordeaux |
| - Mlle BULGHERESI-DESCUILHES Isaure 10, rue de Cestas 33000 Bordeaux |
| - Mme CADORET Christine Résidence Victor Hugo Appt B20 150, Cours Victor Hugo 33000 Bordeaux |
| - Mme CHARLE Anne-Sophie née CHAPAT 6, rue Saint Etienne 33000 Bordeaux |
| - Mme CHAUCHET Françoise née ROLLAND 1, lieu dit « Lubat » 33690 Marions |
| - M. CHAUCHET Jean-Jacques 1, lieu dit « Lubat » 33690 Marions |
| - M. CHAUTEAU Alain 2, rue du Capitaine 33260 La Teste de Buch |
| - Mme CLEMENT Olga née DELABY BP 60061 33029 Bordeaux Cedex |
| - Mme COUDEIN Quitterie née FRAIKIN 14 rue Condorcet 33300 Bordeaux |
| - Mme COUSIN Edith née COULLON résidence les Diplomates 81 rue des Orangers 33200 Bordeaux |
| - Mme CROCKETT Guylaine née PIERRE 46 rue Théodore Ducos 33000 Bordeaux |
| - Mme CUBERO Mireille née ESTOUPINA 19 bis avenue de la Forêt 33700 Mérignac |
| - Mme DARDEL Corinne née FABRE, 2, rue des Tonneliers 33640 Portets |
| - M. de BARITAULT Geoffroy le Carpia 33210 Castillon de Castets |
| - Mme de BEAUCORPS Elisabeth 46, rue Villedieu 33000 Bordeaux |

| |
|--|
| - Mme de QUELEN Sybille née DENOIX de St MARC 157 avenue de la République 33200 Bordeaux |
| - M. DE WILDE Yves résidence Bérénice Entrée B 13, rue du 8 Mai 1945 BP 48 33151 Cenon Cedex |
| - Mme DIJEAU-HERON Cécile 47, rue Jules Favre 33500 Libourne |
| - Mme DONATO Marianne 39 cours de la Martinique 33000 Bordeaux |
| - Mme DORIAN VERGERON Evelyne 9 les Camards 33490 Verdélais |
| - Mme DUCOS-ADER Colette née GRATTIER 65 boulevard de la Plage 33120 Arcachon |
| - Mme EBRARD Rita née DUCA 110 rue des Girolles 33127 St Jean d'Ilac |
| - Mme ESCHAPASSE Anne née DELIVRET 2 rue du Commandant Arnould 33000 Bordeaux |
| - Mlle ESCOBAR Stéphanie 45, rue Paul Verlaine 33000 Bordeaux |
| - Mme FACCHIN Marcela 47, Giron 33920 Saint Vivien de Blaye |
| - M. GAIRIN-CALVO Serge 9 bis, rue de la Prairie BP 20014 33522 Bruges |
| - Mme GAYET Catherine née ANDREVON BP 40075 33166 St Médard en Jalles Cédex |
| - Mme GOMINON Marie-José née CAUSSEQUE BP 500 27 33602 Pessac |
| - Mme GONALONS LATRILLE Isabelle 22, avenue René Cassin 33210 Langon |
| - Mme GOURGUES Colette née MILLAS 1 Brot Sud 33720 Guillos |
| - M. HADJ MERABET Mustapha 52, avenue des Tabernottes 33370 Yvrac |
| - Mme HERBIN Sylvie Résidence San Michèle T2.63 1, rue des Thuyas 33700 Mérignac |
| - Mme HERRERIA Marie-Pascale née BAILLET résidence St James Parc 127/129 avenue Charles de Gaulle 33200 Bordeaux |
| - Mme HUREL CASTELNAU Martine 29, avenue Nelly Deganne 33120 Arcachon |
| - Mme IZAMBART Martine 11 rue Camille Saint Saëns 33140 Villenave d'Ornon |
| - Mme JAUFFRET Bénédicte 1, rue Alphonse Daudet 33520 Bruges |
| - Mme JEAN Agnès 56, avenue Charles de Gaulle 33260 La Teste de Buch |
| - Mme JEAN Jacqueline née GROS 6 avenue Georges VI 33120 Arcachon |
| - M. LAFITTE Christophe 8, rue Notre Dame 33000 Bordeaux |
| - Mme LAMBINET Maryse née TROUBAN 96 rue Camena d'Almeida BP 80093 33008 BORDEAUX Cedex |
| - Mme LARRUE Nicole née CAMEDESCASSE 3 Biagaut 33720 Landiras |
| - Mme LATOUR Laure née TOMAS 284, avenue de la République 33200 Bordeaux |
| - Mme LAUQUE Béatrice née GOARIN 15 allée Fernand Braudel 33160 St Médard en Jalles |
| - Mme LAURENT Christine née MANON 64, avenue de la République 33820 St Ciers sur Gironde |
| - M. LE MEE Loïc Belvédère 23 le Bourg 33540 Mesterrieux |
| - Mme LEMOINE Elisabeth née GABILLAUD 21, rue Adrien Baysse 33000 Bordeaux |
| - Mme LILLET Sophie née ARNAUD-SORREL 209 bld du Président Wilson 33200 Bordeaux |
| - Mme LUGADET Josiane Balerme 47700 Saint Martin Curton |
| - Mme MAGNANT Florence 14, rue Bréau 33200 Bordeaux |
| - Mme MARQUE Jacqueline née LOURDE-ROCHEBLAVE 16 rue de Rivière 33000 Bordeaux |
| - Mme MASSENET Astrid 27, rue de Lyon 33000 Bordeaux |
| - Mme MATHEY Françoise née POUGET 1 allée du Trident 33200 Bordeaux |
| - Mme MAXWELL Marie Odile 54, rue Kléber 33200 Bordeaux |
| - Mme MORIZUR Michèle née BERTIN résidence le Clos des Floralies Villa 5- 2 bis rue du Château d'Eau BP 40051 33700 Mérignac |
| - Mme MOUSTEILS Sylvie née DESARNAUD 3 chemin des Espagnols 33550 Le Tourne |

| |
|--|
| - Mlle PARAGE Nathalie 7, allée du Fer à Cheval 33320 Le Taillan Médoc |
| - Mme PARENTI Alexa BP 5 126, allée des Corsaires 33470 Gujan Mestras |
| - Mme PETIT-BRISSON Sylvie née MORIN 16 allée Louvois 33200 Bordeaux |
| - Mr PIERRARD Sébastien 17, route de Reynaud 33340 Gaillan |
| - Mlle PIFFRE Séverine 71, vieux Bourg 33240 Peujard |
| - M. POMMAREDE Guy 34 avenue de Brivazac 33600 Pessac |
| - M. PORTELAS Frédéric 61, rue du 19 mars 1962 BP N° 2 33920 St Savin |
| - Madame PUEL Diane 79, rue Marceau 33110 Le Bouscat |
| - M. RALLION Jean-Christophe 17 rue St Laurent 33000 Bordeaux |
| - Mme RECAPET Elisabeth née KIEFFER – BP 60025 – 33191 La Réole Cédex |
| - Mme ROCHER Annick 66, route des Cercins 33590 Vensac |
| - M. RODRIGUEZ Jean-Philippe 6 place Clos du Prieuré 33440 Ambares |
| - M. RUBECK Jean-Marc 3 Au Verrier 33190 Camiran |
| - M. SANCHEZ Daniel 6, le Pajot Nord 33210 Sauternes |
| - Mme SAYO Virginie née AUTRUSSEAU 10 rue Delandre 33200 Bordeaux |
| - Mme SCHELL Sabine 10, rue des Acacias 33200 Bordeaux |
| - Mme SCHIESARI Laurence 12 bis avenue de Bordeaux 33340 Lesparre |
| - Mlle SIMON Carole 12, rue du Baillot 33290 Ludon Médoc |
| - M. VANNIEUWENHUYZE Michel 8 allée du Corporeau BP 60009 – 33171 Gradignan |
| - Mme VENTROU Anne-Isabelle Résidence les Ombrages Entrée C2 Avenue de Thouars 33400 TALENCE |
| - Mme VERCHERE-MIOQUE Anne 35 bis, avenue Hubert Dubedout 33270 FLOIRAC |

3) En qualité de personnes physiques et de services préposés d'établissement :

- Mme Laurence LAGORCE préposée du Centre Hospitalier Spécialisé de Cadillac – 89 rue Cazeaux-Cazalet 33410 Cadillac/Garonne
Convention avec :
 - Centre de Soins Maison de Retraite (EHPAD - USLD) de Podensac – 5 allée Georges Montel – 33720 Podensac
 - Centre Hospitalier de Bazas (EHPAD) 4, Chemin de Marmande – 33430 Bazas
 - EHPAD public de Créon – Le Hameau de la Pelou – 8 boulevard de Créon 33670 Créon
 - Centre Hospitalier Sud Gironde (EHPAD) – rue Paul Langevin 33210 Langon
 - EHPAD public de Saint Macaire – 8 rue de Verdun BP 20 – 33490 St Macaire
- Mme Martine BACHACOU préposée du Centre Hospitalier Sud Gironde Place Saint Michel BP 90055 33192 La Réole Cedex
- Service MJPM « Inter Etablissements Publics d'Hébergement de la Gironde » EHPAD « Les Balcons de Tivoli », 148, avenue de Tivoli 33110 Le Bouscat pour :
 - l'EHPAD Fondation Escarraguel, 4, rue du Général de Gaulle BP 22 – 33810 Ambes
 - l'EHPAD Manon Cormier, 58, rue de Lattre de Tassigny – 33130 Bègles
 - l'EHPAD Les Balcons de Tivoli, 148, avenue de Tivoli – 33110 Le Bouscat
 - l'EHPAD Méduli, 64, avenue de Gambetta – 33480 Castelnau du Médoc
 - l'EHPAD Seguin, Chemin du Biala – 33610 Cestas
 - l'EHPAD Les Jardins des Provinces, 33, rue Sarah Bernhart – 33600 Pessac
 - l'EHPAD Château Gardères, 24, avenue du Lycée – 33400 Talence
 - l'EHPAD Espace Latour du Pin, 46, rue Latour du Pin – 33240 Saint André de Cubzac
 - l'EHPAD Saint Jacques de Compostelle, 2, avenue du Général de Gaulle – 33780 Soulac sur Mer
 - La Fondation ROUX, 4, rue Armand Roux – 33180 Vertheuil Médoc

1° Tribunal de Libourne

1) En qualité de services :

- Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) BP 130 – 33305 Lormont Cedex
- Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) 303 boulevard Wilson -33000 Bordeaux
- Association Tutélaire d'Intégration d'Aquitaine (ATI) – Bureau du Lac – 2 rue Robert Caumont – 33049 Bordeaux Cedex
- Association du PRADO 33 7, rue Raymond Manaud CS 90001 -33021 Bruges Cedex
- Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde(UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

2) En qualité de personnes physiques exerçant à titre individuel :

| |
|---|
| - Mme BIRAS Sok Phalna née TAN BP N° 14 – 14 rue des Vignes 33190 Gironde sur Dropt |
| - M. BIROT Daniel 16, rue perrault d'Armancour 33520 Bruges |
| - Mme BLOCK de FRIBERG Corinne 5, Impasse Fenouil 33000 Bordeaux |
| - Mme BOGEY Marie-Céline Quartier Billotte 33190 La Réole |
| - Mlle BRIAT Céline 73, rue Bertrand de Goth 33800 Bordeaux |
| - M. BRIAT Jacques 73, rue Bertrand de Goth 33800 Bordeaux |
| - Mme BRIDEL Nathalie 11, rue Vergniaud 33000 Bordeaux |
| - Mlle BULGHERESI DESCUILHES Isaure 10, rue de Cestas 33000 Bordeaux |
| - Mme CADORET Christine Résidence Victor Hugo Appartement B20 150, Cours Victor Hugo 33000 Bordeaux |
| - Mme CHIRON Christelle Résidence Le Pujau 12, Chemin de la Coudisale 33610 Cestas |
| - Mme CLEMENT Olga née DELABY BP 60061 33029 Bordeaux Cedex |
| - Mme COLLET Micheline 12, le Chataignier 17270 Neuvicq |
| - Mme de QUELEN Sybille née DENOIX de St MARC 157 avenue de la République 33200 Bordeaux |
| - Mme DESPUJOL Astrid 43, avenue Carnot 33200 Bordeaux |
| - Mme DIJEAU-HERON Cécile 45, rue Jules Favre 33500 Libourne |
| - Mme DONATO Marianne 39, cours de la Martinique 33000 Bordeaux |
| - Mlle ESCOBAR Stéphanie 45, rue Paul Verlaine 33000 Bordeaux |
| - Mme FACCHIN Marcela 47, Giron 33920 Saint Vivien de Blaye |
| - Mme GOMEZ Martine Lieu dit Bayens 33570 Puisseguin |
| - Mme GOMINON Marie-José née CAUSSEQUE BP 500 27 33602 Pessac |
| - Mme GONALONS LATRILLE Isabelle 22, avenue René Cassin 33210 Langon |
| - M. HADJ MERABET Mustapha 52, avenue des Tabernottes 33370 Yvrac |
| - Mme HERBIN Sylvie Résidence San Michèle T2.63 1, rue des Thuyas 33700 Mérignac |
| - Mme HERRERIA Marie-Pascale née BAILLET résidence St James Parc 127/129 avenue Charles de Gaulle 33200 Bordeaux |
| - Mme IZAMBART Martine 11 rue Camille Saint Saëns 33140 Villenave d'Ornon |
| - Mme JAUFFRET Bénédicte 1, rue Alphonse Daudet 33520 Bruges |
| - Mme LACHAUD Anne 2, Mougnaud Sud 33570 Petit Palais et Cornemps |
| - M. LAFITTE Christophe 8, rue Notre Dame 33000 Bordeaux |
| - Mme LARRUE Nicole née CAMEDESCASSE 3 Biagaut 33720 Landiras |
| - Mme LAUQUE Béatrice née GOARIN 15 allée Fernand Braudel 33160 St Médard en Jalles |
| - Mme LAURENT Christine née MANON 64, avenue de la République 33820 St Ciers sur Gironde |

| |
|--|
| - Mme LEMOINE Elisabeth née GABILLAUD 21, rue Adrien Baysse 33000 Bordeaux |
| - Mme MAGNANT Florence 14, rue Bréau 33200 Bordeaux |
| - Mme MALEYRAN Marie Claude 18 Audebeau 33230 Coutras |
| - Mme MARTINEAU Chrystel 39 route de Guîtres 33910 St Denis de Pile |
| - Mme MATHEY Françoise née POUGET 1 allée du Trident 33200 Bordeaux |
| - Mlle PIFFRE Séverine 71, vieux Bourg 33240 Peujard |
| - M. POMMAREDE Guy 34 avenue de Brivazac 33600 Pessac |
| - M. PORTELAS Frédéric 61, rue du 19 mars 1962 BP N°2 33920 Saint Savin |
| - Mme RECAPET Elisabeth née KIEFFER – BP 60025 – 33191 La Réole Cédex |
| - M. SANCHEZ Daniel 6, le Pajot Nord 33210 Sauternes |
| - Mme SAYO Virginie née AUTRUSSEAU 10 rue Delandre 33200 Bordeaux |
| - M. TAILLIEZ Pierre Combe Brune 24520 Saint Agne |
| - Mme TRAISSAC Nicole 4, Grosse Raye 33820 Braud et Saint Louis |
| - Mme VERCHERE-MIOQUE Anne 35 bis, avenue Hubert Dubedout 33270 FLOIRAC |

3) En qualité de personnes physiques et de services préposés d'établissement :

- Mme THOMAS préposée du Centre Hospitalier Général de Libourne – Hôpital Garderose BP 199 33505 Libourne Cedex

Convention avec :

- Centre Hospitalier de Blaye 97, rue de l'hôpital BP 90 33394 Blaye
- EHPAD Coutras Rue Edouard Vaillant 33230 Coutras
- Centre Hospitalier Général – avenue Charrier BP 130 – 33220 Sainte Foy la Grande

Article 3

La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en **qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs** par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi fixée :

1° Tribunal de Bordeaux

1) En qualité de services :

- Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) BP 130 – 33310 LORMONT CEDEX
- Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) 303 boulevard Wilson -33000 Bordeaux
- Association Tutélaire d'Intégration d'Aquitaine (ATI) – Bureau du Lac – 2 rue Robert Caumont – 33049 Bordeaux Cedex
- Association du PRADO 33 7, rue Raymond Manaud CS 9001 - 33524 BRUGES
- Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde (UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

| |
|--|
| - M. PIERRARD Sébastien 17, route de Reynaud 33340 Gaillan |
| - Mme ROCHER Annick 66, route de Cercins 33590 VENSAC |

2° Tribunal de Libourne

1) En qualité de services :

- La Caisse de Mutualité Sociale Agricole du départementale de la Gironde (CMSA) 13, rue Ferrère 33078 Bordeaux Cedex
- Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde (UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

Article 4

La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de **mandataire judiciaire à la protection des majeurs** par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales est ainsi fixée :

1° Tribunal de Bordeaux

En qualité de services :

- Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) BP 130 – 33305 Lormont Cedex
- Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde (UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

1° Tribunal de Libourne

En qualité de services :

- Association des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance (AOGPE) BP 130 – 33305 Lormont Cedex
- Union Départementale des Associations Familiales de la Gironde (UDAF) – 25 rue François Martin – 33075 Bordeaux Cedex

Article 5

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bordeaux ;
- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Libourne ;
- aux juges des tutelles du tribunal d'instance de Bordeaux ;
- aux juges des tutelles du tribunal d'instance de Libourne ;
- aux juges des enfants du tribunal de grande instance de Bordeaux ;
- aux juges des enfants du tribunal de grande instance de Libourne.

Article 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la Gironde, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite. Conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011 –art 15, la contribution de 35 € pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée sous la forme d'un timbre fiscal joint à la requête.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Article 8

La secrétaire générale de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 8 mars 2012

Le Préfet
P/le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale de la
Cohésion Sociale
Service Accès aux Droits

ARRETE

**Portant approbation de la convention constitutive du
Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale du Nord Libournais**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE

PREFET DE LA GIRONDE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-7 et R.312-194-1 à R.312-194-25,
VU l'instruction ministérielle n°DGAS/5D/2007/309 du 3 août 2007 relative à la mise en œuvre des groupements de coopération sociale et médico-sociale,
VU la convention constitutive du 11 juillet 2011 créant un groupement de coopération sociale et médico-sociale entre deux associations dénommé « GCSMS Nord Libournais »,
VU le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du « GCSMS Nord Libournais » en date du 14 décembre 2011,
VU le procès verbal du conseil d'administration de l'établissement inter cantonal du Nord Libournais (EINL) en date du 26 juin 2009,
VU le procès verbal du conseil d'administration de l'association intercommunale d'actions sociales d'aides et de soins à domicile du Nord Libournais (ADNL) en date du 23 septembre 2008,
VU la demande conjointe présentée par le président de l'association intercommunale d'actions sociales d'aides et de soins à domicile du Nord Libournais (ADNL) et la présidente de l'établissement inter cantonal du Nord Libournais (EINL),

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – La convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale « GCSMS Nord Libournais » est approuvée.

ARTICLE 2 – Le groupement « GCSMS Nord Libournais » est constitué entre deux associations :

L'association intercommunale d'actions sociales d'aides et de soins à domicile du Nord Libournais (ADNL), association Loi 1901 déclarée en Préfecture de Gironde (JO du 10 juin 1992), autorisée le 1^{er} janvier 2009 par le Conseil Général de la Gironde, dont le siège social est situé 1 rue du docteur Texier BP 16 33230 Abzac, représenté par son président Monsieur Michel CARRERE ;

L'établissement inter cantonal du Nord Libournais (EINL), association Loi 1901 déclaré en Préfecture de Gironde (JO du 27 janvier 2001), autorisé le 1^{er} janvier 2009 par le Conseil Général de la Gironde, dont le siège social est situé 89 rue Gambetta 33230 Coutras, représenté par sa présidente Madame Michelle LACOSTE.

ARTICLE 3 – Le groupement « GCSMS Nord Libournais » est une personne morale de droit privé.

ARTICLE 4 – Le siège du groupement est situé au 1 rue du docteur Texier BP 16 33320 ABZAC.

ARTICLE 5 – Le groupement a pour objet de favoriser et de soutenir la mise en œuvre d’une prise en charge globale et de qualité de la personne dépendante (âge, maladie, handicap) et de ses besoins d’aide à domicile :

Etre un espace d’échanges, de concertation, de réflexion et d’orientations stratégiques partagés entre les membres ;

Faciliter et encourager les actions concourant à l’amélioration de l’activité et de la qualité des prestations d’assistance et d’aide à domicile des personnes dépendantes ;

Conduire des actions transversales d’évaluation de la qualité et notamment en lien avec les travaux de l’agence nationale de l’évaluation sociale et médico-sociale (ANESM) ;

Définir ou proposer certaines actions de formation à destination des personnels et d’accompagner les membres dans la professionnalisation de leurs personnels par tous moyens adaptés ;

Représenter les membres dans le cadre des relations et négociations, notamment budgétaires avec les financeurs, les politiques, les décideurs, les organismes paritaires collecteurs agréés ;

Faciliter et soutenir le travail des membres en relation avec les acteurs de santé (SSIAD, libéraux, HAD, services sociaux des hôpitaux) ;

Créer et gérer des équipements ou services d’intérêt commun ou des systèmes d’information nécessaires à leur activité ;

Mutualiser et mobiliser tout ou partie des moyens humains et matériels permettant de conduire ces actions en faveur des membres.

ARTICLE 6 – Le groupement est administré par une assemblée générale. Un administrateur et un administrateur suppléant sont élus au sein du groupement, par l’assemblée générale pour une durée de trois ans renouvelable.

ARTICLE 7 – Le groupement jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et pour une durée indéterminée.

ARTICLE 8 – Toute proposition de modification de la convention prendra la forme d’un avenant à la convention, soumis à l’approbation du Préfet du département où se situe le siège du groupement.

ARTICLE 9 – En cas de dissolution du groupement, celle-ci devra être notifiée dans un délai de quinze jours au Préfet du département où se situe le siège du groupement.

ARTICLE 10 – Le présent arrêté sera notifié aux présidents des membres du groupement.

ARTICLE 11 – Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, pour la personne à laquelle il sera notifié, à compter de sa notification. Conformément à l’article 15 du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, la contribution de 35 € pour l’aide juridique prévue à l’article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée sous la forme d’un timbre fiscal joint à la requête.

ARTICLE 12 – La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, la directrice départementale de la cohésion sociale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2012

Le Préfet,

P/le Préfet,

La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Arrêté modificatif du 8 mars 2012

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

**Arrêté modifiant l'arrêté en date du 13 décembre 2011
portant fixation des périodes de dépôt des demandes
d'autorisation et de renouvellement d'autorisation**

Département Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1, à L. 6122-9, R. 6122-25 à R. 6122-29,

VU l'ordonnance n° 2010 – 177 dite de coordination et le décret n° 2010 – 344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009 – 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010, portant création des Agences Régionales de Santé,

VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des Agences Régionales de Santé,

VU l'arrêté en date du 11 janvier 2011 modifié portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation pour les activités relevant du schéma régional d'organisation sanitaire de la région Aquitaine,

VU l'arrêté en date du 13 décembre 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation,

ANNEXE

| PÉRIODES DE DÉPÔTS DES DEMANDES D'AUTORISATION ET DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION | ACTIVITÉS DE SOINS ET EQUIPEMENTS MATÉRIELS LOURDS |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">1^{ER} AVRIL AU 31 MAI ET 1^{ER} SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Médecine - Médecin d'urgence - Chirurgie - Traitement du cancer - Soins de suite et de réadaptation - Psychiatrie - Greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques - Traitement des grands brûlés - Chirurgie cardiaque - Neurochirurgie - Activités interventionnelles par voie endovasculaire en neuroradiologie - Examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales. |
| <p style="text-align: center;">1^{ER} JUIN AU 31 JUILLET ET 1^{ER} NOVEMBRE AU 31 DECEMBRE</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Gynécologie-obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale - Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation et activités de diagnostic prénatal - Réanimation - Soins de longue durée - Traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale - Activités interventionnelles, sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie - Caméra à scintillation munie ou non de détecteur d'émission de positons en coïncidence, tomographe à émissions, caméra à positions - Appareil d'imagerie ou de spectrométrie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique - Scanographe à utilisation médicale - Caisson hyperbare |

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : l'annexe de l'arrêté en date 13 décembre 2011 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation est modifiée par l'annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et les Directeurs des Délégations Territoriales de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 8 mars 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 12 mars 2012

Département Offre de Soins Hospitaliers

**BILAN QUANTIFIÉ DE L'OFFRE DE SOINS
POUR L'ACTIVITÉ D'EXAMEN DES
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉTIQUES D'UNE
PERSONNE OU IDENTIFICATION D'UNE
PERSONNE PAR EMPREINTES GÉNÉTIQUES A
DES FINS MÉDICALES**

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 6 octobre 2010 définissant les territoires de santé de la région Aquitaine,
- VU** l'arrêté modificatif de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 8 mars 2012 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations
- VU** l'arrêté de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 1^{er} mars 2012 arrêtant le projet régional de santé d'Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er} - Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités d'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales, est établi conformément au tableau joint en annexe pour la période du **1^{er} avril 2012 au 31 mai 2012**.

Article 2 -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de santé d'Aquitaine – www.ars.aquitaine.sante.fr - et d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 12 mars 2012

La Directrice Générale
de l'ARS Aquitaine,



Nicole KLEIN

**ACTIVITE DE SOINS : EXAMEN DES CARACTERISTIQUES GENETIQUES D'UNE PERSONNE
OU IDENTIFICATION D'UNE PERSONNE PAR EMPREINTES GENETIQUES A DES FINS MEDICALES
IMPLANTATIONS**

| Territoire de santé AQUITAINE | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|---|---------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|-----|
| | | | oui | non |
| Analyses de cytogénétique, y compris moléculaire | 2 | 2 | | X |
| Analyses de génétique moléculaire | 5 | 6 | X pour la pharmacogénétique | |
| Analyses de génétique moléculaire en vue d'une utilisation limitée à l'outil de biologie moléculaire | 1 | 1 | | X |

Décision modificative du 12 mars 2012

Portant modification de l'autorisation en date du 28 décembre 2011 renouvelant l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale

Délivrée à

***l' association pour l'utilisation du rein artificiel
à domicile en Aquitaine (AURAD)***

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

Décision n° 2012-45

**Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU l'article R 6123- 54 du code de la santé publique et suivants relatifs aux conditions d'implantation de l'activité de l'insuffisance rénale chronique et D 6124-64 du code de la santé publique et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement de la même activité,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier modifié, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 10 octobre 2011 relatif au bilan des objectifs quantifiés de l'offre concernant l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique,

VU la décision en date du 28 décembre 2011 accordant le renouvellement l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale à l' AURAD,

VU le courrier de l' AURAD en date du 11 janvier 2012 informant de la fermeture de l'antenne de Saint André de Cubzac.

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - L'article premier de la décision en date du 28 décembre 2011 est modifié comme suit :

« Le renouvellement de l'autorisation de pratiquer l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale en date du 6 février 2007 délivrée à l' Association pour l'utilisation du rein artificiel à domicile en Aquitaine (AURAD) sise à Gradignan(33), 2 allée des demoiselles, **est accordé**, selon les modalités suivantes :

Hémodialyse en antenne, soit 28 antennes réparties comme suit :

FINESS de l'entité juridique n° 33 000 026 6

Dordogne : 2 antennes

Bergerac (24 000 269 1)
Castels (24 000 272 5)

Gironde : 10 antennes

Langon (33 000 766 7)
Bordeaux (33 000 755 0)
Libourne (33 000 768 3)
Libourne (33 000 463 9)
La Teste de Buch (33 000 763 4)
Pineuilh (33 000 764 2)
Talence (33 000 762 6)
Artigues (33 000 758 4)
Gradignan (33 000 772 5)
Gradignan (33 005 628 4)

Landes : 5 antennes

St Vincent de Tyrosse (40 000 673 0)
Dax (40 000 670 6)
Mont de Marsan (40 000 733 2)
Morcenx (40 000 679 7)
Hagetmau (40 001 090 6)

Lot et Garonne : 9 antennes

Boé (2 unités 47 000 226 2)
Casteljaloux (47 000 234 6)
Fumel (47 000 240 3)
Nérac (47 000 241 1)
Pujols (47 001 355 8)
Pont du Casse (47 000 186 8)

Tonneins (47 000 238 7)
Marmande (47 000 232 0)
Villeneuve sur Lot – Hôpital St Cyr (47 000 236 1)

Pyrénées Atlantiques : 2 antennes

St Jean de Luz (64 000 531 0)
Anglet (64 000 530 2)

- **Hémodialyse à domicile**
- **Dialyse péritonéale**

N° FINESS de l'entité juridique : 33 000 026 6
N° FINESS de l'établissement : 33 078 046 1

ARTICLE 2 - Le reste sans changement.

ARTICLE 3 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 4 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et les Directeurs des Délégations territoriales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 12 mars 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

Décision n° 2012-44

Décision modificative du 12 mars 2012

Portant modification de la décision en date du 29 février 2012

autorisation de changement d'implantation de l'activité de traitement du cancer du site Hospitalier Saint André vers le site Hospitalier Haut Lévêque et changement d'implantation du scanner de simulation de radiothérapie pour un usage partiel du site Hospitalier Saint André vers le site Hospitalier Haut Lévêque

Délivrée au

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU l'article R 6123-86 et suivants du code de la santé publique et D. 6124- 131 et suivants relatifs aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de traitement du cancer,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011 modifié, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, en date du 10 octobre 2011 relatif au bilan des objectifs quantifiés de l'offre concernant l'activité de réanimation –soins intensifs,

VU la demande, déclarée complète le 31 octobre 2011, présentée par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, en vue d'obtenir le changement d'implantation de l'activité de

traitement du cancer du site hospitalier Saint André vers le site hospitalier Haut Lévêque avec changement d'implantation du scanner de simulation de radiothérapie,

VU la décision de l'Agence Régionale de Santé en date du 6 octobre 2009 autorisant le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux à exercer de l'activité de Cancer,

VU la décision de l'Agence Régionale de Santé en date du 18 octobre 2010 autorisant le Centre Hospitalier Universitaire à exploiter à des fins de diagnostic médical un scanner de type Light speed proRT sur le site de Saint André,

VU l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 3 février 2012,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire, son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Le changement d'implantation de l'activité de traitement du Cancer du site Hospitalier Saint André vers le site hospitalier Haut Lévêque d'implantation **est accordé.**

ARTICLE 2- L'article premier de la décision en date du 6 octobre 2009 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du Cancer est modifiée comme suit :

« L' autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer est accordée au Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux -12 rue Dubernat – Talence cedex (33 404) pour les thérapeutiques suivantes :

Sur le site du groupe hospitalier Pellegrin :

Chirurgie des cancers pour les pathologies mammaires, urologiques, gynécologiques, ORL et maxillo- faciales, autres chirurgies,
Utilisation thérapeutiques de radioéléments en sources non scellées,
Chimiothérapies.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 078 119 6

N° FINESS de l'établissement : 33 078 136 0

Sur le site du groupe hospitalier Sud (Haut Lévêque) :

Chirurgie des cancers pour les pathologies digestives, thoraciques, autres chirurgies,
Utilisation thérapeutiques de radioéléments en sources non scellées
Radiothérapie externe et curiethérapie,
Chimiothérapie,

N° FINESS de l'entité juridique : 33 078 119 6

N° FINESS de l'établissement : 33 078 364 8

Sur le site de Saint André :

Chirurgie du cancer pour les pathologies digestives,
Chirurgie autres, curiethérapie
Chimiothérapie

N° FINESS de l'entité juridique : 33 078 119 6

N° FINESS de l'établissement : 33 078 135 2

ARTICLE 3 - Le changement d'implantation du scanner de type Light speed proRT de Général Electric Médical Systems, autorisé sur le site hospitalier de Saint André par décision du 18 octobre 2009, sur le site de l'hôpital Pellegrin **est accordé**.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 078 119 6

N° FINESS de l'établissement : 33 078 364 8

ARTICLE 4 La présente autorisation **ne** modifie **pas** la durée des autorisations précédemment accordées.

ARTICLE 5 -La visite de conformité, prévue à l'article D.6122-38 du code de la santé publique, sera effectuée dans un délai de six mois après la mise en œuvre de l'activité sur le site de l'hôpital Haut Lévêque.

ARTICLE 6 – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 7 – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance conformément à l'article L 6122-10 du code de la santé publique.

ARTICLE 8 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 9 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 12 mars 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT N° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de l'hôpital suburbain du Bouscat au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 6 mars 2012 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 221 218,85 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 169 799,31 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **48 676,69 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **2 742,85 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

HOPITAL SUBURBAIN(330000332)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mardi 06/03/2012, 15:14

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 08:39

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 08:39

| | B : Montant LAMDA | C : Dernier montant LAMDA | D : Dernier montant LAMDA | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|-------------------|---------------------------|---------------------------|---|---|---------------------------|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 836 074,25 | 836 074,25 | 0,00 | 836 074,25 | 836 074,25 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| MG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 742,85 | 2 742,85 | 0,00 | 2 742,85 | 2 742,85 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 48 470,11 | 48 470,11 | 0,00 | 48 470,11 | 48 470,11 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89,54 | 89,54 | 0,00 | 89,54 | 89,54 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 092,09 | 1 092,09 | 0,00 | 1 092,09 | 1 092,09 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 081,76 | 37 081,76 | 0,00 | 37 081,76 | 37 081,76 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 925 550,60 | 925 550,60 | 0,00 | 925 550,60 | 925 550,60 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Dernier montant LAMDA | D : Dernier montant LAMDA | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|------------------------------|---|---------------------------|---------------------------|---|---|---------------------------|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 836 074,25 | 836 074,25 | 0,00 | 836 074,25 | 836 074,25 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 742,85 | 2 742,85 | 0,00 | 2 742,85 | 2 742,85 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 48 470,11 | 48 470,11 | 0,00 | 48 470,11 | 48 470,11 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 925 550,60 | 925 550,60 | 0,00 | 925 550,60 | 925 550,60 |

P : Montant de l'activité

| | |
|--|-------------------|
| Activité d'hospitalisation | 836 074,25 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 38 263,39 |
| Médicaments séjours | 48 470,11 |
| DMI | 2 742,85 |
| AME | 0,00 |
| Total | 925 550,60 |

MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement
HOPITAL SUBURBAIN(330000332)
 Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : mardi 06/03/2012, 15:15
 Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 08:44
 Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 08:53

| | B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon) | E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2011 | G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon) | H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total pour cette période (H + G + D) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I-J) | L : Montant de l'activité notifié |
|---------------------|---|--|--|---|--|--|--|--|--|---|-----------------------------------|
| GHT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 295 461,67 | 295 461,67 | 0,00 | 295 461,67 | 295 461,67 |
| Molécules onéreuses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 206,58 | 206,58 | 0,00 | 206,58 | 206,58 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 295 668,25 | 295 668,25 | 0,00 | 295 668,25 | 295 668,25 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|-------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| GHT AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Molécules onéreuses AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC
N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique du Médoc, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 8 Mars 2012, par la clinique mutualiste du Médoc,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 089 653,97 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 061 893,54 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **8 441,63 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **19 318,80 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 MAR. 2012

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(330780495)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : jeudi 08/03/2012, 12:00

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 14:23

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 14:29

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 (LAMDA n-2) | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|---|---|--|--|---|---|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 951 309,22 | 951 309,22 | 0,00 | 951 309,22 | 951 309,22 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 249,76 | 1 249,76 | 0,00 | 1 249,76 | 1 249,76 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 318,80 | 19 318,80 | 0,00 | 19 318,80 | 19 318,80 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 441,63 | 8 441,63 | 0,00 | 8 441,63 | 8 441,63 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 866,04 | 19 866,04 | 0,00 | 19 866,04 | 19 866,04 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ALCE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 479,56 | 479,56 | 0,00 | 479,56 | 479,56 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 988,95 | 88 988,95 | 0,00 | 88 988,95 | 88 988,95 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 089 653,97 | 1 089 653,97 | 0,00 | 1 089 653,97 | 1 089 653,97 |

| | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 952 558,98 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molecules onéreuses | 109 334,56 |
| Médicaments séjours | 8 441,63 |
| DMI | 19 318,80 |
| AME | 0,00 |
| Total | 1 089 653,97 |

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC n° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 24 février 2012, par la clinique mutualiste de Pessac,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 612 225,35 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **2 437 810,47 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **10 348,93 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **158 548,16 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **5 517,79 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 24/02/2012, 15:51

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 15:18

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 15:20

| | B : Montant LAMDA | C : Dernier montant LAMDA | D : Dernier montant LAMDA | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois + LAMDA des années n-1 et n-2 | J : Total des montants | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|-------------------|---------------------------|---------------------------|---|---|--|--|---|------------------------|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 322 746,13 | 2 322 746,13 | 0,00 | 2 322 746,13 | 2 322 746,13 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 158 548,16 | 158 548,16 | 0,00 | 158 548,16 | 158 548,16 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 348,93 | 10 348,93 | 0,00 | 10 348,93 | 10 348,93 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 899,53 | 14 899,53 | 0,00 | 14 899,53 | 14 899,53 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 219,18 | 3 219,18 | 0,00 | 3 219,18 | 3 219,18 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 96 945,63 | 96 945,63 | 0,00 | 96 945,63 | 96 945,63 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 606 707,56 | 2 606 707,56 | 0,00 | 2 606 707,56 | 2 606 707,56 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 5 517,79 | 0,00 | 5 517,79 | 5 517,79 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 5 517,79 | 0,00 | 5 517,79 | 5 517,79 |

| | P : Montant de l'activité |
|--------------------------------|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 2 322 746,13 |
| Activité externe y compris ATU | 115 064,34 |
| FFM, SE et Molécules onéreuses | 10 348,93 |
| Médicaments séjours | 158 548,16 |
| DMI | 5 517,79 |
| AME | 5 517,79 |
| Total | 2 612 225,35 |

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de SAINTE FOY LA GRANDE N° Finess 330781261 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Sainte Foy la Grande au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 29 février 2012, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **400 831,32 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **399 845,71 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **985,61 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : /
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
C.H STE FOY LA GRANDE(330781261)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 29/02/2012, 08:48

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 12:02

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 12:03

| | B : Montant LAMDA | C : Dernier montant LAMDA | D : Dernier montant LAMDA | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (Colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|-------------------|---------------------------|---------------------------|---|---|--|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 367 735,40 | 367 735,40 | 0,00 | 367 735,40 | 367 735,40 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 985,61 | 985,61 | 0,00 | 985,61 | 985,61 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 275,39 | 275,39 | 0,00 | 275,39 | 275,39 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 834,92 | 31 834,92 | 0,00 | 31 834,92 | 31 834,92 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400 831,32 | 400 831,32 | 0,00 | 400 831,32 | 400 831,32 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 367 735,40 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 32 110,31 |
| Médicaments séjours | 985,61 |
| DMI | 0,00 |
| AME | 0,00 |
| Total | 400 831,32 |

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal SUD GIRONDE N° Finess 330027509 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 2 mars 2012 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 312 037,00 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **2 255 998,17 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **35 890,86 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **20 147,97 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 02/03/2012, 15:20

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 14:54

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 14:57

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 (LAMDA n-2) | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|---|---|--|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 952 390,11 | 1 952 390,11 | 0,00 | 1 952 390,11 | 1 952 390,11 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 378,89 | 3 378,89 | 0,00 | 3 378,89 | 3 378,89 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 147,97 | 20 147,97 | 0,00 | 20 147,97 | 20 147,97 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 740,09 | 35 740,09 | 0,00 | 35 740,09 | 35 740,09 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 674,40 | 32 674,40 | 0,00 | 32 674,40 | 32 674,40 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 531,77 | 531,77 | 0,00 | 531,77 | 531,77 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 4 210,09 | 4 210,09 | 0,00 | 0,00 | 214 109,39 | 214 109,39 | 0,00 | 214 109,39 | 214 109,39 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 4 210,09 | 4 210,09 | 0,00 | 0,00 | 2 258 972,62 | 2 258 972,62 | 0,00 | 2 258 972,62 | 2 258 972,62 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|---|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 1 952 390,11 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules antineoplasiques | 247 315,56 |
| Médicaments séjours | 35 740,09 |
| DMI | 20 147,97 |
| AME | 0,00 |
| Total | 2 258 972,62 |

MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 02/03/2012, 15:20

Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 15:16

Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 15:17

| | B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon) | E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2011 | G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon) | H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total pour cette période (H + G + D) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I-J) | L : Montant de l'activité notifié |
|---------------------|---|--|--|---|--|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| GHT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 913,61 | 52 913,61 | 0,00 | 52 913,61 | 52 913,61 |
| Molécules onéreuses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150,77 | 150,77 | 0,00 | 150,77 | 150,77 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 064,38 | 53 064,38 | 0,00 | 53 064,38 | 53 064,38 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|-------------------------|--|---|---|---|
| GHT AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Molécules onéreuses AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier de Haute Gironde
N° Finess 330781220 au titre de l'activité du mois
de Janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Haute Gironde, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 7 mars 2012, par le centre hospitalier de Haute Gironde ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 883 715,94 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 843 130,94 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **25 832,75 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **14 752,25 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Haute Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CH DE LA HAUTE GIRONDE(330781220)
Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : mercredi 07/03/2012, 14:36
Date de validation par la région : vendredi 09/03/2012, 10:20
Date de récupération : vendredi 09/03/2012, 10:22

| | B : Montant LAMDA | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2010 (LAMDA n-2) | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulé depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|-------------------|--|--|---|---|--|---|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 664 658,48 | 1 664 658,48 | 0,00 | 1 664 658,48 | 1 664 658,48 |
| PG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 776,92 | 2 776,92 | 0,00 | 2 776,92 | 2 776,92 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 752,25 | 14 752,25 | 0,00 | 14 752,25 | 14 752,25 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 832,75 | 25 832,75 | 0,00 | 25 832,75 | 25 832,75 |
| Ait dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 988,74 | 17 988,74 | 0,00 | 17 988,74 | 17 988,74 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 293,25 | 2 293,25 | 0,00 | 2 293,25 | 2 293,25 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 155 413,55 | 155 413,55 | 0,00 | 155 413,55 | 155 413,55 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 883 715,94 | 1 883 715,94 | 0,00 | 1 883 715,94 | 1 883 715,94 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--------------------------------|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 1 667 435,40 |
| Activité externe y compris ATU | |
| FFM, SE et Molécules onéreuses | 175 695,54 |
| Médicaments séjours | 25 832,75 |
| DMI | 14 752,25 |
| AME | 0,00 |
| Total | 1 883 715,94 |

Arrêté du **13 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au CRF LA TOUR DE GASSIES
N° Finess 330781139 au titre de l'activité du mois
de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 27 février 2012, par le CRF LA TOUR DE GASSIES.

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **7 912,59 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **7 912,59 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) : /
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au CRF LA TOUR DE GASSIES et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **13 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CRF LA TOUR DE GASSIES(330781139)
Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : lundi 27/02/2012, 11:35
Date de validation par la région : jeudi 08/03/2012, 16:27
Date de récupération : jeudi 08/03/2012, 16:27

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 (LAMDA n-2) | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|---|---|--|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 639,14 | 7 639,14 | 0,00 | 7 639,14 | 7 639,14 |
| PQ | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 273,45 | 273,45 | 0,00 | 273,45 | 273,45 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 912,59 | 7 912,59 | 0,00 | 7 912,59 | 7 912,59 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 7 639,14 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 273,45 |
| Médicaments séjours | 0,00 |
| DMI | 0,00 |
| AME | 0,00 |
| Total | 7 912,59 |

Arrêté du 14/03/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

Les Tchanques

Lège Cap Ferret

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

VU l'arrêté en date du 31/05/2011 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
60 places, dont 56 places en HP, 4 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de
dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes âgées et handicapées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

VU l'arrêté portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins
applicables à la structure en date du 16/09/2011

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, et à titre provisoire, la dotation globale de soins de
Les Tchanques (N°Finess 330019308)
situé à Lège Cap Ferret
est fixée à :

- 520 272,19 € pour l'hébergement permanent,
- 45 788,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 43 356,02 € pour l'hébergement permanent,
- 3 815,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

| | |
|--------------------------------|---------|
| GIR 1-2 : | 33,04 € |
| GIR 3-4 : | 24,73 € |
| GIR 5-6 : | 16,42 € |
| Résidents de moins de 60 ans : | 0,00 € |

ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

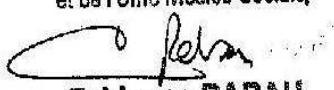
ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14/03/2012

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice de la Santé Publique
et de l'Offre Médico-Sociale,

Fabienne RABAU

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique médicale LES FONTAINES DE MONJOUS N° Finess 330780370 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 16 mai 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la clinique médicale Les Fontaines de Monjous à compter du 1^{er} mars 2008 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 9 mars 2012, par la clinique médicale Les Fontaines de Monjous ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **126 145,57 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **126 145,57 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) : /
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la clinique médicale Les Fontaines de Monjous et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 MAR. 2012

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine
Par déléguée
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
FONTAINES DE MONJOUS(330780370)
 Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : vendredi 09/03/2012, 08:21
 Date de validation par la région : lundi 12/03/2012, 12:22
 Date de récupération : lundi 12/03/2012, 12:23

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (J - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 145,57 | 126 145,57 | 0,00 | 126 145,57 | 126 145,57 |
| PCI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ING | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 145,57 | 126 145,57 | 0,00 | 126 145,57 | 126 145,57 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| P : Montant de l'activité | 126 145,57 |
|--------------------------------------|-------------------|
| Activité d'hospitalisation | |
| Activité externe y compris ATU, FFM, | |
| SE et Molécules onéreuses | 0,00 |
| Médicaments séjours | 0,00 |
| DMI | 0,00 |
| AME | 0,00 |
| Total | 126 145,57 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû à la MSP BAGATELLE N° Finess
330000340 au titre de l'activité du mois de janvier
2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, les 5 et 9 mars 2012 par la MSP Bagatelle ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 960 712,73 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **4 687 398,36 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **126 634,44 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **122 970,29 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **23 709,64 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine
Par délégation,
La Directrice Générale Adj.

Nicole KLEIN  Anne BARON

MAT2A HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement

M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 05/03/2012, 17:15

Date de validation par la région : lundi 12/03/2012, 08:47

Date de récupération : lundi 12/03/2012, 08:47

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (C si B=0, B sinon) | E : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | F : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | G : Montant de l'activité LAMDA 2011 (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon) | H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total pour cette période (H + G + D) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I-J) | L : Montant de l'activité notifié |
|---------------------|---|--|--|---|--|---|---|---|---|---|--------------------------------------|
| GHT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 974 906,49 | 974 906,49 | 0,00 | 974 906,49 | 974 906,49 |
| Molécules onéreuses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 814,27 | 7 814,27 | 0,00 | 7 814,27 | 7 814,27 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 982 720,76 | 982 720,76 | 0,00 | 982 720,76 | 982 720,76 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|-------------------------|--|---|---|---|
| GHT AME | 10 649,94 | 0,00 | 10 649,94 | 10 649,94 |
| Molécules onéreuses AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 10 649,94 | 0,00 | 10 649,94 | 10 649,94 |

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 09/03/2012, 13:46

Date de validation par la région : lundi 12/03/2012, 09:31

Date de récupération : lundi 12/03/2012, 09:55

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 165 975,81 | 3 165 975,81 | 0,00 | 3 165 975,81 | 3 165 975,81 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 328,82 | 9 328,82 | 0,00 | 9 328,82 | 9 328,82 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 122 970,29 | 122 970,29 | 0,00 | 122 970,29 | 122 970,29 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 118 820,17 | 118 820,17 | 0,00 | 118 820,17 | 118 820,17 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 915,36 | 2 915,36 | 0,00 | 2 915,36 | 2 915,36 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 534 271,88 | 534 271,88 | 0,00 | 534 271,88 | 534 271,88 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 954 282,33 | 3 954 282,33 | 0,00 | 3 954 282,33 | 3 954 282,33 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 13 059,70 | 0,00 | 13 059,70 | 13 059,70 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 13 059,70 | 0,00 | 13 059,70 | 13 059,70 |

| | P : Montant de l'activité |
|---|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 3 175 304,62 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 537 187,25 |
| Médicaments séjours | 118 820,17 |
| DMI | 122 970,29 |
| AME | 13 059,70 |
| Total | 3 967 342,03 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS n° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 2 mars 2012, par le centre hospitalier de Bazas,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **166 474,61 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **166 474,61 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) : /
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **15 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Nicole KLEIN

Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement

HOPITAL DE BAZAS(330781212)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 02/03/2012, 10:42

Date de validation par la région : lundi 12/03/2012, 11:58

Date de récupération : lundi 12/03/2012, 11:59

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|---|---|--|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 164 221,36 | 164 221,36 | 0,00 | 164 221,36 | 164 221,36 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 253,25 | 2 253,25 | 0,00 | 2 253,25 | 2 253,25 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 166 474,61 | 166 474,61 | 0,00 | 166 474,61 | 166 474,61 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 164 221,36 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 2 253,25 |
| Médicaments séjours | 0,00 |
| DMI | 0,00 |
| AME | 0,00 |
| Total | 166 474,61 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut BERGONIÉ N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 14 mars 2012, par le CRLCC Bergonié,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 749 408,84 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **3 702 466,13 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **1 029 920,45 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **17 022,26 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine
Par délégué
La Directrice Générale

Nicole KLEIN

Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

INSTITUT BERGONIE(330000662)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 14/03/2012, 09:22

Date de validation par la région : mercredi 14/03/2012, 11:43

Date de récupération : mercredi 14/03/2012, 11:52

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 098 375,97 | 3 098 375,97 | 0,00 | 3 098 375,97 | 3 098 375,97 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 022,26 | 17 022,26 | 0,00 | 17 022,26 | 17 022,26 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 029 920,45 | 1 029 920,45 | 0,00 | 1 029 920,45 | 1 029 920,45 |
| Ait dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 104,28 | 5 104,28 | 0,00 | 5 104,28 | 5 104,28 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 598 985,88 | 598 985,88 | 0,00 | 598 985,88 | 598 985,88 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 749 408,84 | 4 749 408,84 | 0,00 | 4 749 408,84 | 4 749 408,84 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 3 098 375,97 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 604 090,16 |
| Médicaments séjours | 1 029 920,45 |
| DMI | 17 022,26 |
| AME | 0,00 |
| Total | 4 749 408,84 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 12 mars 2012, par la Maison de Santé Marie Galène ;

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **135 129,35 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **135 129,35 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) : /
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 MAR. 2012

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,
Par déléguée,
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN

Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement
MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)
 Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : lundi 12/03/2012, 10:46
 Date de validation par la région : mardi 13/03/2012, 11:41
 Date de récupération : mardi 13/03/2012, 11:42

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois + LAMDA des années n-1 et n-2 | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|---|---|--|--|---|--|---|-----------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 135 129,35 | 135 129,35 | 0,00 | 135 129,35 | 135 129,35 |
| PG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Alt dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 135 129,35 | 135 129,35 | 0,00 | 135 129,35 | 135 129,35 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|---|---------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 135 129,35 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Médicaments ordonnés | 0,00 |
| Médicaments séjours | 0,00 |
| DMI AME | 0,00 |
| Total | 135 129,35 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON n°
Finess 330781204 au titre du mois de janvier 2012

Mission PMSI

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 12 mars 2012, par le centre hospitalier d'Arcachon,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 024 528,05 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 981 390,03 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **30 759,51 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **12 378,51 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAR 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine,
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

Nicole KLEIN  Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)
Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : lundi 12/03/2012, 17:16
Date de validation par la région : mardi 13/03/2012, 15:10
Date de récupération : mardi 13/03/2012, 15:12

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 795 638,94 | 1 795 638,94 | 0,00 | 1 795 638,94 | 1 795 638,94 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IVG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 096,07 | 8 096,07 | 0,00 | 8 096,07 | 8 096,07 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 378,51 | 12 378,51 | 0,00 | 12 378,51 | 12 378,51 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 759,51 | 30 759,51 | 0,00 | 30 759,51 | 30 759,51 |
| At dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 818,51 | 19 818,51 | 0,00 | 19 818,51 | 19 818,51 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 334,24 | 1 334,24 | 0,00 | 1 334,24 | 1 334,24 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 156 502,27 | 156 502,27 | 0,00 | 156 502,27 | 156 502,27 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 024 528,05 | 2 024 528,05 | 0,00 | 2 024 528,05 | 2 024 528,05 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 1 803 735,01 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molecules onéreuses | 177 655,02 |
| Médicaments séjours | 30 759,51 |
| DMI AME | 12 378,51 |
| Total | 2 024 528,05 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX n° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 13 mars 2012, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **43 855 937,32 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **39 378 896,53 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **3 155 253,97 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **1 155 700,40 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **163 925,24 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : **1 201,33 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : **959,85 €**

Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe,

Nicole KLEIN


Anne BARON

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)

Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mardi 13/03/2012, 08:28

Date de validation par la région : mercredi 14/03/2012, 16:10

Date de récupération : mercredi 14/03/2012, 16:12

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 1 306 784,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 507 926,61 | 36 507 926,61 | 0,00 | 36 507 926,61 | 36 507 926,61 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 657,14 | 43 657,14 | 0,00 | 43 657,14 | 43 657,14 |
| ING | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 821,87 | 33 821,87 | 0,00 | 33 821,87 | 33 821,87 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 30 869,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 155 700,40 | 1 155 700,40 | 0,00 | 1 155 700,40 | 1 155 700,40 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | -5 164,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 155 253,97 | 3 155 253,97 | 0,00 | 3 155 253,97 | 3 155 253,97 |
| Ait dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 249,02 | 9 249,02 | 0,00 | 9 249,02 | 9 249,02 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 118 459,55 | 118 459,55 | 0,00 | 118 459,55 | 118 459,55 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 187,99 | 17 187,99 | 0,00 | 17 187,99 | 17 187,99 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 600 499,12 | 2 600 499,12 | 0,00 | 2 600 499,12 | 2 600 499,12 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 48 095,23 | 48 095,23 | 0,00 | 48 095,23 | 48 095,23 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 1 332 489,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 689 850,90 | 43 689 850,90 | 0,00 | 43 689 850,90 | 43 689 850,90 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 163 925,23 | 0,00 | 163 925,23 | 163 925,24 |
| DMI séjour AME | 959,85 | 0,00 | 959,85 | 959,85 |
| Médicaments séjour AME | 1 201,33 | 0,00 | 1 201,33 | 1 201,33 |
| Total | 166 086,42 | 0,00 | 166 086,42 | 166 086,42 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 36 585 405,62 |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 2 793 490,91 |
| Médicaments séjours | 3 155 253,97 |
| DMI | 1 155 700,40 |
| AME | 166 086,42 |
| Total | 43 855 937,32 |

Arrêté du **16 MAR. 2012**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance
maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE n°
Finess 330781253 au titre de l'activité du mois de
janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de janvier 2012, le 7 mars 2012, par le centre hospitalier de Libourne,

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **9 174 393,99 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **8 424 916,73 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **517 373,72 €**
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **223 599,65 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **8 503,89 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /


Article 2 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **16 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
La Directrice

Nicole KLEIN

MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)
 Année 2012 - Période Année 2012 M1 : Janvier
 Cet exercice est validé par la région
 Date de validation par l'établissement : mercredi 07/03/2012, 17:13
 Date de validation par la région : lundi 12/03/2012, 10:28
 Date de récupération : lundi 12/03/2012, 10:57

| | B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010 | C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2012 au titre de l'année 2010 | D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2010 | E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010 (fonction de B, C et D) | F : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2011 | G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2011 | H : Montant calculé de l'activité 2012 du mois (cumulée depuis janvier 2012) | I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n- 2) | J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents) | K : Montant de l'activité calculé (I - J) | L : Montant de l'activité notifié |
|--------------------------|---|--|--|--|---|--|---|---|---|---|--------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 854 283,06 | 7 854 283,06 | 0,00 | 7 854 283,06 | 7 854 283,06 |
| PO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 608,72 | 20 608,72 | 0,00 | 20 608,72 | 20 608,72 |
| IMG | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 191,05 | 11 191,05 | 0,00 | 11 191,05 | 11 191,05 |
| DMI séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 223 599,65 | 223 599,65 | 0,00 | 223 599,65 | 223 599,65 |
| Médicaments séjour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 517 373,72 | 517 373,72 | 0,00 | 517 373,72 | 517 373,72 |
| Art dialyse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ATU | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| FFM | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 542,38 | 51 542,38 | 0,00 | 51 542,38 | 51 542,38 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 696,60 | 7 696,60 | 0,00 | 7 696,60 | 7 696,60 |
| ACE | 0,00 | 0,00 | 13 658,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 479 594,91 | 479 594,91 | 0,00 | 479 594,91 | 479 594,91 |
| DMI ACE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 13 658,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 165 890,10 | 9 165 890,10 | 0,00 | 9 165 890,10 | 9 165 890,10 |

| | B : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2012) | C : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents) | D : Montant de l'activité AME calculé (B - C) | E : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 8 503,89 | 0,00 | 8 503,89 | 8 503,89 |
| DMI séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Médicaments séjour AME | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 8 503,89 | 0,00 | 8 503,89 | 8 503,89 |

| | P : Montant de l'activité |
|--|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 7 886 082,84 |
| Activité externe Y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 538 833,89 |
| Médicaments séjours | 517 373,72 |
| DM | 223 599,65 |
| AME | 8 503,89 |
| Total | 9 174 393,99 |

**Arrêté du 20 mars 2012 portant nomination
des membres de la commission régionale
de conciliation et d'indemnisation des
accidents médicaux, des affections
iatrogènes et des infections nosocomiales
(CRCI)**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,
*Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1142-5, L.1142-6, R1142-4-1, R.1142-5, R.1142-6 et R.1142-7,

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

Arrête

Article 1^{er} : sont nommés membres de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) d'Aquitaine :

1) au titre des représentants des usagers du système de santé :

Madame Christiane LABROUSSE représentant l'association Familles Rurales, titulaire
suppléée par Monsieur Denis MATHIEU représentant l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF)

Monsieur Lucien ROUGIER représentant l'Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud-Ouest (AMATHSO), titulaire
Suppléant - Désignation en cours

Madame Luce NOGUES représentant la Ligue contre le Cancer de Lot-et-Garonne, titulaire
Suppléant – désignation en cours,

Monsieur Daniel PALOUMET BOURDA représentant l'Association des Paralysés de France (APF), titulaire
suppléé par Monsieur Jacques DELPRAT représentant l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI)

Monsieur Jean-Jacques COTTINEAU représentant l'association Lutte, Information, Etudes des Infections Nosocomiales (LE LIEN), titulaire
suppléé par Madame Christiane BLANC représentant l'association Lutte, Information, Etudes des Infections Nosocomiales (LE LIEN)

Madame Dominique GILLAIZEAU représentant le Collectif Inter-associatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS-A), titulaire
suppléée par Monsieur Patrick GEILLER représentant le Collectif Inter-associatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS-A)

2) au titre des professionnels de santé :

a) deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

Docteur Alain PROBST, titulaire
suppléé par Docteur Claude MICHELET désignés par l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) des Médecins

Monsieur Patrick EXPERTON, titulaire
suppléé par Madame Françoise DESCLAUX, désignés par l'Union régionale des Professionnels de Santé (URPS) des infirmiers

b) un praticien hospitalier (et un suppléant)

Désignations en cours

3° Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)

Monsieur Philippe JEAN, Directeur adjoint au Centre Hospitalier de Pau, titulaire,
suppléé par Monsieur Lin DAUBECH, directeur adjoint au CHU de Bordeaux, proposés par la Fédération Hospitalière de France-Région Aquitaine (FHF-RA)

2) deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)

a) Madame Véronique COLOMBO, PDG du centre Marienia à Cambo, titulaire,
suppléée par Madame Danièle DEVAUCHELLE, directrice de la Polyclinique Jean Villar à Bruges, désignées par la Fédération de l'Hospitalisation Privée d'Aquitaine (FHP)

b) Monsieur Sébastien RIVOAL, Directeur du centre médical La Pignada, titulaire,
suppléé par Monsieur Joël BLANC, DRH Pavillon de la Mutualité à Bordeaux, désignés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers d'Aide à la Personne d'Aquitaine (FEHAP)

4° au titre de l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou leurs représentants :

Le président du conseil d'administration et le directeur de l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou leurs représentants,

5° Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2 :

- a) Monsieur Didier CHARLES, titulaire,
suppléé par Madame Magali AUGU,
- b) Madame Béatrice VERMILLARD, titulaire,
suppléée par Madame Anne Sophie MAZEIRAT

6° Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels.

- Docteur Roland Igor GALPERINE, Praticien hospitalier honoraire, titulaire,
suppléé par le Docteur Jean-Marcel MOURGUES, président du conseil départemental de l'ordre des médecins de Lot-et-Garonne,
- Monsieur Laurent BLOCH, Maître de conférences à l'Université Bordeaux IV, titulaire,
suppléé par Monsieur Pascal COMBEAU, Professeur de droit public à l'Université Montesquieu- Bordeaux IV
- Madame Marie-France LACAZE, Magistrat honoraire, titulaire,
suppléée par Monsieur Jean PUYBARAUD, avocat honoraire,
- Monsieur Bernard BAHUET, Avocat honoraire, titulaire,
suppléé par Madame Anne-Marie EGEA, Directrice d'hôpital honoraire.

Article 2 : Leur mandat est arrêté pour une durée de 3 ans à compter de la date d'effet du présent arrêté fixée au 1^{er} avril 2012.

Article 3 : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 20 mars 2012

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

Arrêté du 21 MAR. 2012

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC WALLERSTEIN N° Finess 330780537 au titre de l'activité du mois de janvier 2012

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1^{er} mars 2011 ;

CONSIDERANT l'impossibilité pour l'établissement de transmettre le relevé d'activité du mois de janvier 2012 ;

ARRETE

Article 1^{er} - Le montant fixé par le présent arrêté est un montant estimé.

En conséquence, la somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 600 000,00 €** soit :

- * au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 560 000,00 €**
- * au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) : **40 000,00 €**
- * au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- * au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- * au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

Article 2 – La régularisation du montant dû au titre du mois de janvier 2012 interviendra lors d'un prochain arrêté.

Article 3 - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 4 - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **21 MAR. 2012**

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

Décision n° 2012 - 48 du 21 mars 2012

Autorisation de renouvellement et de remplacement d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) précédemment autorisé par décision du 3 juillet 2007 sur le site de la Clinique Mutualiste de Pessac,

Délivrée au GIE Pavillon Radiologie (33)

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 susvisée, et qui prévoit en son article 35 la prorogation des schémas régionaux ou interrégionaux d'organisation des soins précédemment arrêtés,

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le code de la sécurité sociale,

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R 6122-23 à R 6122-44, D 6122-38,

VU le code de la santé publique, et notamment l'article D 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 modifiant ledit SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 portant modification du SROS,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

VU l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 1^{er} août 2011 fixant le bilan quantifié de l'offre de soins pour les équipements lourds,

VU la décision de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 3 juillet 2007, octroyant au GIE Pavillon Radiologie – 45 cours du Maréchal Galliéni – 33 082 Bordeaux Cedex, l'autorisation d'exploitation avec remplacement de l'appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM) installé au sein de la Clinique Mutualiste de Pessac – 46 avenue du Dr Albert Schweitzer – 33 608 Pessac . Le nouveau appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), de 1,5 tesla, de marque GENERAL ELECTRIC, type SIGNA MR, a été installé et mis en fonctionnement le 6 août 2007,

VU la demande présentée par le GIE Pavillon Radiologie – 45 cours du Maréchal Galliéni – 33 082 Bordeaux Cedex, représenté par ses représentants légaux, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation avec remplacement de l'appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM) de 1,5 tesla, de marque GENERAL ELECTRIC, type SIGNA MR, par un appareil de même puissance de marque GENERAL ELECTRIC IRM GEHC 1,5 tesla OPTIMA MR 450W GEM, sur le site la Clinique Mutualiste de Pessac – 46 avenue du Dr Albert Schweitzer – 33 608 Pessac,

VU le dossier transmis à l'appui de cette demande,

VU l'avis de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 9 mars 2012,

CONSIDERANT que le promoteur présente une demande de renouvellement de l'appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), de 1,5 tesla, de marque GENERAL ELECTRIC, type SIGNA MR de 1,5 tesla, précédemment autorisé par décision en date du 3 juillet 2007 et de remplacement de cet appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), par un appareil de même puissance de marque GENERAL ELECTRIC IRM GEHC 1,5 tesla OPTIMA MR 450W GEM, sur le site la Clinique Mutualiste de Pessac – 46 avenue du Dr Albert Schweitzer – 33 608 Pessac,

CONSIDERANT que la demande est justifiée en ce qu'elle répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDÉRANT que la demande est compatible avec les orientations du Schéma régional d'organisation sanitaire aquitain, Volet « Imagerie médicale », et son annexe territoriale,

CONSIDÉRANT que, s'agissant du renouvellement d'appareil et de son remplacement par un nouvel appareil, la demande est sans incidence sur le bilan quantifié de l'offre de soins, en nombre d'implantations et en nombre d'appareils,

CONSIDÉRANT que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement réglementaires,

CONSIDÉRANT que les conditions techniques de fonctionnement prévues pour le nouvel appareil restent inchangées,

CONSIDÉRANT que le promoteur souscrit aux engagements prévus à l'article L. 6122-5 du code susvisé concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie et la réalisation d'une évaluation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - L'autorisation, prévue à l'article L 6122-1 du code de la santé publique, est accordée au GIE Pavillon Radiologie – 45 cours du Maréchal Galliéni – 33 082 Bordeaux Cedex, en vue du renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), de 1,5 tesla, de marque GENERAL ELECTRIC, type SIGNA MR de 1,5 tesla, précédemment autorisé par décision en date du 3 juillet 2007 et de remplacement de cet appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), par un appareil de même puissance de marque GENERAL ELECTRIC IRM GEHC 1,5 tesla OPTIMA MR 450W GEM, sur le site la Clinique Mutualiste de Pessac – 46 avenue du Dr Albert Schweitzer – 33 608 Pessac,

FINESS de l'entité juridique n° 33 079 639 / 2
FINESS de l'établissement n° 33 079 330 / 8

ARTICLE 2 - L'autorisation est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de 4 ans après cette notification.

La mise en service du nouvel appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) devra être déclarée sans délai à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du code de la santé publique.

ARTICLE 3 - La durée de validité de l'autorisation est fixée à 5 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'équipement matériel lourd faite par le titulaire à la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

ARTICLE 4 – La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38, a lieu dans un délai de 6 mois suivant la réception de la déclaration de mise en service de l'appareil.

ARTICLE 5 – Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 6 - L'autorisation de fonctionnement de l'appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRM), de 1,5 tesla, de marque GENERAL ELECTRIC, type SIGNA MR de 1,5 tesla, précédemment autorisé par décision en date du 3 juillet 2007, est renouvelée au bénéfice GIE Pavillon Radiologie à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement.

ARTICLE 7 - L'autorisation de remplacement est subordonnée à la mise hors service de l'appareil actuel.

ARTICLE 8 – L'autorisation accordée est valable exclusivement pour un appareil dont les caractéristiques et l'implantation sont strictement conformes au projet prévu au dossier. Toute modification portant soit sur l'appareil, soit sur les conditions d'installation, y compris sur les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une nouvelle décision.

ARTICLE 9 – L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité et du fonctionnement de l'appareil concerné par la présente autorisation 14 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 10 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 11 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 21 mars 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION **D**ÉPARTEMENTALE
DE LA **C**OHÉSION **S**Ociale DE LA GIRONDE
SERVICE ACCES AUX DROITS

ARRETÉ DU 22 MARS 2012

ARRETE approuvant l'avenant n° 3 de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public dénommé « Centre Local d'Information et de Coordination de la CUB Nord Ouest

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le décret n° 88-1034 du 7 novembre 1988, modifié, relatif aux groupements d'intérêt publics constitués dans le domaine de l'action sanitaire et sociale,
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
Vu le décret n° 97-1185 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'emploi et de la solidarité du décret du 15 janvier 1997,
Vu l'article L.232-13 du Code de l'action sociale et des familles,
Vu l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles,
Vu la circulaire DAS/RV2 n° 2000/310 du 6 juin 2000 relative aux centres locaux d'information et de coordination (CLIC) – Expérimentation en 2000 et programmation pluriannuelle 2001-2005,
Vu la circulaire CNAV n° 2003-36 du 12 août 2003 relative aux modalités de participation de la branche retraite aux coordinations gérontologiques et aux centres locaux d'information et de coordination (CLIC) ainsi que ses modalités de financement,
Vu la circulaire DGAS/2c n°2004-59 du 12 février 2004 relative aux modalités de cofinancement des centres locaux d'information et de coordination (CLIC) par l'Etat en 2004,
Vu la décision de labellisation de centre local d'information et de coordination (CLIC) de niveau III du 29 avril 2003 prise par M. le Préfet de la Gironde,
Vu l'arrêté préfectoral d'approbation de la convention constitutive du GIP CLIC de la CUB Nord Ouest du 12 juillet 2004,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « centre local d'information et de coordination de la CUB Nord Ouest » du 25 octobre 2011 dont le siège est fixé à l'Hôtel de Ville de Mérignac, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 33705 Mérignac.

ARTICLE 2 :

L'avenant n° 3 modifie l'article 4 : la durée du groupement constitué est prorogée jusqu'au 31 décembre 2019.

Les membres du groupement pourront décider de sa prorogation selon les modalités prévues par l'article 17 de la présente convention et déterminer notamment des dispositions transitoires concernant le personnel.

L'article 7 : Les droits des membres du groupement sont calculés au prorata du nombre des personnes âgées (de 60 ans et plus) relevant de leur territoire **issu du dernier recensement connu de l'INSEE.**

Le nombre de voix attribuées à chacun des membres lors des votes à l'assemblée générale sera proportionnel à ces droits statutaires.

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus au respect des obligations du groupement dans les mêmes proportions que ci-dessus. A l'égard des tiers, ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires. Ils ne sont pas solidaires.

L'article 8 : Les contributions des membres aux charges du groupement sont calculées selon les modalités prévues à l'article 7, multiplié par le montant de la participation par habitant **fixée à ce jour à 1,35 euros qui sera réexaminée tous les ans sur décision du Conseil d'Administration.**

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme de participation financière au budget annuel, calculée en référence au nombre de personnes âgées (de 60 ans et plus) relevant du territoire de chaque membre. Cette participation sera votée chaque année dans le cadre du budget,
- sous forme de mise à disposition de personnels dans les conditions de l'article 9 ci-dessous,
- sous forme de mise à disposition de locaux,
- sous forme de mise à disposition de matériels, de logiciels, qui restent la propriété du membre,
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, la valeur étant appréciée d'un commun accord.

Les modalités de participation des membres lors de la constitution du groupement sont définies en annexe à la présente convention. Elles sont le cas échéant, révisées chaque année dans le cadre de la préparation du projet du budget.

En outre, le fonctionnement du groupement est assuré par la rémunération des services qu'il rend et par les subventions qu'il obtient (notamment de l'Etat, du Conseil Général ou de Caisse de retraites). Il peut recevoir des dons et legs.

ARTICLE 3

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 22 mars 2012

Le Préfet,
P/le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté modificatif du 22 mars 2012

Département Offre de Soins Hospitaliers

**BILANS QUANTIFIES DE L'OFFRE DE SOINS
POUR LES ACTIVITES DE SOINS DE
MEDECINE, CHIRURGIE, MEDECINE
D'URGENCE, TRAITEMENT DU CANCER,
SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION,
PSYCHIATRIE**

**La Directrice générale
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-9, R. 6122-23 à R. 6122-44,
- VU** le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 6 octobre 2010 définissant les territoires de santé de la région Aquitaine,
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 8 mars 2012 portant fixation des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations
- VU** l'arrêté de Mme la Directrice générale de l'agence régionale de santé d'Aquitaine en date du 1^{er} mars 2012 portant adoption du projet régional de santé d'Aquitaine,
- VU** l'arrêté de bilans quantifiés de l'offre de soins pour les activités de soins de médecine, chirurgie, médecine d'urgence, traitement du cancer, soins de suite et de réadaptation, psychiatrie, en date du 1^{er} mars 2012,

ARRETE

Article 1^{er} – Le bilan quantifié de l'offre de soins relatif à l'activité de soins de psychiatrie est modifié conformément au tableau joint en annexe.

Article 2 – Le reste sans changement.

Article 3 - Les demandes d'alternative à l'hospitalisation sont recevables dans les établissements déjà détenteurs d'une autorisation de médecine , de chirurgie ou de soins de suite et de réadaptation.

Article 4 -. Ce bilan fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements de la région Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'agence régionale de santé d'Aquitaine – www.ars.aquitaine.sante.fr - et d'un affichage au siège de l'agence régionale de santé d'Aquitaine jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

Fait à Bordeaux, le 22 mars 2012

La Directrice Générale
de l'ARS Aquitaine,



Nicole KLEIN

ACTIVITE DE PSYCHIATRIE GENERALE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | HC : 5 | HC : 5 | | X |
| | HJ : 6 | HJ : 7 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |
| <u>GIRONDE</u> | HC : 18 | HC : 19 | X | |
| | HJ : 30 | HJ : 35 | X | |
| | HN : 6 | HN : 7 | X | |
| <u>LANDES</u> | HC : 4 | HC : 4 | | X |
| | HJ : 6 | HJ : 10 | X | |
| | HN : 0 | HN : 1 | X | |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 8 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |
| <u>BEARN ET SOULE</u> | HC : 3 | HC : 3 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 8 | X | |
| | HN : 1 | HN : 1 | | X |
| <u>NAVARRÉ CÔTE BASQUE</u> | HC : 6 | HC : 6 | | |
| | HJ : 2 | HJ : 5 | X | |
| | HN : 1 | HN : 2 | X | |

HC : hospitalisation complète

HJ : hospitalisation de jour

HN : hospitalisation de nuit

HTP : hospitalisation à temps partiel

HAD : hospitalisation à domicile

ACTIVITE DE PSYCHIATRIE INFANTO-JUVENILE - NOMBRE D'IMPLANTATIONS EN AQUITAINE

| Territoires de santé | existant autorisé au 1er mars 2012 | schéma cible SROS - PRS | demande recevable | |
|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------|-------------------|-----|
| | | | oui | non |
| <u>DORDOGNE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 5 | HJ : 6 | X | |
| <u>GIRONDE</u> | HC : 4 | HC : 5 | X | |
| | HJ : 20 | HJ : 22 | X | |
| <u>LANDES</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HJ : 4 | HJ : 7 | X | |
| | HN : 1 | HN : 1 | | X |
| <u>LOT ET GARONNE</u> | HC : 1 | HC : 1 | | X |
| | HJ : 7 | HJ : 7 | | X |
| <u>BEARN ET SOULE</u> | HC : 2 | HC : 2 | | X |
| | HTP : 5 | HTP : 7 | X | |
| <u>NAVARRÉ CÔTE BASQUE</u> | HC : 1 | HC : 1 | | X |
| | HTP : 3 | HTP : 4 | X | |

Source : SROS PRS :2012 - 2016

| | | | | |
|-----------------------|----------------------------|----------------------------|--|---|
| <u>GIRONDE</u> | HAD adultes et enfants : 1 | HAD adultes et enfants : 1 | | X |
| <u>LANDES</u> | HAD adultes et enfants : 1 | HAD adultes et enfants : 1 | | X |



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale de la
Cohésion Sociale
Service Accès aux Droits

27 MARS 2012

ARRETE

Portant approbation de la convention constitutive du
Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale « SAVS RIVE DROITE »

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-7 et R.312-194-1 à R.312-194-25,

VU l'instruction ministérielle n°DGAS/5D/2007/309 du 3 août 2007 relative à la mise en œuvre des groupements de coopération sociale et médico-sociale,

VU la convention constitutive du 1^{er} décembre 2011 créant un groupement de coopération sociale et médico-sociale entre deux associations dénommé « GCSMS SAVS RIVE DROITE »,

VU l'assemblée générale constitutive du « GCSMS SAVS RIVE DROITE » en date du 23 février 2012,

VU les extraits des délibérations du conseil d'administration de l'association girondine des activités protégées (AGAP),

VU les extraits des délibérations du conseil d'administration de l'association d'éducation spécialisée Tresses Yvrac (AESTY),

VU la demande conjointe présentée par le directeur général de l'association girondine des activités protégées (AGAP) et le directeur général de l'association d'éducation spécialisée Tresses Yvrac (AESTY),

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – La convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale « GCSMS SAVS RIVE DROITE » est approuvée.

ARTICLE 2 – Le groupement « GCSMS SAVS RIVE DROITE » est constitué entre deux associations :
L'association girondine des activités protégées (AGAP), association Loi 1901 déclarée en Préfecture de Gironde (JO du 29 octobre 1964), autorisée par arrêté départemental du 20 mai 1994 par le Conseil Général de la Gironde à créer un service d'accompagnement à la vie sociale pour personnes adultes handicapées travailleurs en centres d'aide par le travail gérés par cette association, dont le siège social est situé 4, Côte de

l'empereur BP 60083 33151 Cenon cedex, représentée par son directeur général Monsieur Philippe CARNERO ;

ET

L'association d'éducation spécialisée Tresses Yvrac (AESTY), association Loi 1901 déclarée en Préfecture de Gironde (JO du 25 novembre 1951), autorisée par arrêté départemental du 6 juin 2000 par le Conseil Général de la Gironde à créer un service d'accompagnement à la vie sociale pour personnes adultes handicapées travailleurs en centres d'aide par le travail et vivant en milieu ordinaire, dont le siège social est situé 2 avenue du Périgord 33370 Tresses, représentée par son directeur général Monsieur Jean-Paul TRUJASSOU.

ARTICLE 3 – Le groupement « GCSMS SAVS RIVE DROITE » est une personne morale de droit privé.

ARTICLE 4 – Le siège du groupement est situé au 4, Côte de l'empereur - BP 60083 - 33151 CENON CEDEX.

ARTICLE 5 – Le groupement a pour objet :

D'exploiter directement les autorisations détenues par chacun des membres pour leur SAVS ;

De permettre des interventions coordonnées des professionnels des SAVS ;

De faciliter ou encourager les actions concourant à l'amélioration de l'évaluation de l'activité des services membres et de la qualité de leurs prestations, notamment par le développement et la diffusion de procédures, de références ou de recommandations de bonnes pratiques.

ARTICLE 6 – Le groupement est administré par une assemblée générale. Un administrateur et un administrateur suppléant sont élus au sein du groupement, par l'assemblée générale pour une durée de trois ans renouvelable.

ARTICLE 7 – Le groupement jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et pour une durée indéterminée.

ARTICLE 8 – Toute proposition de modification de la convention prendra la forme d'un avenant à la convention, soumis à l'approbation du Préfet du département où se situe le siège du groupement.

ARTICLE 9 – En cas de dissolution du groupement, celle-ci devra être notifiée dans un délai de quinze jours au Préfet du département où se situe le siège du groupement.

ARTICLE 10 – Le présent arrêté sera notifié aux présidents des membres du groupement.

ARTICLE 11 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, pour la personne à laquelle il sera notifié, à compter de sa notification. Conformément à l'article 15 du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, la contribution de 35 € pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée sous la forme d'un timbre fiscal joint à la requête.

ARTICLE 12 – La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, la directrice départementale de la cohésion sociale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 27 MARS 2012

Le Préfet,

La Secrétaire Générale



Isabelle DULHAC

Décision n°2012-53 du 27 mars 2012

*Autorisation de renouvellement de l'autorisation
d'exercer l'activité de chirurgie esthétique*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Délivrée à la SAS clinique Tourny à Bordeaux

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

VU le Code de la sécurité sociale,

VU le Code de la santé publique, et notamment les articles R 6322-1 à R 6322-29 relatifs à la chirurgie esthétique,

VU le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU la demande, déclarée complète le 30 janvier 2012, présentée par la SAS Clinique Tourny, en vue d'obtenir l'autorisation de renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique,

VU l'avis favorable de la visite de conformité réalisée le 2 octobre 2007,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de la population identifiés par le Schéma régional d'organisation sanitaire et son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande est compatible avec les objectifs fixés par le Schéma régional d'organisation sanitaire, son annexe territoriale,

CONSIDERANT que la demande satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Le renouvellement de l'autorisation délivrée à la SAS Clinique Tourny, par décision du 22 mai 2006, pour pratiquer l'activité de chirurgie esthétique, est **accordé**.

FINESS de l'entité juridique n° 33 000 008 4
FINESS de l'établissement n° 33 078 012 3

ARTICLE 2 - La durée de validité de l'autorisation, mentionnée à l'article 1^{er}, est fixée à cinq ans à compter du 2 octobre 2012.

ARTICLE 3 - La visite de conformité, prévue à l'article D 6122-38 du code de la santé publique, aura lieu dans un délai de 6 mois suivant le commencement de la durée de validité du renouvellement soit au plus tard le 2 avril 2013.

ARTICLE 4 - Cette autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L. 162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 5 - L'établissement devra produire les résultats de l'évaluation de l'activité de soins et du fonctionnement des services concernés par la présente autorisation 14 mois avant sa date d'échéance conformément à l'article L 6122-10 du code de la santé publique.

ARTICLE 6 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

ARTICLE 7 - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 27 mars 2012

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 14/02/2012

ARRÊTÉ PORTANT DISSOLUTION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE MONSEGUR

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le titre III du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et notamment ses articles R 133-3 et 133-4,

VU l'arrêté en date du 24 mai 1973 portant constitution d'une association foncière dans la commune de Monséguir,

VU la délibération de l'A.F.R en date du 14 mars 2011 sollicitant sa dissolution et le transfert des biens et de l'actif à la commune de Monséguir,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 mars 2011 portant acceptation du transfert des biens et de l'actif de l'A.F.R. à la commune,

CONSIDERANT qu'en conséquence l'A.F.R n'a plus de raison de perdurer,

VU l'arrêté du 29 septembre 2011 donnant délégation de signature à Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon,

SUR la proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'Association Foncière de Monséguir est dissoute au 31 décembre 2011.

ARTICLE 2 – Les biens, dont la liste est annexée au présent arrêté, les charges et avantages dépendant de l'association foncière sont transférés à la commune qui en assurera l'entretien.

ARTICLE 3 – La Sous-Préfète de Langon, M. le Maire de Monséguir, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie à l'emplacement réservé à cet effet et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Langon le 14 Février 2012

P/Le Préfet
La Sous-Préfète déléguée,

Michelle CAZANOVE

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION REGIONALE
de L'ALIMENTATION, DE
L'AGRICULTURE et de la
FORET

Service Régional de
l'Economie Agricole

Arrêté du **21 FEV. 2012**

*Portant renouvellement de la Commission Régionale de
l'Economie Agricole et du Monde Rural*

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** l'ordonnance n°2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit et modifiée par l'ordonnance n°2005-727 du 30 juin 2005 ;
- VU** l'ordonnance n°2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiées par la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;
- VU** le code rural, notamment les articles R313-35, R313-37 et R 313-38 relatifs à la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural ;
- VU** le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
- VU** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER - La Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural présidée par le Préfet de région ou son représentant, a été créée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2007. Le présent arrêté renouvelle sa composition.

ARTICLE 2 - La Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural concourt à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans la région, des politiques publiques en faveur de l'agriculture, de l'agro-industrie et du monde rural. Elle est régie par les dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006.

Elle est notamment chargée :

- de veiller à la cohérence des actions menées en matière de recherche, d'expérimentation, de développement et de formation dans les secteurs agricoles et agro-industriels ;
 - d'examiner toute question relative à l'agriculture raisonnée ainsi qu'à la qualité des produits agricoles et des denrées alimentaires ;

- d'étudier, en liaison avec le service public de l'emploi, l'évolution de l'emploi dans les secteurs agricoles et agro-industriels et de proposer toutes mesures de nature à permettre son amélioration tant quantitative que qualitative, notamment en favorisant les actions de reconversion et de formation ;
- d'orienter les actions de l'Etat en faveur des activités relatives aux équidés domestiques.

ARTICLE 3 - La Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural comprend outre son président :

a) Au titre des administrations intéressées et des établissements et organismes sous tutelle : 15 sièges.

Services de l'Etat :

- le Directeur Régional de l'Alimentation , de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant ;
- le Directeur Régional de l'Environnement , de l'Aménagement et du Logement ou son représentant ;
- le Directeur Régional des l'Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) ou son représentant ;
- le Directeur Départemental des Territoires de la Dordogne ou son représentant ;
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde ou son représentant ;
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes ou son représentant ;
- le Directeur Départemental des Territoires de Lot et Garonne ou son représentant ;
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées Atlantiques ou son représentant ;
- le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) ou son représentant.

Etablissements et organismes :

- le Délégué régional de l'Agence Régionale de Santé ;
- le Directeur territorial de l' Institut français du cheval et de l'équitation ou son représentant ;
- un directeur d'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) d'Aquitaine ou son suppléant ;
- le Délégué régional de Bordeaux de l'Agence de l'Eau Adour Garonne ou son représentant ;
- le Délégué régional de l'Agence de Services et de Paiements ou son représentant ;
- le Directeur de l'Association Régionale Aquitaine de la Mutualité Sociale Agricole ou son représentant.

b) Au titre des collectivités territoriales : 8 sièges

- trois représentants du Conseil Régional d'Aquitaine ou leurs suppléants ;
- un représentant du Conseil Général de la Dordogne ou son suppléant ;
- un représentant du Conseil Général de la Gironde ou son suppléant ;
- un représentant du Conseil Général des Landes ou son suppléant ;
- un représentant du Conseil Général de Lot et Garonne ou son suppléant ;
- un représentant du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques ou son suppléant.

c) Au titre des chambres consulaires : 6 sièges

- un représentant de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine ou son suppléant ;
- un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture de Dordogne ou son suppléant ;
- un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture de la Gironde ou son suppléant ;
- un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture des Landes ou son suppléant ;
- un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture de Lot et Garonne ou son suppléant ;
- un représentant de la Chambre Départementale d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques ou son suppléant.

d) Au titre des filières agricoles et agro-industrielles : 4 sièges

- un représentant de Coop de France Aquitaine ou son suppléant ;
- un représentant de l'Association Régionale pour le Développement de l'Industrie Agroalimentaire ou son suppléant ;
- un représentant de l'Association Interprofessionnelle Régionale des Opérateurs Biologiques d'Aquitaine ou son suppléant ;
- un représentant de Bio d'Aquitaine ou son suppléant.

e) Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale représentatives : 5 sièges

- un représentant de la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles ou son suppléant ;
- un représentant des Jeunes Agriculteurs d'Aquitaine ou son suppléant ;
- un représentant régional de la Confédération Paysanne ou son suppléant ;
- un représentant de la Coordination Rurale ou son suppléant ;
- un représentant du Mouvement des Exploitants Familiaux (MODEF) ou son suppléant.

f) Au titre des syndicats de salariés des secteurs agricoles et agroalimentaires : 6 sièges

- un représentant de l'Union Nationale des Syndicats Autonome Agriculture-Agroalimentaire ou son suppléant ;
- un représentant de l'Union Régionale de la CFTC ou son suppléant ;
- un représentant de l'Union Régionale de la CFDT ou son suppléant ;
- un représentant du Comité Régional CGT ou son suppléant ;
- un représentant de l'Union Régionale CGTA/FO ou son suppléant ;
- un représentant de l'Union Régionale de la Confédération Française de l'Encadrement ou son suppléant ;

g) Au titre des organismes socioprofessionnels et des associations du secteur des équidés : 1 siège

- un représentant du Conseil Régional des Equidés ou son suppléant ;

h) Au titre des organisations de consommateurs : 2 sièges

- deux représentants de la Fédération Régionale des Consommateurs d'Aquitaine ou leurs suppléants.

i) Au titre des associations de protection de la nature : 2 sièges

- un représentant du Conservatoire régional des Espaces Naturels d'Aquitaine ou son suppléant ;
- un représentant de la Société pour l'Etude, la Protection, l'Aménagement de la Nature dans le Sud Ouest (SEPANSO) ou son suppléant.

j) Au titre des associations pour l'emploi et la formation en agriculture : 1 siège

- un représentant de l'Association Régionale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture ou son suppléant.

k) Au titre des fonds d'assurance formation pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire : 4 sièges

- un représentant de FAFSEA ou son suppléant ;
- un représentant de VIVEA ou son suppléant ;
- un représentant de OPCA2 ou son suppléant ;
- un représentant de AGEFAFORIA ou son suppléant.

l) Au titre des personnes qualifiées : 8 sièges

- un représentant de PNR Limousin ou son suppléant ;
- un représentant de PNR Landes Gascogne ou son suppléant ;
- un représentant de PN Pyrénées ou son suppléant ;
- un représentant de la Fédération Régionale des Chasseurs ou son suppléant ;
- un représentant de l'INRA ou son suppléant ;
- un représentant de Bordeaux Sciences Agro (ex-ENITAB) ou son suppléant ;
- un représentant de l'AREPA ou son suppléant ;
- un représentant de l'IRSTEA (ex- CEMAGREF) ou son suppléant.

ARTICLE 4 - A l'exception des représentants de l'administration et des établissements publics, les membres de la commission régionale sont nommés par arrêté du Préfet de Région pour une durée de trois ans.

Le président et les membres de la commission qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par un élu de la même assemblée délibérante.

Si un membre de la commission démissionne, décède, est démis de son mandat ou cesse, en cours de mandat, d'exercer les fonctions en raison desquelles il a été nommé, il est pourvu à son remplacement pour la durée de son mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Les membres de la commission régionale doivent jouir de leurs droits civiques et ne pas avoir été déclarés en faillite personnelle, ni avoir fait l'objet d'une condamnation pour fraudes fiscales ou commerciales. Ils sont soumis à l'obligation de confidentialité. Les fonctions de membre de la commission régionale sont exercées à titre gratuit.

ARTICLE 5- La commission régionale est réunie sur convocation du Préfet de Région qui fixe l'ordre du jour. Le secrétariat de la commission régionale est assuré par la Direction régionale de l'Alimentation , de l'Agriculture et de la Forêt.

Un règlement intérieur, approuvé par le Préfet, détermine les règles de fonctionnement de la commission régionale instaurant des formations restreintes et fixant leur composition notamment pour chacun des thèmes dont elle a la charge et définis par l'article R313-35 du code rural.

La commission peut, sur décision de son président, en fonction des thématiques évoquées, mettre en place tout groupe de travail utile et entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer les délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

ARTICLE 6- Sont abrogés l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2007 constituant la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural et l'arrêté du 15 juillet 2008 relatif à la composition nominative de cette commission.

ARTICLE 7- La Secrétaire générale pour les affaires régionales, le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 21 FEV. 2012

LE PREFET,


Patrick STEFANINI



PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERROITOIRES ET DE LA MER

Service Agriculture, Forêt
et Développement Rural

Arrêté du 6 Mars 2012

ARRETE PREFECTORAL
FIXANT LE RATIO DEPARTEMENTAL DE PRODUCTIVITE MINIMALE
RELATIF A L'AIDE AUX OVINS POUR LA CAMPAGNE 2012
dans le DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, notamment son article 111 ;

VU la réglementation nationale prise pour application des dispositions prévues à l'article 68 du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 ;

VU le Code Rural, et notamment son article D 615-44-23, paragraphes I et II ;

VU l'arrêté du 27 juin 2011 fixant les conditions d'accès aux soutiens spécifiques en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune ;

VU l'arrêté du 5 décembre 2011 portant fixation du ratio de productivité minimale relatif à l'aide aux ovins pour la campagne 2012 ;

CONSIDERANT l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du 23 Février 2012 ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Un agriculteur, souhaitant bénéficier de l'aide aux ovins pour la campagne 2012, et dont le siège d'exploitation est situé dans le département de la Gironde, s'engage à respecter un ratio minimum de productivité fixé à 0,6 naissance par brebis.

ARTICLE 2 : Le directeur départemental des territoires et de la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 6 Mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

***ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN TRAITEMENT DE
DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL CONCERNANT LA
TRANSMISSION À LA SNCF DES ÉLÉMENTS D'ÉLIGIBILITÉ
DES FAMILLES À LA CARTE ENFANT FAMILLE***

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés,
- VU la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,
- VU les articles L 723-2 et suivants et R 723-1 et suivants du code rural et la pêche maritime,
- VU le protocole et son annexe du 25 mars 2009 ainsi que son projet d'avenant n° 1 du 18 février 2010 entre l'Etat, la CNAF, la CCMSA et la SNCF relatif aux modalités de transmission des données d'éligibilité à la carte au moyen d'échanges informatisés,
- VU l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés réputé favorable en date du 03 septembre 2007,
- VU la décision du conseil d'administration de la CCMSA du 11 février 2010 n° 005-2010 en date du 11 février 2010 relative à la carte Enfant Famille,
- VU l'avis favorable n° 14155662 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 mai 2010,

DECIDE

ARTICLE PREMIER - Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à simplifier les démarches administratives des adhérents MSA. Les services sécurisés Extranet MSA sont un ensemble de téléprocédures qui permettent ainsi pour chaque adhérent MSA de :

- consulter ses données,
- effectuer des déclarations administratives,
- calculer des estimations de prestations ou de cotisations.

Ces services sont accessibles par un accès sécurisé après une phase d'inscription et d'habilitations sur internet.

Ce service sécurisé offre dorénavant sur cet extranet MSA une fonctionnalité interactive permettant la gestion des droits à la carte Enfant Famille. Il s'agit d'accéder au site msa.fr uniquement depuis le site de la SNCF, afin de permettre l'étude des droits à la carte Enfant Famille et le transfert à la SNCF, après accord du demandeur des informations sur l'éligibilité des familles à la carte.

ARTICLE 2 - Les informations concernées par ce traitement sont :

- Pour l'allocataire : civilité, nom patronymique, nom marital, prénom, date de naissance, nombre d'ayants droit, adresse,
- Pour les ayants droit (conjoint, concubin ou partenaire lié par un Pacs et enfants âgés de moins de 18 ans) : civilité, nom, prénom, date de naissance, code type de bénéficiaires.

ARTICLE 3 - La SNCF est destinataire des informations visées à l'article 2 sur l'éligibilité des familles à la carte Enfant Famille.

ARTICLE 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Bagnolet, le 7 mars 2012

**Le Correspondant à la protection
des données à caractère personnel
Agnès CADIOU**

**Le Directeur Général de la Caisse Centrale de
la Mutualité Sociale Agricole
Michel BRAULT**

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 23 mars 2012

Le Directeur de la MSA Gironde

Madeleine TALAVERA

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**
Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

Arrêté du 9 Mars 2012

**ARRETE PREFECTORAL
RELATIF AUX PRIORITES FIXEES POUR L'ATTRIBUTION DES DROITS
A PRIME AU MAINTIEN DES TROUPEAUX DE VACHE ALLAITANTE (PMTVA)
ISSUS DE LA RESERVE DEPARTEMENTALE 2012
dans le DEPARTEMENT de la GIRONDE**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le règlement (CE) N°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n°2019/93, (CE) n°1452/2001, (CE) 1453/2001, (CE) n°1454/2001, (CE) n°1868/94, (CE) n°1251/1999, (CE) n°1254/1999, (CE) n°1673/2000, (CE) n°2358/71 et (CE) n°2529/2001 ;

VU le règlement (CE) n°1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 modifié portant modalités d'application du règlement (CE) 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus au titre IV et IV bis dudit règlement et l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières ;

VU le code rural, notamment son article D.615-44-20 ;

VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 2 juillet 2007 relatif aux transferts de droits à prime à vache allaitante et à la brebis notamment son article 6 ;

VU l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture du 23 Février 2012 ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Critère d'éligibilité et plafond d'attribution

Pour le département de la Gironde, les plafonds et critères d'éligibilité pour l'attribution de droits à prime définitifs PMTVA issus de la réserve départementale sont :

- inéligibilité des éleveurs de plus de 65 ans au 1^{er} janvier 2012
- plafond en nombre de droits pour chaque demandeur = 100 droits

ARTICLE 2 : Enjeux prioritaires

Pour le département de la Gironde, les priorités d'attribution de droits à prime issus de la réserve entre les catégories de producteurs du département sont, en application des dispositions inscrites à l'article 6 de l'arrêté du 2 juillet 2007 susvisé, fixées selon l'ordre établi ci-après :

- les producteurs jeunes agriculteurs éligibles à la dotation jeune agriculteur ;

Les priorités locales sont les suivantes :

Consolidation des exploitations :

Priorité 1 : éleveurs ne disposant d'aucun droit à prime animale au 01/01/2012.

Priorité 2 : éleveurs ayant repris une exploitation de vaches allaitantes en totalité avant le 15/05/2011, dans le cadre d'une cession reprise, sans que le transfert des droits PMTVA ne soit possible.

Priorité 4 : éleveurs ayant réalisé une reconversion de l'élevage laitier vers l'élevage bovin viande en 2011

Soutiens aux exploitants réalisant des investissements :

Priorité 3 : éleveurs ayant réalisé des investissements dans le cadre du dispositif PMBE/AREA sur la période 2007 à 2011 (PMBE élevage bovin)

Priorité 5 : éleveurs ayant augmenté la surface en prairie en 2011

Soutien aux exploitants situés en zone vulnérables

Priorité 6 : éleveurs situés en zone vulnérable

ARTICLE 3 : Fixation du nombre de droits DPA définitifs par catégorie de priorité

La CDOA propose le nombre de droits attribuables par catégorie de priorités, en fonction du nombre de droits disponibles dans la réserve départementale.

ARTICLE 4 : Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux le 9 Mars 2012

Le Préfet,

Patrick STEFANINI

***ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU PROGRAMME
FNPEISA : GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIONS
DE PRÉVENTION, DE DÉPISTAGE, DE VACCINATION ET
D'ÉDUCATION EN SANTÉ POUR LES RESSORTISSANTS DU
RÉGIME AGRICOLE***

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés,
- VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé,
- VU la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,
- VU la loi n°2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie,
- VU les lois de financement de la sécurité sociale et notamment celles pour 2006 et 2010,
- VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU le code de la sécurité sociale, notamment le chapitre 2 du titre 6- Livre Ier ainsi que les titres 2 et 3 du livre 3,
- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1411-1, L. 1411-6, L. 1411-7, L. 2132-2-1,
- VU le code rural, notamment les articles L723-11, L732-16, L732-17, L742-5, R732-30 à R732-35 et R742-39,
- VU le décret n° 96-793 du 12 septembre 1996 relatif à l'autorisation d'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques et à l'institution d'un répertoire national des bénéficiaires de l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale en ses articles R.115-1 et R.115-2,
- VU le décret n°98-1127 du 14 décembre 1998 relatif au service du contrôle médical des régimes agricoles de sécurité sociale,
- VU le décret n° 2000-495 du 2 juin 2000 fixant les conditions de participation de l'assuré au titre des frais d'examens de dépistage organisés,
- VU les arrêtés modifiés du 15 décembre 1998 et du 16 septembre 2004 relatifs à la liste des vaccinations prises en charge par l'assurance maladie,
- VU les avis CNIL et décision CIL relatifs aux dossiers :
- n°34640 du 6 décembre 1981 relatif au paiement et suivi des prestations d'assurance maladie et la décision CIL n°09-02 du 2 avril 2009,
 - n°103149 du 29 novembre 1985 relatif à la médecine préventive et ses différentes modifications,
 - n°314943 du 15 mars 1994 relatif à IRIS télétransmission de données entre les professionnels de santé et les caisses de MSA et ses différentes modifications,
 - n°412037 du 4 juin 1996 relatif à l'application informatique « contrôle médical/contrôle dentaire (CM/CD) et ses différentes modifications,

- n°647723 du 18 juillet 2000 relatif à OSG INFOCENTRE,
- n°860712 du 26 août 2003 relatif à l'amélioration de la couverture vaccinale antitétanique de la population agricole,
- n°864855 du 30 janvier 2004 relatif au bilan de santé en situation de précarité,
- n° 1168812 du 20 novembre 2006 relatif au Plan Institutionnel bucco-dentaire global et sa modification de 2007,
- n°1185018 du 20 novembre 2006 relatif à la prévention du déclin fonctionnel chez la personne âgée fragile vivant à domicile,
- n°1187835 du 5 janvier 2007 relatif aux actions de prévention pour les ressortissants GAMEX,
- n°1206417 du 4 décembre 2006 relatif aux dépistages organisés des cancers et ses différentes modifications et décisions CIL n°08-22 du 7-01-20098, n°10-01 du 15 février 2010, n°10-10 d'octobre 2010,

VU le contrat Etat/UNCAM 2010-2013 conclu en date du 1^{er} mars 2011,

VU la convention d'objectif et de gestion conclue entre l'Etat et la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole en date du 1^{er} mars 2011,

VU la décision du Correspondant Informatique et Libertés n° 12-04 en date du 12 mars 2012,

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole, des traitements automatisés de données à caractère personnel permettant la gestion et le suivi d'actions de prévention, de dépistage, de vaccination et d'éducation en santé pour les ressortissants des régimes de protection sociale des salariés et non salariés agricoles, selon les critères définis par la réglementation, les pouvoirs publics et/ou le programme national du FNPEISA.

Ces traitements ont pour finalités :

1°) l'organisation des actions de prévention, dépistage, de vaccination et d'éducation en santé, et notamment l'édition de lettre d'invitation, de relance et de bon de prise en charge ;

2°) la gestion, le suivi de ces actions et la production de statistiques.

ARTICLE 2 - Les informations à caractère personnel susceptibles d'être visées par les actions menées par les organismes de MSA sont les suivantes :

1°) données d'identification de l'assuré et/ou du bénéficiaire :

Nom, prénom, sexe, date et rang de naissance, date de décès, adresse,

Numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) et Le cas échéant le numéro d'identifiant large (NIL) MSA,

2°) données relatives à la gestion des actions

Identification de la caisse d'affiliation (nom, adresse, code du régime d'affiliation et de l'organisme gestionnaire et code organisme assureur (MSA, GAMEX) et sous régime [salarié (ASA) et exploitant (AMEXA)].

Données de remboursement d'actes, de prestations ou produits de santé au titre de l'assurance maladie

Données de santé (code pathologie)

Données relatives au professionnel de santé exécutant et/ou prescripteur (nom, prénom, numéro ADELI, n° RPPS)

3°) Informations issues des fiches d'examen et des questionnaires :

Données de santé générale (glycémie, cholestérol, pression artérielle, poids, taille, pathologie ayant une incidence sur la santé éventuellement besoins en soins, déclaration de grossesse...).

Données relatives aux habitudes de vie et de comportement de vie (surveillance antérieure, tabac, alcool, précarité...).

Profession de l'assuré ou du bénéficiaire (exploitant agricole...).

ARTICLE 3 - Les destinataires des informations sont :

1. les praticiens en charge de la prévention de la caisse de Mutualité Sociale Agricole, l'agent comptable, le service administratif de la caisse de MSA chargé des règlements d'honoraires ;
2. les référents **médicaux et** administratifs habilités des organismes de la Mutualité Sociale Agricole chargés de valider les données anonymisées, et de les transmettre à la CCMSA,
3. les services de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole chargés de la mise en œuvre et du suivi des actions de vaccination, de prévention et d'éducation en santé ainsi que de leur évaluation sous forme anonymisée,
4. et selon le type d'action : les professionnels de santé libéraux et/ou salariés participants aux actions, les structures de gestion chargées de l'organisation des dépistages organisés des cancers, (médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes, auxiliaires médicaux, laboratoires d'analyse de biologie médicale, fournisseurs, pharmaciens...);
5. le cas échéant, d'autres organismes tels que les Agences Régionales de Santé, les caisses d'assurance maladie d'autres régimes sous forme agrégée et anonymisée.

ARTICLE 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement et auprès du médecin conseil chef du service du contrôle médical du lieu d'affiliation de l'assuré pour les données médicales.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant dans les mêmes conditions que celles du droit d'accès.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisses de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection
des données à caractère personnel
Agnès CADIOU

Fait à Bagnole, le 12 mars 2012
Le Directeur Général de la Caisse Centrale de
la Mutualité Sociale Agricole
Michel BRAULT

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 21 mars 2012

Le Directeur de la MSA Gironde

Madeleine TALAVERA

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU CONTRÔLE DES RIB
OU ACTES DE GESTION RELATIFS AU PAIEMENT DES
PRESTATIONS**

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- VU l'article L. 723-11 du Code Rural, qui dispose que la Caisse centrale de Mutualité Sociale Agricole a notamment pour mission :
- « 11° De mettre en oeuvre ou de coordonner des actions de contrôle sur le service des prestations afin de détecter les fraudes et les comportements abusifs. Elle peut requérir la participation des caisses mentionnées à l'article L. 723-2. Elle peut à ce titre utiliser des traitements automatisés des données relatives au service des prestations. »
- Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une délégation nationale à la lutte contre la fraude,
- Convention d'Objectifs et de Gestion 2011-2015,
- VU l'avis réputé favorable de la Commission Nationale Informatique et Libertés portant modification du traitement OSG Infocentre (647723)

D E C I D E

ARTICLE PREMIER - Il est créé au sein des Caisses de Mutualité Sociale Agricole un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité de réaliser des requêtes afin de détecter des suspicions de fraudes.

La présente modification a pour objet d'initier dix-huit nouvelles requêtes sur le système OSG Infocentre, permettant l'extraction des données, leur réplique après décodage, leur stockage selon des regroupements logiques, dans des bases départementales en vue de la formulation par les caisses d'interrogations ou de requêtes types.

ARTICLE 2 - Les informations concernées par ce traitement sont :

- des données d'identification (nom, prénom, adresse, RIB et NIL)
- le numéro de sécurité sociale (NIR)
- des données relatives à la vie professionnelle
- des données relatives à la situation économique

ARTICLE 3 - Les destinataires de ces informations sont les services techniques désignés par le Directeur et l'agent comptable pour le contrôle.

ARTICLE 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'opposition prévu au titre de l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au présent traitement.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Bagnolet, le 15 mars 2012

Le Correspondant à la protection
des données à caractère personnel

Agnès CADIOU

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de
la Mutualité Sociale Agricole

Michel BRAULT

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 29 mars 2012

Le Directeur de la MSA Gironde

Madeleine TALAVERA

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 26 MARS 2012

ARRÊTÉ PORTANT DISSOLUTION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE ST MEDARD DE GUIZIERES

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le titre III du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et notamment ses articles R 133-3 et 133-4,

VU l'arrêté en date du 22 Mai 1967 portant constitution d'une association foncière dans la commune de St Médard de Guizières,

VU la délibération de l'A.F.R en date du 16 décembre 2011 sollicitant sa dissolution et le transfert des biens et de l'actif à la commune de St Médard de Guizières,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 décembre 2011 portant acceptation du transfert des biens et de l'actif de l'A.F.R. à la commune,

CONSIDERANT qu'en conséquence l'A.F.R n'a plus de raison de perdurer,

VU l'arrêté du 31 août 2010 donnant délégation de signature à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne,

SUR la proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'Association Foncière de St Médard de Guizières est dissoute à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Les biens, dont la liste est annexée au présent arrêté, les charges et avantages dépendant de l'association foncière sont transférés à la commune qui en assurera l'entretien.

ARTICLE 3 – Le Sous-Préfet de Libourne, M. le Maire de St Médard de Guizières, le Trésorier Payeur Général de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie à l'emplacement réservé à cet effet et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à LIBOURNE, le 26 MARS 2012

P/Le Préfet
P/le Sous-Préfet
La Secrétaire Générale

Mme Evelyne LACOSTE

**CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE
DEFENSE DES FORETS CONTRE LES INCENDIES
D'AUDENGE, LANTON, MARCHEPRIME**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** les articles 15, 47 et 48 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires,
- Vu** les articles 13 et 82 du décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux association syndicales de propriétaires,
- Vu** les délibérations concordantes des 4, 8 et 14 février 2012 des associations syndicales autorisées de défense des forêts contre les incendies (A.S.A - D.F.C.I.) de Audenge, Lanton et Marcheprime relatives à la clôture des comptes, la liquidation de l'actif et du passif et au transfert des droits et obligations.
- Vu** les délibérations du 14 février relatives à la création, à l'adoption des statuts ; à l'élection des représentants et la désignation du trésorier de l'A.S.A. - D.F.C.I d'Audenge, Lanton et Marcheprime,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

- ARTICLE 1 :** Les A.S.A – D.F.C.I. d'Audenge, Lanton et Marcheprime sont dissoutes et fusionnées dans une nouvelle association syndicale nommée **l'A.S.A- D.F.C.I. d'Audenge, Lanton et Marcheprime** dont le siège est fixée à la mairie d'Audenge (33 980) et dont le fonctionnement est régi par les statuts ci-annexés.
- ARTICLE 2 :** L'ensemble des biens, droits et obligations des associations fusionnées sont transférés à **l'A.S.A- D.F.C.I d'Audenge, Lanton et Marcheprime** qui est substituée de plein droit aux anciennes associations dans tous leurs actes.
- ARTICLE 3 :** Monsieur le Trésorier d'Audenge est désigné comme comptable de cette association.
- ARTICLE 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Gironde, Monsieur le Président de l'A.S.A- D.F.C.I d'Audenge, Lanton et Marcheprime, Monsieur le Trésorier d'Audenge, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 13 mars 2012

**LE PREFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Isabelle DILHAC**

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 05.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU BASSIN
VERSANT (SIBV) DU MORON ET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'AMENAGEMENT RURAL (SIAR) DU CANTON DE BLAYE**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 61-III,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5212-27,

VU le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 15,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1971 autorisant la création du Syndicat mixte d'aménagement des eaux du Bassin Versant du Moron, notamment son article 2 relatif aux compétences, et la délibération statutaire y annexée,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 février 2003 autorisant la modification des statuts du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Rural (SIAR) du canton de Blaye et les statuts y annexés,

VU le projet de statuts annexé à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat intercommunal issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT (SIBV) DU MORON et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT RURAL (SIAR) DU CANTON DE BLAYE.

ARTICLE 2 - La liste des 29 communes intéressées par le projet de fusion de ces deux syndicats est la suivante :

➤ Pour le syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin versant (SIBV) du Moron:

Les communes de BERSON, BOURG, CEZAC, CIVRAC-DE-BLAYE, CUBNEZAI, PEUJARD, PRIGNAC-ET-MARCAMPS, PUGNAC, SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE, SAINT-GERVAIS, SAINT-LAURENT-D'ARCE,

SAINT-MARIENS, SAINT-SAVIN, SAINT-TROJAN, SAINT-VIVIEN-DE-BLAYE, TAURIAC, TEUILLAC et VIRSAC.

➤ Pour le syndicat intercommunal d'aménagement rural (SIAR) du Canton de Blaye:

Les communes de BERSON, BLAYE, CAMPUGNAN, CARS, CARTELEGUE, FOURS, MAZION, PLASSAC, SAINT-GENES-DE-BLAYE, SAINT-MARTIN-LACAUSSE, SAINT-PAUL et SAINT-SEURIN-DE-CURSAC.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 05 mars 2012

LE PREFET,
PATRICK STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 06.03.2012

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SECTEUR SCOLAIRE
DE LANGON (COLLEGE)
- MODIFICATION DES STATUTS -**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

27 novembre 1972 - Création -
15 juin 1981 - Modification des Compétences -
23 octobre 1984 - Modification des Membres -
24 octobre 1984 - Modification -
03 septembre 2002 - Modification des Statuts -

VU la délibération du comité syndical en date du 08 juin 2011,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- AUROS - BARSAC - BIEUJAC - BRANNENS - BUDOS - CASTETS-EN-DORTHE - CASTILLON-DE-CASTETS -
COIMERES - FARGUES- LANGON - LEOGEATS - MAZERES - LE PIAN-SUR-GARONNE - PUJOLS-SUR-CIRON -
ROAILLAN - SAINT-ANDRE-DU-BOIS - SAINTE-CROIX-DU-MONT - SAINTE-FOY-LA-LONGUE - SAINT-
GERMAIN-DE-GRAVE- SAINT-LAURENT-DU-BOIS - SAINT-LOUBERT - SAINT-MACAIRE - SAINT-MAIXANT -
SAINT-MARTIN-DE-SESCAS - SAINT-PARDON-DE-CONQUES - SAINT-PIERRE-D AURILLAC- SAINT-PIERRE-DE-
MONS - SAUTERNES - SEMENS - TOULENNE - VERDELAIS -

VU les nouveaux statuts approuvés,

VU l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Est autorisée la modification des statuts du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SECTEUR SCOLAIRE DE LANGON (COLLEGE).

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Inspecteur d'Académie de BORDEAUX,
- . Directeur Régional de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **LANGON.**

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 6 mars 2012,

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 06.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT MIXTE
ISSU DE LA FUSION D'UN SYNDICAT INTERCOMMUNAL ET DE 4
SYNDICATS MIXTES DE BASSIN VERSANT :
SYNDICAT INTERCOMMUNAL MIXTE D'AMENAGEMENT DES EAUX
DES BASSINS VERSANTS (SMBV) DE L'ENGRANNE ET DE LA
GAMAGE, SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT
DE L'ESCOUACH (SMABVE), SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE RURAL
(SIAAER) DU BAS CANTON DE PUJOLS, SYNDICAT MIXTE
D'AMENAGEMENT DES EAUX DES BASSINS VERSANTS (SMAEBV) DE
LA DUREZE ET DE LA SOULEGE, SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU
BASSIN VERSANT (SIBV) DE LA MISERE**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,
- VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 61-III,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5212-27 et L. 5711-1 et suivants,
- VU** le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 13,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 autorisant la modification des membres et des statuts du syndicat intercommunal mixte d'aménagement des eaux des bassins versants (SMBV) de l'Engranne et de la Gamage, et notamment l'article 3 des statuts y annexés,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 2002 autorisant la création du syndicat mixte d'aménagement du bassin versant (SMABVE) de l'Escouach, et notamment l'article 2 des statuts y annexés,
- VU** les arrêtés préfectoraux en date du 21 janvier 1961 et du 25 mars 1976 autorisant, pour le premier, la création du syndicat intercommunal d'assainissement et d'aménagement de l'espace rural (SIAAER) du bas canton de Pujols dont l'objet est défini à l'article 1^{er}, et pour le second, l'extension des compétences du syndicat conformément à son article 1^{er},
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1979, et notamment son article 2 relatif aux compétences, autorisant la création du syndicat intercommunal du bassin versant de la Durèze, devenu le syndicat mixte d'aménagement des eaux des bassins versants (SMAEBV) de la Durèze et de la Soulège,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 24 août 1988 autorisant la création du syndicat intercommunal du bassin versant (SIBV) de la Misère, notamment en son article 2 relatif aux compétences, ainsi que la délibération statutaire y annexée,

VU le projet de statuts annexé à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer le projet de périmètre du syndicat mixte issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL MIXTE D'AMENAGEMENT DES EAUX DES BASSINS VERSANTS (SMBV) DE L'ENGRANNE ET DE LA GAMAGE, du SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE L'ESCOUACH (SMABVE), DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE RURAL (SIAAER) DU BAS CANTON DE PUJOLS, SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DES EAUX DES BASSINS VERSANTS (SMAEBV) DE LA DUREZE ET DE LA SOULEGE et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN VERSANT (SIBV) DE LA MISERE.

ARTICLE 2 - La liste des 53 communes intéressées par le projet de fusion de ces quatre syndicats est la suivante :

➤ Pour le Syndicat intercommunal Mixte d'aménagement des eaux des Bassins Versants (SMBV) de l'Engranne et de la Gamage :

Les communes de BAIGNEAUX, BELLEBAT, BELLEFOND, BLASIMON, CASTELVIEL, CESSAC COIRAC, COURPIAC, DAUBEZE, FALEYRAS, FRONTENAC, GORNAC, JUGAZAN, LUGASSON, MARTRES, MAURIAC, NAUJAN-ET-POSTIAC, ROMAGNE, SAINT-AUBIN-DE-BRANNE, SAINT-BRICE, SAINT-GENIS-DU-BOIS et SAUVETERRE-DE-GUYENNE.

Les communes de BOSSUGAN, RAUZAN, SAINTE-FLORENCE, SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC, SAINT-PEY-DE-CASTETS, RUCH, MERIGNAS et SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS représentées par la communauté de communes de Castillon/Pujols :

➤ Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant de l'Escouach (SMABVE) :

Les communes de LISTRAC-DE-DUREZE et SAINT-ANTOINE-DU-QUEYRET.

Les communes de CIVRAC-SUR-DORDOGNE, SAINTE-FLORENCE, SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC, SAINT-PEY-DE-CASTETS, SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS représentées par le syndicat intercommunal d'aménagement de l'espace rural du bas canton de Pujols.

Les communes de BOSSUGAN, DOULEZON, MOULIETS-ET-VILLEMARTIN, PUJOLS-SUR-DORDOGNE, RUCH, SAINT-PEY-DE-CASTETS et SAINTE-RADEGONDE représentées par la communauté de communes Castillon/Pujols.

➤ Pour le Syndicat Intercommunal d'Assainissement et d'Aménagement de l'Espace Rural (SIAAER) du bas canton de Pujols :

Les communes de CIVRAC-SUR-DORDOGNE, SAINTE-FLORENCE, SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC, SAINT-PEY-DE-CASTETS et SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS.

➤ Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement des Eaux des Bassins Versants (SMAEBV) de la Durèze et de la Soulège :

Les communes d'AURIOLLES, CAPLONG, CAZAUGITAT, LANDERROUAT, LISTRAC-DE-DUREZE, MASSUGAS, PELLEGRUE, SAINT-ANTOINE-DU-QUEYRET, SAINT-AVIT-DE-SOULEGE, SAINT-QUENTIN-DE-CAPLONG et SOUSSAC.

Les communes de COUBEYRAC, GENSAC, JUILLAC, PESSAC-SUR-DORDOGNE et SAINTE-RADEGONDE représentées par la communauté de communes Castillon/Pujols.

➤ Pour le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant (SIBV) de la Misère :

Les communes de CASTELVIEL, SAINT-FELIX-DE-FONCAUDE et SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS.

La commune de SAINT-LAURENT-DU-BOIS représentée par la communauté de communes des Coteaux Macariens.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et les Sous-Préfets des arrondissements de Langon et de Libourne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux syndicats mixtes et établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 6 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 06.03.2012

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU REOLAIS
- MODIFICATION DES STATUTS -

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

12 septembre 2003 - Fixation du Périmètre -
28 novembre 2003 - Création -
29 décembre 2003 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -
21 octobre 2004 - Modification des Compétences -
04 août 2006 - Modification des Compétences -
04 avril 2007 - Modification des Compétences -
12 octobre 2007 - Modification des Compétences -
01 février 2010 - Modification des Compétences -
26 août 2010 - Modification des Compétences -

VU la délibération du conseil de communauté en date du 27 janvier 2011,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- BAGAS - BLAIGNAC - BOURDELLES - CAMIRAN - CASSEUIL - FLOUDES - FONTET - FOSSES-ET-BALEYSSAC -
GIRONDE-SUR-DROPT - HURE - LAMOTHE-LANDERRON - LOUBENS - LOUPIAC-DE-LA-REOLE - MONGAUZY -
MONTAGOUDIN - MORIZES - NOAILLAC - LA REOLE - SAINT-EXUPERY - SAINT-HILAIRE-DE-LA-NOAILLE -
SAINT-MICHEL-DE-LAPUJADE - SAINT-SEVE -

VU la délibération défavorable de la commune Les Esseintes en date du 24 octobre 2011,

VU les nouveaux statuts approuvés,

VU l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Est autorisée l'extension des compétences de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU REOLAIS dans le domaine de la politique du logement social en faveur des personnes défavorisées et de la protection et la mise en valeur de l'environnement.

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **LA REOLE**.

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 06 mars 2012,

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 08.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE MONGAUZY (À LA CARTE),
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE BASSANNE ET
DU SYNDICAT D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF DU DROPT**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,
- VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 61-III,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5212-27,
- VU** le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 29,
- VU** l'arrêté interpréfectoral en date du 5 juin 2000, autorisant l'extension des compétences du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la région de Mongauzy, et les statuts y annexés,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 1963 autorisant la constitution du Syndicat Intercommunal des eaux de la région de Bassanne, et la délibération statutaire y annexée, ainsi que l'arrêté préfectoral en date du 27 janvier 1997 autorisant l'extension des compétences, notamment en son article 1^{er},
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 10 avril 2006 autorisant la modification des statuts du Syndicat d'eau potable et d'assainissement non collectif du Dropt et les statuts y annexés,
- VU** le projet de statuts annexé à cet arrêté,
- CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,
- SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat intercommunal issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE MONGAUZY (À LA CARTE), du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE BASSANNE et du SYNDICAT D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DU DROPT.

ARTICLE 2 - La liste des 31 communes intéressées par le projet de fusion de ces trois syndicats est la suivante :

- Pour le Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la région de Mongauzy:

Les communes de BAGAS, BOURDELLES, LES ESSEINTES, FOSSES-ET-BALEYSSAC, JUSIX, LAMOTHE-LANDERRON, LOUBENS, MONGAUZY, MONTAGAUDIN, SAINT-HILAIRE-DE-LA-NOAILLE, SAINT-MICHEL-DE-LAPUJADE et SAINT-SEVE;

- Pour le Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la région de Bassanne:

Les communes d'AILLAS, BARIE, BASSANNE, BERTHEZ, BLAIGNAC, CASTILLON-DE-CASTETS, FLOUDES, FONTET, HURE, LADOS, LOUPIAC-DE-LA-REOLE, NOAILLAC, PONDAURAT, PUYBARBAN et SAVIGNAC;

- Pour le Syndicat d'eau potable et d'assainissement non collectif du Dropt:

Les communes de CAMIRAN, GIRONDE-SUR-DROPT, MORIZES et SAINT-EXUPERY.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 08 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 08.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT (SIAEP) DE LA REGION DE GRIGNOLS,
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE LA RÉGION DE LERM
ET MUSSET, DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT (SIEA) DU SUD BAZADAIS ET DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE (SIVOM) DU BAZADAIS**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,
- VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 61-III,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5212-27 et L. 5711-1 et suivants,
- VU** le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 32,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1960 autorisant la création du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Région de Grignols, notamment son article 1 relatif à l'objet, ainsi que les arrêtés préfectoraux du 6 décembre 1996 et du 17 février 2006 modifiant les compétences du syndicat en leurs articles 1^{er},
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 1965 autorisant la création du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Région de Lerm et Musset, notamment son article 1^{er} relatif à l'objet, ainsi que les arrêtés préfectoraux du 28 mai 1999 et du 17 février 2006 modifiant les compétences du syndicat en leurs articles 1^{er},
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 21 janvier 2008 autorisant l'extension des compétences et la modification des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du Sud Bazadais, et notamment l'article 2 des statuts y annexés,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 mai 2011 autorisant l'extension des compétences du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) du Bazadais, et notamment l'article 2 des statuts y annexés,
- VU** le projet de statuts annexé à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat intercommunal issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEP) DE LA REGION DE GRIGNOLS, du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT (SIAEPA) DE LA REGION DE LERM ET MUSSET, du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT (SIEA) DU SUD BAZADAIS et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE (SIVOM) DU BAZADAIS.

ARTICLE 2 - La liste des 32 communes intéressées par le projet de fusion de ces quatre syndicats est la suivante :

➤ Pour le SIAEP de la Région de Grignols :

Les communes de CAUVIGNAC, COURS-LES-BAINS, GRIGNOLS, LABESCAU, LAVAZAN MARIONS, MASSEILLES, SENDETS, SIGALENS, SILLAS.

➤ Pour le SIAEPA de la Région de Lerm et Musset:

Les communes d'ESCAUDES, GISCOS, GOUALADE, LARTIGUE, LERM-ET-MUSSET, SAINT-MICHEL-DE-CASTELNAU.

➤ Pour le SIEA du Sud Bazadais :

Les communes de BERNOS-BEAULAC, CUDOS, LUCMAU, MARIMBAULT, POMPEJAC, SAUVIAC.

➤ Pour le SIVOM du Bazadais :

Les communes d'AUBIAC, BAZAS, BIRAC, CAZATS, GAJAC, GANS, LIGNAN-DE-BAZAS, LE NIZAN, SAINT-COME, SAUVIAC, UZESTE.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 08 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 08.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL DES EAUX (SIE) À LA CARTE DE BUDOS, DU
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT
(SIEA) DE PODENSAC ET VIRELADE ET DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE À LA CARTE
(SIAEP) DE LOUCHATS, ORIGNE ET GUILLOS**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,
- VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 61-III,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5212-27,
- VU** le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 28,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2008 autorisant le transfert du siège social du Syndicat Intercommunal des Eaux (SIE) à la carte de Budos, et notamment l'article 1 des statuts y annexés,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 1997 autorisant la modification des statuts du Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement (SIEA) de Podensac et Virelade, et notamment l'article 2 des statuts y annexés,
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2001 autorisant l'extension des compétences du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable à la carte (SIAEP) de Louchats, Origne et Guillos, et notamment l'article 2 des statuts y annexés,
- VU** le projet de statuts annexés à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat intercommunal issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX (SIE) A LA CARTE DE BUDOS, du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT (SIEA) DE PODENSAC ET VIRELADE et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE À LA CARTE (SIAEP) DE LOUCHATS, ORIGNE ET GUILLOS.

ARTICLE 2 - La liste des 9 communes intéressées par le projet de fusion de ces trois syndicats est la suivante :

- Pour le Syndicat Intercommunal des eaux (SIE) à la carte de Budos :

Les communes de BUDOS, ILLATS, LANDIRAS et PUJOLS-SUR-CIRON.

- Pour le Syndicat Intercommunal des eaux et d'assainissement (SIEA) de Podensac et Virelade:

Les communes de PODENSAC et VIRELADE.

- Pour le Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable à la carte (SIEAP) de Louchats, Origne et Guillos:

Les communes de GUILLOS, LOUCHATS et ORIGNE.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 08 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 16.03.2012

**ARRETE DE PROJET DE PERIMETRE DU NOUVEAU SYNDICAT MIXTE
ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES BASSINS VERSANTS (SIBV)
DU CENTRE MEDOC ET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN
VERSANT (SIBV) DU GARGOUIL ET DU GRAND CRASTIOU**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 61-III,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5212-27 et L. 5711-1 et suivants,

VU le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Gironde arrêté le 27 décembre 2011, et notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 novembre 1989 autorisant la création du Syndicat Intercommunal d'aménagement hydraulique des Bassins Versants (SIBV) du Centre-Médoc, et notamment son article 2 relatif aux compétences,

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 1968 autorisant la création du Syndicat mixte d'aménagement du bassin du Gargouil et du Grand Crastiau, et notamment son article 2 relatif aux compétences,

VU le projet de statuts annexé à cet arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Il est proposé de fixer un projet de périmètre du syndicat mixte issu de la fusion du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES BASSINS VERSANTS (SIBV) DU CENTRE MEDOC et du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN VERSANT (SIBV) DU GARGOUIL ET DU GRAND CRASTIOU.

ARTICLE 2 - La liste des 12 communes intéressées par le projet de fusion de ces deux syndicats est la suivante :

- Pour le Syndicat Intercommunal d'aménagement hydraulique des Bassins Versants (SIBV) du Centre-Médoc:

Les communes de CISSAC-MEDOC, ORDONNAC, PAUILLAC, SAINT-ESTEPHE, SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL, SAINT-LAURENT-MEDOC, SAINT-SAUVEUR, SAINT-SEURIN-DE-CADOURNE et VERTHEUIL.

- Pour le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant (SIBV) du Gargouil et du Grand Crastiau:

La commune de CUSSAC-FORT-MEDOC représentée par la communauté de communes de Médoc-Estuaire.

Les communes de CARCANS, SAINT-JULIEN-BEYCHEVELLE et SAINT-LAURENT-MEDOC.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Lesparre-Medoc sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et qui sera notifié à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale et groupements de collectivités concernés par la fusion.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 16 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 19.03.2012

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DES
EAUX DU BASSIN VERSANT DU DROPT**
**- CHANGEMENT DE DENOMINATION ET MODIFICATION DES
STATUTS -**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

ET

LE PREFET DE LOT-ET-GARONNE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

ET

LE PREFET DE DORDOGNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

10 avril 1974 - Création -
27 novembre 1985 - Modification des Membres -
15 avril 1986 - Modification des Membres -
04 mai 1995 - Modification des Membres -
20 décembre 2002 - Transformation -
10 janvier 2006 - Modification des Membres -
18 décembre 2007 - Modification des Membres -

VU la délibération du comité syndical en date du 26 juillet 2011,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- EYMET - BAGAS - CAMIRAN - CASSEUIL - COURS-DE-MONSEGUR - COUTURES-SUR-DROPT- LES ESSEINTES
- LANDERROUAT - LANDERROUET-SUR-SEGUR - LOUBENS - MESTERRIEUX - MONSEGUR - MORIZES -
NEUFFONS - PELLEGRUE - LE PUY - ROQUEBRUNE - SAINT-FERME - SAINTE-GEMME - SAINT-SULPICE-DE-
GUILLERAGUES - TAILLECAVAT - AGNAC - ALLEMANS-DU-DROPT- AURIAC-SUR-DROPT- BALEYSSAGUES -
CAMBES- CAUBON-SAINT-SAUVEUR- DURAS - ESCLOTTES - LEVIGNAC-DE-GUYENNE- MONTETON -
MOUSTIER - PARDAILLAN - ROUMAGNE - SAINTE-COLOMBE-DE-DURAS- SAINT-PIERRE-SUR-DROPT- LA
SAUVETAT-DU-DROPT- SAVIGNAC-DE-DURAS-

VU la délibération défavorable de la communauté de communes des Côteaux Macariens,

VU les nouveaux statuts approuvés,

VU l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Sont autorisés pour le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DES EAUX DU BASSIN VERSANT DU DROPT :

- le changement de dénomination sociale du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DES EAUX DU BASSIN VERSANT DU DROPT qui sera désormais dénommé « *SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DU DROPT DE MONSEGUR* ».
- la modification des statuts du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DU DROPT DE MONSEGUR.

Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **LA REOLE**.

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 19 mars 2012
P/ LE PREFET,
LA SECRETAIRE GENERALE,
Isabelle DILHAC

Fait à Agen, le 24 février 2012,
P/ LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,
Guillaume QUENET

Fait à Périgueux, le 08 mars 2012
P/ LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL,
Benoist DELAGE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 20.03.2012

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CENTRE MEDOC
- MODIFICATION DES COMPÉTENCES ET DES STATUTS -**

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les arrêtés antérieurs :

28 décembre 1995 - Création -
31 décembre 1997 - Modification des membres -
05 novembre 1998 - Modification des compétences -
24 décembre 2001 - Modification des compétences -
26 décembre 2001 - Eligibilité à la DGF bonifiée -
19 juin 2002 - Modification des statuts -
30 décembre 2003 - Modification des membres et des statuts -
26 octobre 2004 - Modification des statuts -
31 décembre 2004 - Modification des membres et des statuts -
15 mars 2006 - Modification des statuts et définition de l'intérêt communautaire -
20 décembre 2006 - Modification des compétences et des statuts

VU la délibération du conseil de communauté en date du 14/04/2009 décidant de doter la communauté de communes d'une compétence « *Etude, création, entretien des Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire (ZAC)* » et de compléter en ce sens l'article II-A-2. Aménagement de l'espace communautaire, des statuts,

VU la délibération du conseil de communauté en date du 28/10/2010 décidant de doter la communauté de communes d'une compétence « *Mise en place du Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)* » et de compléter en ce sens l'article II-A-4. Voirie, des statuts,

VU la délibération du conseil de communauté en date du 28/09/2011 décidant : 1/ de modifier le libellé et le contenu des groupes de compétences « action sociale et scolaire » et « enfance jeunesse » définis à l'article II-B-3. et II-B-5. des statuts ; 2/ de supprimer de l'article II-A-2. Aménagement de l'espace communautaire, desdits statuts, la compétence « *Mise en place, au 1er janvier 2006 de la mission de contrôle de l'assainissement non collectif* » ; 3/ d'approuver de nouveaux statuts.

VU les délibérations des communes suivantes : CISSAC-MEDOC - PAUILLAC - SAINT-ESTEPHE - SAINT-JULIEN-BEYCHEVELLE - SAINT-LAURENT-MEDOC - SAINT-SAUVEUR - SAINT-SEURIN-DE-CADOURNE - VERTHEUIL -

VU les nouveaux statuts approuvés par le conseil de communauté le 28 septembre 2011,

VU l'avis de la Sous-Préfète de Lesparre-Medoc,

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - La communauté de communes du Centre Médoc est autorisée :

1/ à se doter des compétences suivantes :

➤ Au titre du groupe Aménagement de l'espace communautaire défini à l'article II-A-2. des statuts : « *Etude, création, entretien des Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire « ZAC* ».

➤ Au titre du groupe Voirie défini à l'article II-4. des statuts : « *Mise en place du Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)* ».

2/ à restituer à ses communes membres la compétence « *Mise en place, au 1er janvier 2006 de la mission de contrôle de l'assainissement non collectif* » définie à l'article II-A-2. des statuts.

Les statuts nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Lesparre-Medoc sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de PAUILLAC.

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 20 mars 2012

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 30.03.2012

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

- EXTENSION DES COMPETENCES -

Bureau du Contrôle de
Légalité et de
l'Intercommunalité

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Loi N°66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines, créant la Communauté Urbaine de Bordeaux,

VU la Loi N°99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU la Loi N°2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté antérieur :

17 décembre 2010 - Modification des Compétences -

VU la délibération du conseil de communauté en date du 25 novembre 2011 décidant d'étendre les compétences de la Communauté Urbaine de Bordeaux à l'aménagement numérique du territoire, aux aires de grand passage, à l'archéologie préventive, aux réseaux de chaleur et de froid et au soutien et à la promotion d'une programmation culturelle des territoires de la métropole,

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- AMBARES-ET-LAGRAVE - AMBES - ARTIGUES-PRES-BORDEAUX - BASSENS - BLANQUEFORT - BORDEAUX - BOULIAC - LE BOUSCAT - BRUGES - CARBON-BLANC - CENON - EYSINES - FLOIRAC - GRADIGNAN - LE HAILLAN - MERIGNAC - PAREMPUYRE - PESSAC - SAINT-AUBIN-DE-MEDOC - SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND - SAINT-MEDARD-EN-JALLES - SAINT-VINCENT-DE-PAUL - LE TAILLAN-MEDOC - TALENCE - VILLENAVE-D ORNON -

CONSIDÉRANT que les dispositions requises sont remplies,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER - Est autorisée l'extension des compétences de la COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX à l'aménagement numérique du territoire, aux aires de grand passage, à l'archéologie préventive, aux réseaux de chaleur et de froid et au soutien et à la promotion d'une programmation culturelle des territoires de la métropole.

ARTICLE 2 - Un exemplaire des délibérations précitées restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directeur Régional aux Affaires Culturelles,
- . Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **BORDEAUX-CUB.**

ARTICLE 4 - Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

ARTICLE 5 - La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 30 mars 2012

LE PREFET,

Patrick STEFANINI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction régionale
des Entreprises,
de la Concurrence, de la
Consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine

Direccte Aquitaine

Immeuble "Le Prisme"
19, rue Marguerite Crauste
33 074 BORDEAUX Cedex

Télécopie : 05 56 99 96 69

Arrêté du 16 avril 2012

Portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LOPEZ,
directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la
consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets,
à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les
départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010

VU le décret n° 2009.1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et
aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU la circulaire n° 1399 du 18 octobre 2011 des ministères de l'Intérieur,
de l'Outre Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration d'une
part, de l'Economie, des Finances et de l'Industrie d'autre part, relative
au transfert de certaines attributions touristiques au Direccte,

VU le décret du 16 juin 2011 nommant Monsieur Jacques BILLANT, Préfet de la
Dordogne,

VU le décret du 8 avril 2011, nommant M. Patrick STEFANINI, préfet de la région
Aquitaine, préfet de la zone de défense Sud-Ouest, préfet de la Gironde;

VU le décret du 24 août 2011 nommant Monsieur Alain ZABULON, Préfet des
Landes,

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2009, portant nomination de M.
Serge LOPEZ, en qualité de directeur régional des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région
Aquitaine

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2010 nommant Monsieur Jean-Pierre
GUÉRILLOT, directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de la
Dordogne à compter du 1^{er} Juin 2010,

VU les arrêtés de délégation de signature en faveur de Monsieur Serge
LOPEZ de

Monsieur le Préfet de la Dordogne en date du 2 avril 2012 (120431)

Monsieur le Préfet de la Gironde en date du 13 avril 2012

Monsieur le Préfet des Landes en date du 2 avril 2012 (DAECL n° 2012-557)

ARRETE

ARTICLE 1:

Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre GUÉRILLOT, directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de la Dordogne de la DIRECCTE ainsi qu'à ses adjoints :

| | |
|---------------------|---------------------------------|
| Jean POPOWYCZ | Directeur adjoint UT Dordogne |
| Christian DELPIERRE | Directeur adjoint UT Dordogne |
| Joëlle JACQUEMENT | Attachée principale UT Dordogne |

pour signer les décisions, actes administratifs et correspondances concernant le classement des hébergements touristiques relevant de la compétence des préfets de la Dordogne, de la Gironde, et des Landes.


| Nature du pouvoir | Référence réglementaire |
|--|--|
| Classement des hébergements touristiques : <ul style="list-style-type: none">- Hôtels- Résidences de tourisme- Terrains de campings- Parcs résidentiels de loisirs- Villages de Vacances- Résidences de Tourisme- Villages résidentiels de tourisme- Meublés de tourisme | Articles en L : 311-6, 321-1, 323-1, 324-1, 325-1, 332-1, 333-1, Articles en D : 311-4, à 311-9, 321-1 à 321-7, 323-4 à 323-8, 324-1 à 324-6-1, 325-1 à 325-8, 331-1-1 à 332-5, 333-3 à 333-5-4 Articles en R : 311-13 à 311-14, 321-8 à 321-9, 323-1 à 323-3, 323-9 à 323-10,, 324-7 à 324-8, 325-9 à 325-10, 331-1, 332-7 à 332-8, 333-6 à 333-6-1 |

ARTICLE 2 :

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des départements de la Dordogne, de la Gironde et des Landes.

Bordeaux, le 16 avril 2012

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail, et de l'Emploi



Serge LOPEZ

PRÉFET DE LA GIRONDE

Cabinet du Préfet

ARRETE du 13 OCT. 2011

**Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et
Communale**

Additif à la Promotion du 14 juillet 2011

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le décret n°87-594 du 22 juillet 1987 portant création de la Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et Communale, modifié par le décret n°2005-48 du 25 janvier 2005,

VU l'arrêté du 10 août 2011, portant sur l'attribution de la Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et Communale pour la promotion du 14 juillet 2011,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de compléter la promotion du 14 juillet 2011,

SUR PROPOSITION du Sous-préfet, Directeur de Cabinet,

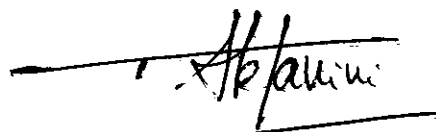
ARRETE

ARTICLE PREMIER - La Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et Communale est décernée aux titulaires de mandats électifs dont les noms se trouvent dans la liste ci-annexée.

ARTICLE 2 — La Médaille d'Honneur Régionale, Départementale et Communale est décernée aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms se trouvent dans la liste ci-annexée.

ARTICLE 3 — Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le



Patrick STEFANINI

Médaille d'honneur Régionale Départementale et Communale
Promotion du 15 juillet 2011
Fonctionnaires et agents des collectivités locales

Echelon ARGENT

- Mlle ALSINA Florence née ALSINA
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme ARNAUD-CLAVERIE Christel née ARNAUD
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme ASQUOET Agnes née JEANNET
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BARRIERE Annick née DAVID
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle BEBOT Coralie née BEBOT
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BENOIT A LA GUILLAUME Christiane née BENOIT A LA GUI
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BETS Pascale née FLORENTY
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BEULLENS Katryn née BEULLENS
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BLANCHET-CADILHON Dany née BLANCHET
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BLEU Martine
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle BONNET Christelle née BONNET
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BORDE Michèle née GENTY
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BOTELHO Corinne née FRICONNET
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BRAJOU Sylvie née BOISSARIE
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BRAWERS-DEBAT Carol née DEBAT
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme CORREIA Fabienne née BOUIN
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DESCHAMPS Sylvie née VICAIRE
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DESJARDINS Carole née TEYSSIER
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DESPLANCHE Jacqueline née IMBERT
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. DUCASSE Philippe
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DUMONT Marie-Lyne née HAITCE
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. DUPOUY Dominique
Assistant qualifié cons pat biblio 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DUPUY Anne née HOUDEBERT
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme EVEN Isabelle née EVEN
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. EXPOSITO Serge
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme FRENEL Valérie née FRENEL
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme FRETARD Sophie née FRETARD
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme GOMEZ Patricia née GOMEZ
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme HAMON Caroline née CANNAMELA
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. JABET Christophe
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle LACAZE Sylvie
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LAFON Marie-Françoise
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme LAHAIE Marie-Pierre née ARCIER
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LALEMANT Danielle née GALINDO
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle LAMBROT Laure
Adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LAMI LE SAUX Corinne née LAMI
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LE GENTIL Catherine née SICAUD
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LE ROUX Michelle née QUIDELLEUR
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LEBON Florence née GAULIN
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LEFEUVRE Brigitte
Adjoint administratif principal 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle LHERM Sandrine
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MACARIO Nicole
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. MAGNAC Sylvain
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. MAILLE Jean-Jacques
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MARTIN Jacqueline née VINCENT
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle MAZIERE Sandrine
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. MINJON Jean-Michel
Adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MIRAMON Laurence née STURNICH
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle MORIN Christelle
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme MOULOUDJ Martine née DUBOURG
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MUSSEAU Marie-Josée née GARINEAU
Adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme NOGUES-LEGLISE Catherine née NOGUES
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme PETITEVILLE Florence
adjoint administratif principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle POILANE Betty
adjoint administratif 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. POUGET Thierry
attache territorial, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme PRATS Marie-Hélène née GIRAUDEL
"Adjoint tech territorial □1ère cl des EE", CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle RASPE Guilene
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. RATABOUC Eric
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme ROQUE Marie Josephe
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme SANCE Joëlle née RODRIGUEZ
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme SEMELLE Pascale
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle SOLIVERES Laurence
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme TEILLET-SIERRA Veronique née SIERRA
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme TEXIER Marie Annick née FORTAIN
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle TOMEZYK Josiane
redacteur territorial chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme TOUCHER Claudine née LAGARDE
adjoint administratif 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme VAISSIERE Nathalie
redacteur territorial, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme VIGUIE Fabienne née CHARBONNEAU
adjoint administratif principal 2eme classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme VILATARSANA Christel née HAMON
adjoint administratif 1ere classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

Echelon VERMEIL

- M. ALIKER Roger née ALIKER
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme AUREJAC-CARGOU Jeanne née AUREJAC
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BARRETO Martine née LACOMBE
Conseiller activités physiques sport, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BEDHOMME Véronique née CHAVATTE-CHARPENTIER
Adjoint adm ppal 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BIGRET Martine née BIGRET
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BOUSQUET Marie-Christine née COMET
Adjoint adm 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme BRILLET Maryse
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle CAPLANNE Marie-Hélène née CAPLANNE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme CAYZAC Claude née CAYZAC
Directeur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme CHAPELAIN Josiane née DAMESTOY
Adjoint technique 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme CHOUSSEAUD Denise née BUFFIERE
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme CIBOIS Marie Christine née BONNET
redacteur territorial chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme CORDONNIER Claire née BAUDET-JALAGUIER
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme DALBION Michelle née BROQUA
Ingénieur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DARNAU Irène née DARNAU
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DELAGE Dominique née MANTENAC
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DELCHER Claudine née DELCHER
Adjoint adm 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DELOR Pascale née MORISSET
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle DEVAINE Michelle née DEVAINE
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DEZITTER Gisèle née TILLARD
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. DROUILLARD Jean-Yves née DROUILLARD
Educateur activ phys sport hors classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DRUET Agnès née BENHARRECH
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle DUBOURG Huguette née DUBOURG
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme DUCOURNEAU Evelyne née DUCOURNEAU
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme ESTEVES Maria da conceicao née NUNES
Adjoint technique 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme ETCHART Marie-Françoise née CASTERA
Adjoint adm 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. FARIC Patrick
Adjoint adm ppal 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme FAUBERT Monique née FAUBERT
Puéricultrice, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle FOURCAUD Béatrice née FOURCAUD
Conseiller socio-éducatif, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme GACHOT Evelyne née TARTAS
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme GAULTIER Monique née LABOYE
Adjoint adm ppal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme GENDRON Brigitte née LALOUES
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme GOUBET Dominique née FEUILLET
Adjoint adm 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. GRANJOU Michel
Technicien principal de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle GREL Ghislaine née GREL
Assist conserv pat et bibli 1er cl, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme HASCOET Marie-Christine née SIBE
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme HERNANDEZ Christine née HERNANDEZ
Adjoint adm 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme HOET Jocelyne née BERTHOU
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme HOLGADO Michèle née MOLLE
Agent de maîtrise, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle IMARAZENE Madeleine née IMARAZENE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme JOLY-GERARD Marilyne née JOLY
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LABARDE Christiane née MARCHAND
Puéricultrice, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LACOTTE Chantal née LACOTTE
Adjoint adm ppal 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme LAFOND Marinette née LAFOND
Technicien supérieur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. LALANDE Jean-Pierre
Ingénieur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MAGIE Nicole née BOUFINI
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. MALARD Jean-Marc
Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme MANET Josiane née MICOINE
redacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MARRE Dominique née BRARD
Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MAURICHON Joëlle née TAVERNET
Adjoint adm ppal 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme METAY Rachel née IRIGOY
Adjoint adm ppal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MILAMAND Patricia née CAMUS
Adjoint adm ppal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MOFFEN Claude née BATUT
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme MOLLE Marie-Christine née MOLLE
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme PARAILLOUX Joëlle née CONTIOS
Rédacteur, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme PELABORDE Edith née LETOURNEUR
Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme RAEL Annie née ROUX
Adjoint adm ppal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme RENAULT Lydie née MUR
Attaché principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle ROIG Anne-Marie née ROIG
Attaché, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle SCHEUBER Sylvie née SCHEUBER
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mlle SERRA Solange née SERRA
Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme SORONDO Véronique née SORONDO
Adjoint technique 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- Mme STEFANIUTYN-MERCIER Marie-Christine née STEFANIUTY
Adjoint adm ppal 1er classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE
- M. TANCOGNE Patrick
Technicien, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme TONIN Marie-Carmen née MARTINEZ

Adjoint adm 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- M. TRIJOLET-LASSUS Jean-Antoine

Conseiller principal aps 2ème classe, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- Mme URBINA Aiglyne née MONSEAU

Puéricultrice, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

- M. VINCENT Thierry

Agent de maîtrise principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

Echelon OR

- M. MATHIEU Serge

Assistant socio-éducatif principal, CONSEIL GENERAL de la GIRONDE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Cabinet du Préfet

Bureau du Cabinet

ARRETE DU - 7 NOV. 2011

Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers Professionnels

Promotion du 4 décembre 2011

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi du 16 février 1900 instituant la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des Sapeurs-Pompiers Professionnels et notamment le chapitre III fixant les conditions d'attribution de la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,

A l'occasion de la promotion du 4 décembre 2011,

SUR PROPOSITION du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

ARRETE

ARTICLE PREMIER - La Médaille d'Honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers Professionnels, dont les noms figurent dans l'annexe ci-jointe, qui ont constamment fait preuve de dévouement dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 2 - Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 07 NOV. 2012
Le Préfet,



Patrick STEFANINI

Echelon ARGENT

- M. ARCHAMBAUD Patrick
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. CANE Jean-Pierre
MAJOR, SDIS de la GIRONDE
- M. CARAMONA Hervé
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. DUVIGNEAU Pascal
CAPORAL, SDIS de la GIRONDE
- M. FERNANDEZ Joël
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. FLORENSAN Éric
COMMANDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. FORT Sylvain
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. GRUEL Sébastien
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. JABET Bernard
MAJOR, SDIS de la GIRONDE
- M. MOULIN Olivier
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. ROBIN Lionel
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. TONON Christophe
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. VERGNENEGRE Stéphane
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

Echelon VERMEIL

- M. BALUTO Stéphane
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. BARRIERE Didier
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. BEAUVAL Jean-Marc
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. BLANC Christian
SERGENT, SDIS de la GIRONDE

- M. BOUGARD Anthony
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE

- M. CODEVELLE Marc
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE

- M. DUCUING Jean-Pierre
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. DUPRAT Bruno
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. EMRY Bruno
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. GENSOUS Philippe
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. JACQUELIN Stéphane
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE

- M. LAFOURCADE Éric
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. LATRILLE François
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. LAURENT DIT LAPOQUE Philippe
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. LECLEVE Gérard
CAPORAL, SDIS de la GIRONDE

- M. LESPOUX Pierre
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. MAHE Frédéric
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. MATHA Jean-Michel
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. MIGOT Christophe
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. MOTIN Thierry
CAPORAL, SDIS de la GIRONDE

- M. PARDO José
MAJOR, SDIS de la GIRONDE

- M. RULLAN Marc
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. TONNELE David
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

- M. TRENTIN Hervé
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

Echelon OR

- M. BABIN Jean
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. BILLAULT Jean
COMMANDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. CANTELOUP GUY
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. CARRASSET Michel
LIEUTENANT COLONEL, SDIS de la GIRONDE
- M. DAILHAU Alain
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. GIRONS Michel
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. GRHOUM MOURAD
MAJOR, SDIS de la GIRONDE
- M. GROELY Robert
MAJOR, SDIS de la GIRONDE
- M. HOSTEIN Hubert
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. LACAPE Jean-Michel
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. LINCHENEAU André-Marie
COLONEL, SDIS de la GIRONDE
- M. LORO BRUNO
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. MOULINIER Alain
SERGENT, SDIS de la GIRONDE
- M. QUEYROU JEAN-CLAUDE
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. SIGNORET Bernard
LIEUTENANT, SDIS de la GIRONDE
- M. TARDIFS Jean-Michel
ADJUDANT-CHEF, SDIS de la GIRONDE
- M. VILARD BERNARD
ADJUDANT, SDIS de la GIRONDE
- M. WEIBEL Philippe
SERGENT-CHEF, SDIS de la GIRONDE

Cabinet du Préfet

PRÉFET DE LA GIRONDE

Bureau du Cabinet

ARRETE DU - 7 NOV. 2011

Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers Volontaires

Promotion du 4 décembre 2011

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi du 16 février 1900 instituant la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des Sapeurs-Pompiers Professionnels,

VU le décret n° 99-1039 du 10 décembre 1999 relatif aux Sapeurs-Pompiers Volontaires et notamment la section 3 fixant les conditions d'attribution de la Médaille d'Honneur des Sapeurs-Pompiers,

A l'occasion de la promotion du 4 décembre 2011,

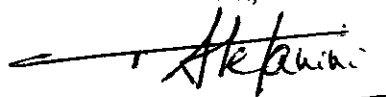
SUR PROPOSITION du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

ARRETE

ARTICLE PREMIER - La Médaille d'Honneur est décernée aux Sapeurs-Pompiers Volontaires, dont les noms figurent dans l'annexe ci-jointe, qui ont constamment fait preuve de dévouement dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 2 - Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 07 NOV. 2012
Le Préfet,



Patrick STEFANINI

Echelon ARGENT

- M. ANTUNES Jacky
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. AUDRY Alain
Vétérinaire Commandant, SDIS de la GIRONDE
- M. BARTHE Dider
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. BENEY Philippe
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. BOUDASSOU Thierry
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. BOUTIN Jean-Paul
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. CHAUMAIN Gilles
Sergent, SDIS de la GIRONDE
- M. DANILOFF Pascal
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. DEJEAN Frédéric
Sergent, SDIS de la GIRONDE
- M. ERNY Michel
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. FONTA Gilles
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. KONSHELE Werner
Médecin Capitaine, SDIS de la GIRONDE
- M. LABAT Laurent
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LABONNE Jean Patricq
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LACOUR Patrick
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LAGARDERE Jean-Louis
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. MALABAT Sébastien
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. ODDOS Bernard
Médecin Commandant, SDIS de la GIRONDE
- M. PINCHON Damien
Sergent, SDIS de la GIRONDE
- M. PRATS Philippe
Adjudant, SDIS de la GIRONDE

- M. RAMOND Roger
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. ROMAN Christophe
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. SALMI Carym
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. TURON François
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. VIDEAU Laurent
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE

Echelon VERMEIL

- M. ARDOUIN Denis
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. BOURNEUF Bruno
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. DELAS Olivier
Lieutenant, SDIS de la GIRONDE
- M. FAVERIAL Jean Philippe
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. GUEYTRON Jean-Louis
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LAPEYRE Jean-Pierre
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. PLACIDO Jannick
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. SABATHIER Pierre
Lieutenant, SDIS de la GIRONDE
- M. SALOMON Stéphane
Adjudant, SDIS de la GIRONDE

Echelon OR

- M. BENHATCHI Djamel
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. DUFAURE Didier
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. GUILLOT Patrick
Adjudant Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LABOY Gilles
Sergent Chef, SDIS de la GIRONDE
- M. LANSALOT Alain
Caporal Chef, SDIS de la GIRONDE

- M. REYNALDO Xavier
Capitaine, SDIS de la GIRONDE

- M. ROUSSELON Stéphane
Lieutenant, SDIS de la GIRONDE

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:- :- :-

PREFECTURE DE GIRONDE

-:- :- :-

CONVENTION D'UTILISATION
2010-008

-:- :- :-

02 MARS 2012

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1^{er} mars 2010, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du Sud-Ouest, Bureau des Affaires Immobilières, représenté par le Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense, dont les bureaux sont au 89 Cours Dupré de Saint Maur à Bordeaux, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

EXPOSE

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à **BORDEAUX, 30 rue CASTEJA**.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins *du Tribunal de Police OMP*, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2

Désignation de l'immeuble

Ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis au 30 rue CASTEJA à Bordeaux d'une superficie totale de 535m², cadastré *KX N° 0116*, tel qu'il figure, délimité par un liseré (*cf. plan ci-joint*).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1^{er} janvier 2010, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

SANS OBJET

Article 5

Ratio d'occupation

Les surfaces de l'immeuble désigné à l'article 2 sont les suivantes :

-*SHON* : 535 m²

-*SUB* : 440 m²

-*SUN* : 273 m²

(D'après les informations fournies par le service utilisateur dans la demande de renseignements du 7 mai 2010).

Au 1^{er} janvier 2010, les effectifs présents dans l'immeuble sont les suivants :

Le nombre de postes travail est de 45, les effectifs physiques sont de 46.

En conséquence, le ratio d'occupation de l'immeuble désigné à l'article 2 s'établit à 6,07 mètres carrés par poste de travail.

Article 6

Etendue des pouvoirs de l'utilisateur

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Article 7

Impôts et taxes

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8

Responsabilité

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Article 9

Entretien et réparations

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

L'utilisateur qui ne dispose pas des services ou compétences nécessaires peut, après information du propriétaire, déléguer à un tiers l'exécution des travaux sous sa responsabilité.

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

Article 10

Engagements d'amélioration de la performance immobilière

SANS OBJET

Article 11

Loyer

La présente convention est conclue moyennant un loyer trimestriel de 7 573 euros (SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE TREIZE EUROS), payable d'avance au Comptable Spécialisé des Domaines sur la base d'un avis d'échéance adressé par le Service France Domaine.

La première échéance devra être réglée dès réception de l'avis de paiement correspondant. Les échéances suivantes devront être payées au plus tard le dernier jour du trimestre précédent le terme.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le loyer exigible, le cas échéant, au titre du premier trimestre, est payable avant la fin du mois de janvier de l'année considérée.

Article 12

Révision du loyer

Le loyer sera révisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, le niveau de départ étant le dernier publié au jour de la prise d'effet de la présente convention, soit le dernier publié au 31 décembre 2009, soit 1498.

Article 13

Contrôle des conditions d'occupation

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur. Il vérifie notamment l'évolution du ratio d'occupation par poste de travail.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur.

Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14

Terme de la convention

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2018.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Article 15

Pénalités financières

En cas de retard dans le paiement des loyers, les sommes dues portent intérêt au taux légal sans nécessité de mise en demeure.

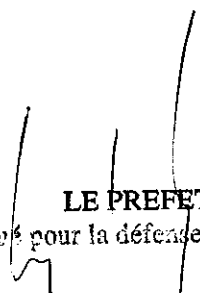
Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant du loyer au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement du loyer, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

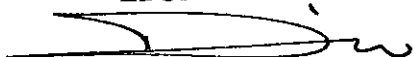
L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

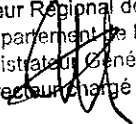
Le représentant du service utilisateur,


LE PREFET,
Délégué pour la défense et la sécurité
Hubert WEIGEL

Le préfet,


Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Isabelle DILHAC

Le représentant de l'administration
chargée des domaines,


Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine
et du Département de la Gironde et par délégation,
L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur chargé de la Gestion Publique

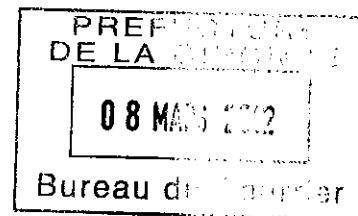
Bernard GABORIAU

Visa du contrôleur financier régional,

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-:-

PREFECTURE DE GIRONDE



-:-:-

CONVENTION D'UTILISATION

2010-012

-:-:-

02 MARS 2012

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1^{er} mars 2010, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Secrétariat Général pour l'Administration de la Police du Sud-Ouest, Bureau des Affaires Immobilières, représenté par le Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense, dont les bureaux sont au 89 Cours Dupré de Saint Maur à Bordeaux, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

EXPOSE

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à **BORDEAUX, 23 rue DUCAU**.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du *Commissariat DUCAU*, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2

Désignation de l'immeuble

Ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis au 23 rue Ducau à Bordeaux d'une superficie totale de 341 m², cadastré *PN N° 0034*, tel qu'il figure, délimité par un liseré (*cf. plan ci-joint*).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1^{er} janvier 2010, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

SANS OBJET

Article 5

Ratio d'occupation

Les surfaces de l'immeuble désigné à l'article 2 sont les suivantes :

-*SHON* : 341 m²

-*SUB* : 219 m²

-*SUN* : 118 m²

(D'après les informations fournies par le service utilisateur dans la demande de renseignements du 7 mai 2010).

Au 1^{er} janvier 2010, les effectifs présents dans l'immeuble sont les suivants : le nombre de postes de travail est de 11, les effectifs physiques sont de 16 . En conséquence, le ratio d'occupation de l'immeuble désigné à l'article 2 s'établit à 10,7 mètres carrés par poste de travail.

Article 6

Etendue des pouvoirs de l'utilisateur

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Article 7

Impôts et taxes

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8

Responsabilité

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Article 9

Entretien et réparations

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

L'utilisateur qui ne dispose pas des services ou compétences nécessaires peut, après information du propriétaire, déléguer à un tiers l'exécution des travaux sous sa responsabilité.

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

Article 10

Engagements d'amélioration de la performance immobilière

SANS OBJET

Article 11

Loyer

La présente convention est conclue moyennant un loyer trimestriel de 6 270 euros (SIX MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX EUROS), payable d'avance au Comptable Spécialisé des Domaines sur la base d'un avis d'échéance adressé par le Service France Domaine.

La première échéance devra être réglée dès réception de l'avis de paiement correspondant. Les échéances suivantes devront être payées au plus tard le dernier jour du trimestre précédent le terme.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le loyer exigible, le cas échéant, au titre du premier trimestre, est payable avant la fin du mois de janvier de l'année considérée.

Article 12

Révision du loyer

Le loyer sera révisé chaque année en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'institut national de la statistique et des études économiques, le niveau de départ étant le dernier publié au jour de la prise d'effet de la présente convention, soit le dernier publié au jour de la prise d'effet de la présente convention, soit le dernier publié au 31 décembre 2009, soit 1498.

Article 13

Contrôle des conditions d'occupation

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur. Il vérifie notamment l'évolution du ratio d'occupation par poste de travail .

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14

Terme de la convention

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2018.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Article 15

Pénalités financières

En cas de retard dans le paiement des loyers, les sommes dues portent intérêt au taux légal sans nécessité de mise en demeure.

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant du loyer au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement du loyer, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

LE PREFET,
Délégué pour la défense et la sécurité


Hubert WEIGEL

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,


Isabelle DILHAC

Le représentant de l'administration
~~chargée des domaines~~
Pour le Directeur des Finances Publiques d'Aquitaine
et du Département de la Gironde et par délégation,
L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur chargé de la Gestion Publique


Bernard GABORIAU

Visa du contrôleur financier régional,

PRÉFET DE LA GIRONDE

**Arrêté approuvant l'avenant modifiant l'article 11
de la convention constitutive du groupement d'intérêt public
formation continue et insertion professionnelle d'Aquitaine**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Education et notamment son article L 423 – 1 ;

Vu le décret n°2001-757 du 28 août 2001 pris en application de l'article L 423-1 du code de l'éducation et relatif aux groupements d'intérêt public constitués entre l'Etat et des personnes morales de droit public ou de droit privé dans le domaine de la formation continue, de la formation et de l'insertion professionnelle ;

Vu l'arrêté du 28 août 2001 pris en application de l'article 2 du décret n°2001-757 du 28 août 2001

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2002 portant approbation de la convention constitutive relative au groupement d'intérêt public dénommé GIP Formation Continue et Insertion Professionnelle d'Aquitaine

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2008 approuvant l'avenant portant prorogation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public Formation Continue et Insertion Professionnelle

Vu la demande présentée le 25 janvier 2012 par le président du GIP FCIP d'Aquitaine en vue de la modification de l'article 11 de la convention constitutive du GIP FCIP d'Aquitaine

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde

ARRETE

Article 1^{er} : Est approuvé l'avenant ci-annexé modifiant l'article 11 de la convention constitutive du GIP FCIP d'Aquitaine

Article 2 : la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Recteur de l'Académie de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Bordeaux le **13 MARS 2012**
Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

**DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES
TERRITORIALES**

Bureau du contrôle budgétaire
et des dotations

OUVERTURE D'UN COLLEGE A BRUGES

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les Collectivités Territoriales complétée par la loi n°85-97 du 25 janvier 1985 et notamment son article 15-5 codifié à l'article L.421-1 du Code de l'éducation,

VU l'avis du Comité Technique Paritaire Départemental du 3 novembre 2011,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale du 10 novembre 2011,

VU l'avis de Monsieur l'Inspecteur d'Académie de la Gironde favorable à l'ouverture d'un nouveau collège à BRUGES à la rentrée scolaire 2012,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE 1er : Un collège portant le n° 0333274 E est créé dans la commune de BRUGES.

ARTICLE 2 : Cet établissement, d'une capacité de 600 élèves, ouvrira à la rentrée scolaire 2012.

ARTICLE 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et Monsieur le Recteur de l'Académie de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 21 mars 2012

**P/LE PREFET
La Secrétaire Générale**

Signé : Isabelle DILHAC

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORT ET DU LOGEMENT

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT D'AQUITAINE

Bordeaux, le 27 mars 2012

SERVICE CLIMAT ÉNERGIE

Référence : EN / 2012/6274-0146 NL/ML

Affaire suivie par : Noël LASSERRE

noel.lasserre@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 05 56 93 32 73 – Fax : 05 56 24 84 04

**OBJET: Poste 400/225/63 kV du MARQUIS
Renforcement de la transformation 400/225 kV par l'ajout d'un
autotransformateur de 600 MVA**

**APPROBATION D'OUVRAGE DU RESEAU PUBLIC
DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ**

**Le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'énergie,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 421-1, L 422-1, L 422-2, R 422-2,

VU le décret n° 2006-1731 du 23 décembre 2006 approuvant le cahier des charges type de concession du réseau public de transport d'électricité,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU l'arrêté du 17 mai 2001 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,

VU le dossier de demande d'approbation de l'ouvrage cité en objet présenté à la date du 4 novembre 2011 par RTE EDF Transport SA,

VU la consultation à laquelle il a été procédé sur ce dossier en date du 18 novembre 2011,

VU les avis formulés et les accords réputés donnés,

Présent
pour
l'avenir

www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr

BP 55 rue Jules Ferry Cité administrative
33090 Bordeaux cedex

VU les lettres en dates des 23 janvier et 17 février 2012 par lesquelles RTE EDF Transport SA apporte les réponses aux observations formulées,

A P P R O U V E

préalablement à son exécution, le projet présenté le 4 novembre 2011 par RTE EDF Transport SA, sous réserve de se conformer aux dispositions spécifiques contenues dans les lettres des 23 janvier et 17 février 2012 susvisées,

La présente approbation sera :

- affichée dans les mairies des communes concernées,
- publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture

COPIE de la présente approbation est adressée à :

- M. le Maire d'Ambès,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Aquitaine – Délégation Territoriale Départementale de la Gironde,
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Gironde,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde,
- M. le Directeur du Réseau Ferré de France,
- M. le Directeur de France Télécom – URR Aquitaine,
- Mme la Directrice de TIGF,
- M. le Directeur de RTE EDF Transport SA, Transport Électricité Sud-Ouest, GIMR.

Pour le Préfet,
Le Directeur,
Pour le Directeur,
Le Chef du Service,

Alain LEMAINQUE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

ARRÊTÉ

prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour du site de l'établissement de Saint-Jean-d'Illac de DGA Essais de missiles sur les communes de Saint-Jean-d'Illac, Le Temple et Lanton (Gironde)

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement – partie législative - livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son chapitre V, section VI (articles L.515.15 à L515.25) relatif aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu le code de l'environnement – partie réglementaire - livre I^{er}, titre II relatif à l'information et à la participation des citoyens et notamment son chapitre V, section V (article D.125-29 à D.125-34) relatif aux comités locaux d'information et de concertation ;

Vu le code de l'environnement – partie réglementaire - livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son chapitre V, section VI, sous-section 1 (articles R. 515-39 à R. 515-50) relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300.2 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu la décision ministérielle n°01790 du 4 mai 1981 classant le CAEPE en opération secrète intéressant la défense nationale ;

Vu le décret ministériel du 16 février 2007 portant autorisation d'exploiter les installations du CAEPE ;

Vu l'étude de dangers jointe au dossier d'autorisation d'exploiter de juin 2006 et les compléments à l'étude de dangers diffusés par note 335393/CAEPE/MR/PYR du 22 novembre 2010.

Vu le rapport de lancement du plan de prévention des risques technologiques de l'inspection des installations classées de la défense en date du 17 juin 2011 ;

Considérant que certaines des installations du site de Saint-Jean-d'Ilac de DGA Essais de missiles sont classées « AS » (autorisation avec servitudes) au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R.511.9 et R.511.10 du code de l'environnement, et relèvent de ce fait des dispositions prévues à l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une partie des communes de Saint-Jean-d'Ilac, Le Temple et Lanton est susceptible d'être soumise aux effets de phénomènes dangereux générés par le site de Saint-Jean-d'Ilac de DGA Essais de missiles, établissement classé « AS » (autorisation avec servitudes) ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de cet établissement et la nécessité de limiter, par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT), l'exposition des populations exposées aux effets des phénomènes dangereux du site par des contraintes et des règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage ;

Arrête :

Article premier

Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite autour du site de Saint-Jean-d'Ilac de DGA Essais de missiles, sur parties des territoires des communes de Saint-Jean-d'Ilac, Le Temple et Lanton (Gironde) potentiellement exposées aux effets des phénomènes dangereux générés par les installations de DGA Essais de missiles.

Ces parties de territoires déterminent le périmètre d'étude pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT). La représentation cartographique de ce périmètre d'étude est annexée au présent arrêté.

Article 2

Nature des risques pris en compte

Les principaux phénomènes dangereux sont la combustion et l'éclatement pneumatique des propulseurs ainsi que la détonation de charges explosives.

Les parties de territoires incluses dans le périmètre d'étude sont susceptibles d'être impactées par les effets de surpression et les effets de projections des phénomènes dangereux précités.

Article 3

Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires et de la mer de Gironde et de l'inspection des installations classées de la Défense est chargée de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article premier.

Le préfet de la Gironde assure la coordination administrative du projet.

Article 4

Personnes et organismes associés

Les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont les représentants de :

- la commune de Saint-Jean-d'Illac ;
- la commune de Le Temple ;
- la commune de Lanton ;
- DGA Essais de missiles ;

L'association de ces organismes à l'élaboration du PPRT consiste en au moins deux réunions de travail : la première après le lancement officiel de la procédure, lorsque la superposition des cartes d'aléas et d'enjeux est disponible, la deuxième sur la base d'un premier projet de PPRT qui est l'occasion pour chaque partenaire de contribuer aux réflexions.

Le projet de PPRT, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'association, est soumis aux personnes et organismes associés. À défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

D'autres réunions peuvent être organisées en tant que de besoins. Toutes les réunions d'association sont convoquées au moins 7 jours avant la date prévue. Les comptes rendus sont adressés, pour observation, aux organismes associés. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du compte rendu.

Article 5

Modalités de concertation

Pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale et conformément à l'article R.515-50 du code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'information et de consultation ne sont pas effectuées.

Article 6

Mesures de publicité

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

Article 7

Délais

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration.

Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le ministre de la défense peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Article 8

Le préfet de la Gironde, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde et le chef de l'inspection des installations classées de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le 30 DEC 2011

Pour le ministre de la défense et par délégation

L'administratrice civile hors classe
Adjointe au sous-directeur
de l'immobilier et de l'environnement

Line BONMARTEL-COULOUME



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE
PRÉFECTURE DE LA VIENNE
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE
PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES
PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME
PRÉFECTURE DE L'INDRE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ du 24 février 2012

**Arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction
d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de
destruction d'espèces végétales protégées**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES
PRÉFET DE LA VIENNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DES DEUX-SÈVRES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE-MARITIME
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE L'INDRE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 modifié, relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 1988 fixant la liste des espèces végétales protégées sur le territoire de la région Poitou-Charentes et les modalités de leur protection,

- VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 1993 fixant la liste des espèces végétales protégées sur le territoire de la région Centre et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 mars 2002 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Aquitaine complétant la liste nationale,
- VU** l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des poissons protégés sur l'ensemble du territoire national,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 7 octobre 1992 fixant la liste des mollusques protégés sur le territoire métropolitain,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N° 98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** l'arrêté ministériel du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,
- VU** l'arrêté inter-préfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,
- VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par LISEA le 20 juillet 2011,
- VU** le dossier « Addendum suite aux observations restituées par les services au 18 octobre 2011 » déposé par LISEA le 14 novembre 2011,
- VU** le dossier « Eléments d'argumentaire suite aux commissions CNPN faune et flore », déposé par LISEA le 15 décembre 2011,

- VU** le dossier « Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN », déposé par LISEA le 20 janvier 2012,
- VU** l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 15 décembre 2011 complété par l'avis du 2 février 2012,

CONSIDERANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

Table des matières

TITRE 1 OBJET ET NATURE DE LA DEROGATION

Article 1 : Objet de la dérogation

Article 2 : Nature de la dérogation

TITRE 2 PRESCRIPTIONS

✓ Section 1 - Prescriptions spécifiques à la phase chantier

Article 3 : Durée de la phase chantier

Article 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisement et premiers terrassements) et les travaux en cours d'eau

Article 5 : Plan et planning du chantier

Article 6 : Périodes d'interventions pour l'aménagement des ouvrages hydrauliques dans les cours d'eau à Vison d'Europe

Article 7 : Organisation particulière du chantier

Article 7-1 : Ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Article 7-2 : Abattage des arbres favorables aux chiroptères et/ou aux insectes saproxyliques

Article 7-3 : Maintien des secteurs décapés dans un état défavorable pour la faune protégée

Article 7-4 : Autres modalités particulières concernant la faune

Article 8 : Mise en défens

Article 8-1 : Petite faune

Article 8-2 : Stations botaniques

Article 9 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Article 10 : Zones de dépôts et carrières d'emprunts

Article 10-1 : Pour les sites hors emprise mais ayant fait l'objet d'inventaires lors de l'état initial du projet

Article 10-2 : Pour les sites hors emprise et hors périmètre des inventaires réalisés lors de l'état initial du projet

Article 11 : Déplacements d'individus

Article 11-1 : Avant travaux

Article 11-1-1 : Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)

Article 11-1-2 : Populations de Grande mulette et Mulette épaisse

Article 11-1-3 : Pêche de sauvegarde pour les populations d'écrevisse à pieds blancs

Article 11-1-4 : Populations de Cistude

Article 11-1-5 : Populations d'insectes saproxyliques

Article 11-1-6 : Transplantations

Article 11-1-7 : Récoltes conservatoires

Article 11-1-8 : Valorisation de la banque de semences des sols

Article 11-2 : Durant le chantier

Article 12 : Gestion des espèces invasives

Article 13 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

✓ Section 2 - Prescriptions spécifiques des ouvrages

Article 14 : Aménagements pour le rétablissement de la continuité écologique

Article 14-1 : Ouvrages hydrauliques bénéficiant à la faune sauvage

Article 14-2 : Autres ouvrages

Article 14-3 : Suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence

Article 14-4 : Franchissement du marais de la Virvée

✓ **Section 3 – Prescriptions spécifiques en phase d'exploitation**

Article 15 : Clôtures et aménagements définitives

Article 16 : Aménagement paysager

Article 17 : Entretien des voies et des abords

✓ **Section 4 – Mesures de compensation**

Article 18 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Article 19 : Modalités de validation d'un site de compensation

Article 20 : Calendrier de mise en œuvre

Article 21 : Cas des secteurs de compensation issus des arrêtés ministériel et inter-préfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées dans le cadre des travaux de défrichement et d'archéologie préventive pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux

✓ **Section 5 - Mesures d'accompagnement**

Article 22 : Assistance environnementale

Article 23 : Suivi

Article 24 : Etudes permettant d'améliorer la connaissance sur certaines espèces

Article 24-1 : Espèces végétales directement impactées

Article 24-2 : Espèces végétales non directement impactées

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

Article 25 : Comité interpréfectoral de suivi

Article 26 : Comité technique

Article 27 : Dossier de récolement

Article 28 : Caractère de l'autorisation

Article 39 : Durée de l'autorisation

Article 30 : Cohérence entre les différents dossiers déposés par LISEA

Article 31 : Déclaration des accidents ou des incidents

Article 32 : Sanctions et contrôle

Article 33 : Voies et délais de recours

Article 34 : Exécution

ARRÊTENT

TITRE I – OBJET DE LA DEROGATION

ARTICLE 1 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire de la dérogation est LISEA, dont le siège social est situé 1 cours Ferdinand de Lesseps à Rueil Malmaison (92500), dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique entre Saint-Avertin (Tours) et Ambarès et Lagrave (Bordeaux) dit projet « LGV SEA ».

Ce projet comprend les opérations suivantes :

- la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse sur un linéaire de 301 km dont les ouvrages en terre (remblais, déblais), les ouvrages de franchissement (ouvrages d'arts, ouvrages hydrauliques et autres ouvrages de rétablissement) et les équipements ferroviaires (voies, ballasts, alimentations en énergie ...),
- les raccordements au réseau ferroviaire existant,
- les installations permettant la construction et l'exploitation de la ligne (bases travaux, bases de maintenance, les ouvrages d'accès aux ouvrages et équipements, les sous-stations d'alimentation électriques),
- les éléments connexes d'insertion dans l'environnement (rétablissement et voies latérales, voies de désenclavement, mesures de protection de la ressource en eau, protections acoustiques, aménagements paysagers, mesures de génie écologique, mesures environnementales compensatoires),
- l'exploitation de la ligne pendant la durée de la concession liant Réseau Ferré de France (RFF) à LISEA.

Cette dérogation complète celles accordées à Réseau Ferré de France visées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise travaux d'une surface de 5 033,23 ha, telle que présentée dans le dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 02 / Volume 05 – Atlas cartographique flore 2/2 - GCENV 21107 C0 et Pièce 03 / Volume 10 – Atlas cartographique flore 2/2 -GCENV 21110 B0), la société LISEA est autorisée, et sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger :

* aux interdictions suivantes :

- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos (espèces animales) ;
- capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle (espèces animales) ;
- coupe, cueillette, arrachage, enlèvement (espèces végétales) ;

* pour les espèces protégées listées dans le tableau joint en annexe n°1.

Lorsque la demande de dérogation porte sur des espèces et des activités visées à l'article R. 411-8 du code de l'environnement, les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont délivrées par le ministre chargé de la protection de la nature.

TITRE II. PRESCRIPTIONS

SECTION 1 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Durant la phase chantier, LISEA est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément aux dossiers relatifs à la demande de dérogation, déposés les 20 juillet, 14 novembre, 15 décembre 2011 et 20 janvier 2012, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 3 : Durée de la phase chantier

La phase de construction de la Ligne à Grande Vitesse pourra se dérouler jusqu'au le 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisements et premiers terrassements) et les travaux en cours d'eau

La planification des opérations de défrichement et de libération des emprises (décapage des sols, destruction de la végétation, premiers terrassements) tiendra compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Les interventions seront programmées hors périodes de repos et/ou de reproduction de la faune.

Pour l'Ecrevisse à pieds blancs et la Cistude d'Europe, au sein des sites où leur présence a été identifiée dans le dossier de demande du 20 juillet 2011, la période d'intervention devra être validée par la DREAL concernée dans les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté.


Les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe font l'objet de l'article 6 du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions applicables pour le démarrage des travaux au cours du mois de mars 2012, le tableau suivant précise, pour les interventions susceptibles de présenter des impacts sur les populations des espèces faisant l'objet de la dérogation (défrichement, libération des emprises, ...) et par grands types de milieux, les périodes d'interdiction et de vigilance, conditionnant la réalisation ou non des travaux et justifiant, le cas échéant, des modalités particulières d'intervention.

| Milieux concernés | Espèces ou cortège d'espèces concernés | Activités visées | Janvier | Février | Mars | avril | Mai | juin | juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|---|---|---|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| Boisements | Ensemble des espèces inféodées aux milieux forestiers et aux arbres | Dégagement des emprises incluant l'exploitation des arbres, le défrichement et les premiers terrassements | | | | | | | | | | | | |
| Bocages, vallées alluviales, zones humides | avifaune dont Rôle des genêts, batraciens, reptiles, mammifères | Dégagement des emprises (abattage des arbres isolés et des haies, décapage des sols, comblement des mares, terrassements) | | | | | | | | | | | | |
| Plaines agricoles avec intérêt patrimonial identifié (cultures, prairies, jachères, vignes) | Outarde Canepetière, Oedicnème criard, busards, cortège des espèces des milieux ouverts | Dégagement des emprises (décapage des sols, terrassements) | | | | | | | | | | | | |
| Autres secteurs de plaines agricoles (cultures, prairies, jachères) | cortège des espèces des milieux ouverts | Dégagement des emprises (abattage d'arbres isolés, de haies, décapage des sols, terrassements) | | | | | | | | | | | | |
| secteurs urbanisés | cortège des espèces ubiquistes | Dégagement des emprises (décapage des sols, terrassements) | | | | | | | | | | | | |
| Cours d'eau abritant le Castor d'Europe | Castor d'Europe | Dégagement des emprises incluant le défrichement des milieux boisés | | | | | | | | | | | | |
| Cours d'eau abritant le Vison d'Europe | Vison d'Europe | Dégagement des emprises incluant le défrichement des milieux boisés | | | | | | | | | | | | |
| Autres cours d'eau | poissons | Interventions directes sur le lit mineur et les berges | | | | | | | | | | | | |
| En fonction des espèces de poissons présentes au sein du cours d'eau impacté – se référer aux arrêtés Loi sur l'Eau | | | | | | | | | | | | | | |

 période favorable à la réalisation des travaux

 période de vigilance pour les travaux : intervention obligatoire d'un écologue sur chacun des sites et si nécessaire mise en œuvre de protocoles d'intervention particuliers

 période d'interdiction des travaux : grande sensibilité des espèces.

Cas particulier du démarrage des travaux en 2012 :

1 - En dehors du cas particulier des travaux concernant des cours d'eau abritant le Vison d'Europe, pour les milieux suivants : boisements / bocages, vallées alluviales, zones humides, LISEA est autorisé à conduire les opérations de libération des emprises (défrichement, décapage des sols, premiers terrassements) sur l'ensemble des milieux naturels inclus au sein des emprises travaux à compter de la date de signature du présent arrêté, le plus tôt possible au cours du mois de mars 2012 et sous réserve que ces interventions n'aient pas d'incidence sur la reproduction des espèces considérées.

A cet effet, LISEA ne peut réaliser ces interventions que si à l'aide d'une surveillance appropriée réalisée par des experts écologues, il est établi qu'elles n'auront pas d'incidence sur la reproduction des espèces considérées. En tout état de cause, ces interventions ne pourront avoir lieu après le 23 mars 2012 pour les milieux bocagers, les vallées alluviales et zones humides, et après le 31 mars pour le milieu "boisements" en référence au tableau précédent.

2 – S'agissant des interventions sur les cours d'eau favorables au Vison d'Europe, LISEA est autorisé à procéder aux travaux de libération des emprises jusqu'au 23 mars 2012 et selon la procédure qu'il a établie « travaux de déboisement - procédure d'intervention zone vison » et qu'il a transmise à l'Administration. Les travaux s'effectuent selon le document fourni à l'administration « planning prévisionnel des interventions dans les secteurs d'habitats du vison d'Europe » étant entendu que par rapport à ce document, en fonction des deux types de sensibilité définies dans ce document (1 : milieu attractif pour la reproduction de l'espèce ; 2 : tête de bassin, milieu dégradé, fossé agricole, absence de ripisylve ou ripisylve clairsemée), les périodes d'intervention sont ainsi modifiées :

- les interventions dans les secteurs relevant d'une sensibilité de type « 1 » ne peuvent s'effectuer après le 15 mars;
- les interventions dans les secteurs relevant d'une sensibilité de type « 2 » peuvent s'effectuer jusqu'au 23 mars.

Les modalités de suivi définies au 1 ci-dessus s'appliquent.

Pour les autres espèces, le calendrier ci-dessus s'applique dès le démarrage des travaux en 2012.

ARTICLE 5 : Plan et planning du chantier

Le planning mensuel prévisionnel des interventions (mise en défens, défrichements, interventions sur les cours d'eau, terrassements, gestion des espèces invasives, interventions des écologues, ...) sera transmis aux DREAL concernées, pour validation préalable au regard du respect des périodes d'intervention prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Concernant plus particulièrement les interventions sur les cours d'eau, le planning sera accompagné d'un tableau synthétisant, par cours d'eau, les enjeux relatifs aux espèces protégées et la période d'intervention retenue.

Les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe font l'objet de l'article 6 du présent arrêté.

Ce planning sera accompagné de plans localisant de façon précise les différentes opérations.

Les délais de transmission de ces documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, pour que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Pour les opérations de démarrage des travaux en février et mars 2012, les obligations de transmission des documents s'opèrent au plus tôt après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Planning d'intervention pour l'aménagement des ouvrages hydrauliques dans les cours d'eau à Vison d'Europe

Le planning mensuel des interventions (mise en défens, défrichements, dérivations, réalisation des ouvrages hydrauliques, ...) sur les cours d'eau concernés par le Vison d'Europe sera transmis, pour validation

préalable, aux DREAL concernées au regard du respect des périodes d'intervention prévues à l'article 4 du présent arrêté. Ces cours d'eau sont listés dans le document figurant à l'**annexe n°2** au présent arrêté.

Afin d'élaborer ce planning, LISEA devra communiquer préalablement aux DREAL une note méthodologique explicitant les critères utilisés pour planifier les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe : distance entre cours d'eau, linéaire ou surface d'habitats favorables en amont et en aval de l'ouvrage par cours d'eau intersecté, présence de corridors de déplacement d'un même côté de l'ouvrage permettant au Vison, le cas échéant, de se reporter sur un autre cours d'eau.

Chaque planning mensuel sera accompagné d'une note d'analyse basée sur cette méthodologie, démontrant que le Vison d'Europe dispose d'un domaine vital suffisant (en termes d'importance, de répartition et de fonctionnalité des habitats favorables) durant la phase de construction des ouvrages hydrauliques.

Une analyse sera également fournie a posteriori pour apprécier, sur l'ensemble de la période des travaux, l'impact cumulé des travaux sur le Vison d'Europe et la pertinence des choix d'organisation.

L'ensemble de ces documents (note méthodologique, planning d'intervention, analyse par ouvrage, analyse globale) sera soumis à la validation des DREAL concernées. Les délais de transmission des divers documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, afin que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Pour les opérations de démarrage des travaux en février et en mars 2012, les obligations de transmission de documents s'opèrent au plus tôt après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Organisation particulière du chantier

7.1 Ouvertures des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile ou qu'ils ne reviennent sur place. Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées :

Dans le cas de petites surfaces ou linéaires de fossés de drainage, d'écoulements de type « crastes » ou petits ruisseaux :

- ♦ phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- ♦ phase 2, un abattage des arbres à la tronçonneuse est effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassements ;
- ♦ phase 3, tous les bois sont enlevés immédiatement de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison ou la Loutre ;
- ♦ phase 4, La zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;
- ♦ phase 5, une fois ces étapes franchies, les terrassements peuvent être engagés.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de sa mise en œuvre doivent être définies par un spécialiste de ces espèces. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de l'intervention de ce spécialiste et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

7.2 Abattage des arbres favorables aux chiroptères ou/et aux insectes saproxyliques

L'abattage des arbres dans les secteurs comportant des arbres gîtes potentiels pour les chiroptères ou les insectes saproxyliques feront l'objet de modalités particulières définies ci-après. Ces secteurs comprennent tous les boisements situés au sein des habitats identifiés pour ces espèces ainsi que des arbres de plus de 50 cm de diamètre.

Les arbres, gîtes potentiels pour les chiroptères, seront identifiés par un chiroptérologue au préalable des opérations de défrichement. Dans le cas où ils seraient recouverts de lierre, celui-ci devra être enlevé 1 à 2 semaines avant l'abattage de l'arbre. Avant tout abattage d'arbre jugé favorable aux chiroptères, le chiroptérologue vérifiera à l'aide d'un détecteur et/ou d'un endoscope, dans les 24 heures précédant l'abattage, l'absence d'individus. Si la présence de chauve-souris est affirmée, et hors période de parturition, il faudra attendre l'envol complet des individus partant chasser avant de couper l'arbre. Une heure après l'envol, un colmatage de l'entrée du gîte avec un matériau solide sera réalisé. L'abattage de l'arbre pourra être ensuite réalisé sous la surveillance du chiroptérologue. En période de parturition, l'arbre devra être maintenu sur pied jusqu'à la dispersion de la colonie.

Les arbres colonisés par le grand Capricorne du chêne (*Cerambyx cerdo*) ou la Rosalie des Alpes (*Rosalie alpina*) seront identifiés. Ils feront alors l'objet d'un marquage et les grumes seront déposées au soleil en bordure de haie ou de lisière, à proximité des emprises jusqu'au mois de juin suivant pour le grand Capricorne et août pour la Rosalie des Alpes. Ces grumes devront être isolées du sol en les posant, perpendiculairement, sur deux autres grumes non habitées par l'espèce.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

7.3 Maintien des secteurs décapés dans un état défavorable pour la faune protégée

Les décapages de libération des emprises devront intervenir selon le calendrier fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Après cette libération des emprises, le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires pour que le milieu ne devienne pas favorable à la réinstallation d'espèces animales et notamment de l'avifaune protégée.

Ce point de vigilance concerne particulièrement les secteurs défrichés (repousse ligneuse favorable à l'installation d'espèces fréquentant les clairières comme l'Engoulevent d'Europe) ou les secteurs de plaine agricole (développement de faciès de friches herbacées très attractives pour de nombreuses espèces de l'avifaune de plaine).

Le pétitionnaire devra communiquer un protocole de gestion de ces emprises (gestion mécanique de la végétation à un rythme et des dates adaptées au contexte local) pour validation aux DREAL concernées. Ce protocole devra être transmis dans un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

La localisation des secteurs ainsi gérés devra figurer dans le journal de bord prévu à l'article 13 du présent arrêté.

7.4 Autres modalités particulières concernant la faune

Des nichoirs spécifiques pour la Bergeronnette des ruisseaux seront mis en place, à proximité des ouvrages hydrauliques, au niveau des cours d'eau fréquentés par cette espèce.

Des nichoirs spécifiques pour la Chouette Athéna seront mis en place au niveau des prairies bocagères de Sauzais-Vaussais / Londigny (86), conformément à la page 477 du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 02 / Volume 03 – Dossier faune 2/2 -GCENV 21106 B0).

De la même façon, des gîtes à chiroptères seront installés dans les ouvrages hydrauliques des cours d'eau fréquentés par ces espèces, comme indiqué dans le dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (pages 266 à 293 de la Pièce 02 / Volume 03 – Dossier faune 2/2 -GCENV 21106 B0 et pages 192 à 194 de la Pièce 02 / Volume 02 – Dossier faune 1/2 -GCENV 21100 B0).

En outre, des hibernaculum seront mis en place pour les reptiles.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Mise en défens

8.1 Petite faune

L'emprise chantier sera limitée par la mise en place d'un balisage et la mise en défens des zones sensibles, notamment le long des cours d'eau, dans les secteurs d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles cartographiés dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) dans le dossier de demande de dérogation. Un linéaire de bâche sera posé afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise. Il sera implanté en moyenne sur 50 m de part et d'autre du site devant être détruit pour toute la durée des travaux en attendant la pose des clôtures définitives. La longueur de cette clôture sera adaptée au cas par cas en fonction de la topographie, du contexte du cours d'eau, des accessibilités, de la visibilité et du risque pour les ouvriers lors de la circulation. Ces bâches en géotextile ou géomembranes devront être remplacées dès qu'elles n'assureront plus leur rôle de barrière étanche. Elles devront présenter une hauteur minimale de 30 cm et être enterrées sur 10 cm minimum. Un bourrelet de terre assurera l'étanchéité. Un écologue devra s'assurer du bon entretien de ces bâches et devra transférer les éventuels individus piégés à l'intérieur de l'emprise vers des milieux propices. Ces déplacements seront réalisés dans les conditions fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Dans les secteurs fréquentés par la Cistude d'Europe, une clôture de 80 cm de hauteur, dont 60 cm hors sol, avec bavolet de 10 cm, et 10 cm enterrés, à maille de 5 mm x 5 mm sera mise en œuvre.

Des mises en défens seront également réalisées dans les secteurs favorables aux espèces suivantes :

- insectes, notamment saproxyliques et papillons;
- Alouette lulu, Traquet motteux, Bouscarle de Cetti, Cisticole des joncs.

En outre, des filets de protections seront installés, entre avril et septembre, à proximité des zones de construction des ouvrages hydrauliques, en cas de présence avérée de Râle des genêts ou de Grèbe castagneux.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

8.2 Stations botaniques

Afin de garantir la préservation et la pérennité des stations d'espèces végétales protégées, listées à l'article 2, situées sur et en bordure de l'infrastructure, LISEA est tenue d'assurer la mise en défens des stations botaniques figurant dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 - Pièce 3 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0).

Le confinement des stations sera réalisé par la mise en place :

- de barrières de chantier (de type fil de fer et/ou grillage de 1,50 à 1,80 m de hauteur). Ces barrières seront installées en limite d'emprise de travaux ou en limite de la station d'espèce suivant les cas ;
- de panneaux de signalisation de la station botanique.

Aucun engin de travaux et aucun personnel de chantier ne sera autorisé à pénétrer dans les stations botaniques.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Au sein de l'emprise définie au dossier, les installations de chantier principales, notamment les accès et pistes, le réseau d'assainissement, les espaces de rétablissement temporaires ou la reconstitution définitive des sections de cours d'eau déviés, les zones de stockage de matériaux, les bases travaux, éviteront au maximum les impacts sur les zones d'habitats d'espèces protégées, telles que définies dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) et dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0) du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011.

Cette limitation de l'emprise se traduira par la mise en place de dispositifs de protection conformément à l'article 8 et installés dès le début du chantier.

En outre, la mise en œuvre de cette mesure sera intégrée aux plans et planning de travaux, selon les conditions fixées par les articles 4 et 5.

Dans les stations les plus sensibles, en particulier landes humides, boisements hygrophiles, pelouses et landes calcicoles, pour tous les travaux en dehors de l'emprise de la future plate-forme ferroviaire, la DREAL pourra prescrire la pose d'un géotextile sur les milieux naturels pour protéger la strate sous-jacente et permettre une réelle extraction totale de tous les matériaux extérieurs.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlèvera tous les décombres, terres, dépôts de matériaux provisoires et déchets qui pourraient subsister.

Pour tous les ouvrages temporaires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée provisoirement dans les zones inondables des cours d'eau ou les zones humides, il est exigé de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités optimales de ces zones humides ou inondables des berges et lits mineurs impactés, conformément aux recommandations de l'ONEMA.

Les thalwegs et cours d'eau feront également l'objet d'une remise en état à l'issue des travaux permettant de retrouver, conformément aux recommandations de l'ONEMA, les conditions optimales de pente, de profil en long et en travers et de granulométrie du fond de thalweg.

ARTICLE 10 : Zones de dépôts et carrières d'emprunt

Pour les matériaux autres que ceux utilisés pour les ballasts, il sera fait appel en priorité aux extractions directement liées au projet (déblais), et aux carrières existantes à proximité. La provenance des matériaux sera spécifiée dans les documents prévus à l'article 5.

La liste actualisée des carrières sollicitées par COSEA puis retenues pour les besoins de la construction de la LGV SEA sera portée à la connaissance des DREAL par LISEA tous les 6 mois.

Les zones de dépôts de matériaux et les installations de chantier qui ne sont pas comprises dans les emprises du projet faisant l'objet de la présente demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées, devront être localisées dans des sites non concernés par la présence d'espèces protégées : le principe d'évitement sera appliqué.

10.1 Pour les sites hors emprise du projet mais ayant fait l'objet d'inventaires lors de l'état initial

La connaissance des espèces protégées établie à partir des inventaires réalisés pour constituer l'état initial de référence du projet LGV SEA sur le plan environnemental, permet une première sélection des sites les plus adaptés à la réalisation des dépôts et des installations de chantier. Des prospections de terrain devront

être conduites par un écologue à une saison adaptée aux enjeux potentiels pour vérifier l'absence d'enjeux ponctuels non détectés au préalable.

Pour chaque zone de dépôt située en dehors des emprises faisant l'objet de la présente dérogation, une demande devra être formulée auprès de la DREAL concernée **au moins 3 mois** avant le début d'utilisation de ces zones. Ce délai est porté à 6 mois si l'état initial identifie des habitats ou des spécimens d'espèces protégées.

Ce dossier devra comprendre :

- un plan de localisation précis (sur carte au 1/25 000^{ème});
- une cartographie des habitats naturels présents (à l'échelle du 5000^{ème}) dont les haies, arbres isolés et éléments fixes du paysage (mares, murets de pierres, fossés...);
- une note démontrant l'absence d'impact de ce dépôt pour les populations locales d'espèces protégées.

La DREAL pourra soit valider l'absence d'impact sur les espèces protégées soit demander la production d'un dossier spécifique de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées.

10.2 Pour les sites hors emprise du projet et hors périmètre des inventaires réalisés lors de l'état initial du projet

S'il devient nécessaire de rechercher des sites en dehors des zones investiguées et connues dans le cadre de la conception de la présente demande, de nouveaux inventaires, exhaustifs, seront réalisés afin de choisir les sites les plus appropriés.

Au vu de ces inventaires, une demande devra être formulée auprès de la DREAL concernée selon les modalités décrites à l'article 10.1.

ARTICLE 11 : Déplacements d'individus

11.1 Avant travaux

11.1.1 Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)

Le pétitionnaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces. Le pétitionnaire informera la DREAL concernée avant chaque opération de sauvetage.

Concernant le Castor, si un terrier est mis en évidence au démarrage des travaux, la sauvegarde des individus peut requérir leur délocalisation temporaire des individus, le temps d'artificialiser la zone du terrier. Les opérations de repérage seront menées juste avant le démarrage des travaux sur zone. Le terrier repéré sera détruit à la main de façon progressive en permettant aux individus de s'enfuir, avec une intervention une à deux heures avant le coucher du soleil afin que les animaux puissent rechercher un nouveau gîte au cours de la nuit. La zone environnante sera alors artificialisée en suivant pour limiter un retour des animaux sur place. Une telle opération sera encadrée par le "Réseau Castor" de l'ONCFS.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

11.1.2 Population de grande Mulette et Mulette épaisse

Sur les sites de présence d'individus vivants de Grande mullette et Mulette épaisse, LISEA mettra en oeuvre les protocoles de déplacements établis par le bureau d'études Biotope. Le marquage individuel des individus l'année n-1 doit maximaliser l'efficacité de ce déplacement l'année n et permettre une cartographie des individus, ainsi que leur suivi sur la zone d'accueil et la définition des conditions de leur éventuel retour dans leur site initial. Ces interventions seront réalisées par une équipe d'ingénieurs écologues, spécialisés dans l'écologie des bivalves d'eau douce. Chacun des intervenants devra être avoir été autorisé par un arrêté préfectoral nominatif à déroger à l'interdiction de transport de spécimens d'espèces protégées.

Le protocole détaillé des opérations sera soumis à la validation de la DREAL concernée. Son délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de sauvetage, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximum de 15 jours après l'intervention.

✓ Grande Mulette :

Il s'agit des individus situés sur la Vienne (Nouâtre, Ports-sur-Vienne) aux abords immédiats de la zone travaux, soit une quarantaine d'individus. Les mollusques seront déplacés vers la station de Rhonne, sur la Creuse.

Afin de suivre l'acclimatation des individus, un suivi de ceux-ci dans la nouvelle station sera réalisé au moins une fois par semaine pendant 2 mois. Une veille sur la Creuse et l'Esves (affluents de la Creuse en amont de la station) permettra de prévenir toute pollution du secteur. En cas de pollution, un barrage flottant sera mis en place. Cette surveillance permettra également de suivre les niveaux d'eau en période d'étiage.

✓ Mulette épaisse :

Il s'agit des individus situés sur la Vienne (estimés à 8 000), ainsi que d'une centaine d'individus sur l'Auxance, la Boivre, le Palais et la Longère. Les sites de prélèvements, les caractéristiques des stations d'accueil favorables et leur suivi seront notamment précisés dans le protocole évoqué dans le présent article.

11.1.3 Pêches de sauvegarde pour les populations d'Ecrevisse à pieds blancs

Les captures pourront être réalisées selon les modalités suivantes :

- pose préalable de nasses, la veille du déplacement ;
- pêche « à vue », de nuit, permettant des captures à l'épuisette à l'aide de lampes torches, lorsque les individus sont en activité ;
- pêches électriques complémentaires, permettant de capturer la totalité des individus dans leurs caches diurnes.

Les individus capturés seront placés dans des glacières contenant de l'eau du cours d'eau de prélèvement et équipées d'un bulleur pour oxygéner l'eau si nécessaire.

Les protocoles de pêche, les sites d'accueil et les modalités de suivi seront soumis à la validation préalable de la DREAL concernée. Leur délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des opérations.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de sauvetage, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximum de 15 jours après l'intervention.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

11.1.4 Populations de Cistude d'Europe

Des sessions de piégeage seront réalisées dans la zone en chantier (ruisseau ou étang) pour replacer les Cistudes dans les zones sécurisées, dès le début des travaux.

Des filets aquatiques barrant l'accès à la zone de chantier seront installés, ainsi que des grillages sur les berges afin d'éviter le retour de la faune sur la zone en travaux.

Afin de ne pas couper complètement les connexions entre les parties amont et aval des ruisseaux les plus fréquentés, les filets pourront être remplacés par des filets verveux. Ces derniers permettront la capture des individus en déplacement sur le linéaire et le relâché d'un côté ou de l'autre de la zone en travaux. Dans ce cas, le relevé des pièges est journalier.

Le protocole détaillé de capture, relâcher et suivi sera soumis à la validation préalable de la DREAL concernée. Son délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des opérations.

Les services de la DREAL, de l'ONEMA et de l'ONCFS seront rendus destinataires du compte-rendu mensuel de ces opérations.

Ces actions seront assurées par les membres de l'association Nature Environnement 17. Ces intervenants devront être bénéficiaires d'une dérogation spécifique les autorisant à transporter des spécimens de Cistude d'Europe.

11.1.5 Populations d'insectes saproxyliques

Les arbres sénescents, habitats favorables à certaines espèces d'insectes saproxyliques seront repérés avant les travaux et préservés par mise en défens dans les conditions fixées aux articles 6.2 et 7.1.

11.1.6 Transplantations

Parmi les espèces végétales protégées, seuls l'Ail rose et la Fritillaire pintade (espèces à bulbes) feront l'objet de transplantation.

Le protocole de recueil de terrain et de conservation, le calendrier prévisionnel ainsi que le choix du site et les modalités d'implantation seront fournis au préalable pour validation, à la DREAL concernée.

Les délais de transmission des divers documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, afin que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de transplantation, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximum de 15 jours après l'intervention.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transplantations. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

11.1.7 Récoltes conservatoires

Des récoltes conservatoires de graines ou de boutures pourront être entreprises pour la Crapaudine de Guillon, le Lin des collines, la Fritillaire pintade, la Germandrée des marais, la Globulaire de Valence, le Lupin à feuilles étroites, le Nerprun des rochers, l'Odontite de Jaubert, l'Orchis à fleurs lâches, la Samole de Valerand.

Ces opérations, à la charge du pétitionnaire, pourront être réalisées par le Conservatoire Botanique National territorialement compétent.

11.1.8 Valorisation de la banque de semences des sols

Les terres superficielles provenant du décapage des stations botaniques remarquables seront identifiées et bénéficieront d'un stockage adapté. Elles devront être réutilisées en couche de couverture sur des terrains proches du lieu de prélèvement pour les travaux de remise en état paysagère ou biologique.

Les modalités fines de mise en œuvre de ces opérations (repérage des stations botaniques concernées, type et réalisation du stockage, site d'utilisation, calendrier) doivent être définies par des botanistes. Les DREAL seront informées au moins 15 jours à l'avance de l'intervention de ces spécialistes et seront rendues destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

11.2 Durant le chantier

Pour les secteurs identifiés comme habitats d'espèces protégées dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) et dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0) du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011, le pétitionnaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour la petite faune terrestre (mammifères, reptiles et amphibiens). Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des

mares ou plans d'eau de substitution, au plus près de la zone d'impact. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces.

Le protocole de recueil de terrain, le calendrier prévisionnel ainsi que le choix du site et les modalités d'implantation seront fournis au préalable pour validation aux DREAL. Les délais de transmission seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre**, afin que les services puissent formuler leurs avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance des opérations planifiées et seront rendus destinataires des comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'opération.

Pour les autres secteurs, les déplacements non prévus de spécimens protégés, en cas de nécessité apparaissant au cours du chantier, seront réalisés selon les modalités définies pour les déplacements planifiés.

Les DREAL seront informées mensuellement de ces opérations n'ayant pu être planifiées en début de chantier.

Seules les personnes listées en **annexe 3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

L'ensemble des déplacements de spécimens protégés sera reporté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Gestion des espèces invasives

Toutes les dispositions de prévention, éradication et confinement seront prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives, notamment végétales, dans l'aire des travaux :

- formation du personnel de chantier à la reconnaissance des plantes invasives et aux mesures de prévention permettant de lutter contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes.
- interdiction d'utiliser les herbicides pour maîtriser la dissémination des espèces concernées.
- balisage des zones de présence d'espèces invasives :
 - Zones identifiées avant le démarrage des travaux : Les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives seront identifiés et matérialisés au préalable par un écologue. Un périmètre de sécurité de 10 m sera établi et une clôture physique ou des panneaux signalétiques, conformément aux modalités précisées à l'article 8, seront mis en place avant toute autre activité. Aucun engin ou véhicule ne pénétrera dans ces zones sans l'accord du chargé d'environnement.
 - Zones identifiées en cours de travaux : en cas d'apparition d'espèces invasives en cours de travaux ou de détection d'une zone non préalablement identifiée, la zone sera mise en défens selon les modalités présentées à l'article 8. Les informations seront en outre transmises au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.
- interdiction de mélange ou de transfert de terres entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes.
- pour limiter au maximum l'apparition d'espèces envahissantes, les semencements et plantations seront réalisés au plus tôt après les terrassements.
- modalités particulières pour les espèces à diffusion par graines, telle que l'Ambrosie :
 - Sur les sites où ce type d'espèce est présente dans les emprises de chantier avant les travaux : fauchage ou arrachage avant la floraison,
 - Concernant les stocks de terre végétale : en fonction de la durée du stockage, soit enherbement temporaire soit surveillance régulière de l'apparition de pousses de ce type d'espèce et arrachage au fur et à mesure.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par multiplication végétative par rhizomes et boutures (exemples : Renouée du Japon, Berce du Caucase, Jussies...) :
 - Jussies et autres plantes aquatiques : les transferts d'eau, de végétation et de sédiments sont interdits dans les secteurs infestés lors de la création de mares.
Par précaution, avant le début des travaux sur un cours d'eau, les produits végétaux seront arrachés avec précaution, puis éliminés par un procédé rigoureux évitant tout risque de diffusion (séchage, mise en décharge, incinération, compostage).
 - Renouée du Japon :
 - pour les terres nouvellement et faiblement contaminées : arrachage des pieds;
 - pour les terres fortement contaminées en zone de déblais : décapage de la couche superficielle (sur une épaisseur maximum de 3 m selon les besoins du déblai), évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes;
 - pour les terres fortement contaminées en zone de remblais : couverture des terres contaminées laissées en place par des matériaux sains sur une hauteur d'au moins 4 m. Si les conditions géotechniques ne le permettent pas, décapage de la couche superficielle devant être purgée, évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes.
- nettoyage au jet d'eau haute pression des engins et matériels de chantier ayant participé aux travaux de terrassement en zone contaminée, suivi d'une inspection visuelle pour s'assurer de l'absence de fragments de végétaux et de sédiments susceptibles de contaminer d'autres sites.

La liste, non exhaustive, des espèces concernées est la suivante : *Ambrosia artemisiifolia* (Ambroisie), *Fallopia japonica* (Renouée du Japon), *Phytolacca americana* (Raisin d'Amérique), *Ailanthus altissima* (Ailante), *Ludwigia sp.* (Jussies), *Phelypaea ramosa* (Orobanche rameuse), *Heracleum mantegazzianum* (Berce du Caucase), *Buddleja davidii* (Arbre à papillon) et *Robinia pseudoacacia* (Robinier faux-acacia). Cette liste sera complétée, en lien avec les Conservatoires Botaniques Nationaux, en fonction des données issues de la bibliographie et collectées sur le terrain.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

Un protocole précis et actualisé de gestion des espèces invasives à l'échelle du chantier LGV SEA sera fourni aux DREAL pour validation la première année. Par la suite, un bilan annuel sera également fourni.

ARTICLE 13 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le pétitionnaire est tenu d'établir et de transmettre aux DREAL, mensuellement, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces, l'enchaînement des phases et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

SECTION 2 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES DES OUVRAGES

ARTICLE 14 : Aménagements pour la transparence écologique de l'infrastructure

La transparence de l'infrastructure sera assurée par différents types d'ouvrages, souterrains ou aériens, mis en place par LISEA :

- ouvrages de franchissement des vallées;
- ouvrages hydrauliques;
- passages grande faune et tranchées couvertes;

- passages petite faune;
- aménagement spécifique pour les chauves-souris "hop-over";
- ouvrages mixtes voirie agricole ou randonnée / grande faune.

La liste de ces ouvrages et de leurs principales caractéristiques est fournie en **annexe n°4**. Les caractéristiques techniques des aménagements des ouvrages avec une astérisque dans ce tableau seront soumises à la validation des DREAL concernées.

Des buses sèches supplémentaires devront être mises en place au niveau de dix buses hydrauliques présentes sur des cours d'eau prioritaires pour le Vison d'Europe. Le pétitionnaire devra présenter pour le 1er avril 2012 la liste des ouvrages concernés et la méthodologie employée. L'ensemble de ces éléments sera soumis à validation de la DREAL Aquitaine et de la DREAL Poitou-Charentes.

Certains ouvrages pourront faire l'objet d'adaptations mineures en phase de travaux, liées à la topographie ou aux contraintes de chantier. Ces adaptations peuvent porter, par exemple, sur le calage fin de l'ouvrage, sur sa pente, sa longueur ou sa forme. Ces adaptations ne devront jamais être de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus, la continuité écologique et, dans le cas des ouvrages hydrauliques, le transport sédimentaire.

Ces adaptations devront être validées au préalable par la DREAL concernée (et le cas échéant par le service en charge de la Police de l'Eau).

14-1 Ouvrages hydrauliques bénéficiant à la faune sauvage :

En complément de leur fonction hydraulique, ces ouvrages doivent assurer une transparence de la ligne LGV SEA pour la faune aquatique, les mammifères semi-aquatiques ainsi que pour la petite voire grande faune sauvage. Ils font donc l'objet d'aménagements spécifiques listés dans **l'annexe n° 4** (banquettes latérales, reconstitution de berges, ...).

L'implantation des ouvrages et travaux doit être adaptée aux caractères environnementaux des milieux aquatiques. Ceux-ci doivent être de nature à éviter ou, à défaut, à limiter autant que possible les perturbations sur les milieux tant terrestres qu'aquatiques présentant un intérêt floristique et/ou faunistique.

Dans le cas d'une modification du lit, les travaux de reconstitution seront orientés vers un objectif de restauration physique des cours d'eau : création d'un lit d'étiage, respectant les caractéristiques hydro-morphologiques de référence (pente naturelle du cours d'eau, section hydraulique, hauteurs de rives pour débit de débordement, granulométrie des fonds notamment), une diversification des profils en travers, des profils en long et des écoulements ainsi que la reconstitution du substrat.

Des mesures d'accompagnement ayant pour objectif la renaturation des berges reprofilées seront réalisées afin de restaurer la diversité des habitats et d'éviter la colonisation des rives par des espèces exotiques envahissantes. Ces travaux seront complétés par la plantation d'une ripisylve diversifiée constituée d'essences locales d'arbres de plein vent (aulnes, saules, frênes, tremble, peuplier noir, chênes,...) participant à la consolidation des berges et d'une strate arbustive (aubépines, églantiers, cornouillers, fusains, prunelliers,...), cet ensemble participant par ailleurs à la structuration du paysage et assurant un refuge et une source de nourriture pour la faune terrestre et semi-aquatique.

Les espèces végétales doivent être choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau. Les plantations de végétation à système racinaire peu profond ne permettant pas une bonne stabilité de berges et pouvant entraîner des perturbations importantes de l'écoulement des eaux en cas de déracinement, notamment les peupliers de culture, sont proscrites.

Mise en place d'un gradient de luminosité progressif au niveau des ouvrages : pour les cours d'eau abritant une faune piscicole, une implantation ou une reconstitution de la ripisylve aux deux extrémités des ouvrages devra être réalisée pour éviter un passage brutal ombre / lumière.

14- 2 Autres ouvrages :

Il s'agit des passages grande faune (PGF), des passages petite faune (PPF), des ouvrages mixtes et des Hop -Over.

Les abords de ces ouvrages devront faire l'objet d'un réaménagement biologique de qualité (nature du couvert végétal, implantation de haies, ...) afin de favoriser le passage de la faune sauvage et diriger celle-ci vers les ouvrages. Des aménagements annexes (pose et entretien de clôtures à mailles fines) seront également mis en oeuvre conformément à l'article 15 du présent arrêté).

La transparence écologique de l'infrastructure sera améliorée vis à vis des chiroptères pour les ouvrages suivants :

- au PK 6,309 : mise en place d'écrans (panneaux déflecteurs de vol) et traitements paysagers au niveau de l'ouvrage hydraulique (gîte temporaire recensé au niveau de l'ouvrage hydraulique);
- au PK 38,921 : implantation de traitements paysagers (plantations de haies de part et d'autre de l'infrastructure) guidant les chiroptères vers l'ouvrage de franchissement du chemin de fer;
- au PK 39,548 : mise en place de pallissades le long du pont;
- au PK 81,835 : installation d'écrans au niveau de l'ouvrage hydraulique.

Par ailleurs, pour les oiseaux, les modalités de réduction du risque de collision proposées au dossier devront être mises en oeuvre.

14-3 Suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence :

Un suivi devra être appliqué par le pétitionnaire pour démontrer le fonctionnement des ouvrages installés (recueil des indices de passage, pièges à sable, ...). Les DREAL devront valider les protocoles de suivi retenus.

Le pétitionnaire devra entretenir pendant la durée de la concession les abords des ouvrages dans un état compatible avec la transparence écologique. Les clôtures installées aux abords des ouvrages pour éviter le passage des animaux sur la ligne devront faire l'objet d'une attention régulière.

Ce suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence écologique devra être réalisé au fur et à mesure de l'achèvement des ouvrages en phase de construction, tous les ans pendant les 3 premières années suivant la mise en service de la ligne, puis tous les 5 ans.

Le compte rendu de ces suivis et de l'entretien des ouvrages de transparence écologique devra être fourni annuellement au Comité de suivi défini à l'article 25. Des mesures correctives devront être mises en oeuvre en cas d'insuffisance fonctionnelle de ces ouvrages.

14-4 Franchissement du marais de la Virvée

La transparence de l'infrastructure au niveau du marais de la Virvée devra être améliorée par l'ajout d'ouvertures d'une longueur et d'une hauteur adaptées sur les passages en remblais sur les sections suivantes :

- section entre le viaduc de l'ancien estey Julien (ouvrage VIA 2948) et le viaduc du marais de la Virvée (ouvrage VIA 2950), au minimum un ouvrage ;
- section entre le viaduc du marais de la Virvée (ouvrage VIA 2950) et l'estey Verdun, au minimum 3 ouvrages.

Les ouvrages proposés seront soumis à validation de la DREAL Aquitaine.

SECTION 3 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES EN PHASE EXPLOITATION

Durant la phase exploitation, LISEA est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément au dossier, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 15 : Clôtures et aménagements définitifs

Conformément au dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (p 195 dossier faune 1/2 - Pièce 2 / Volume 02 – GCENV 21100 – B0, des clôtures définitives devront être mises en place tout au long de la ligne, selon les modalités suivantes en fonction des espèces animales potentielles aux abords de la voie :

- 1/ implantation d'une clôture de taille et de maille standard délimitant simplement les emprises en dehors de tout secteur à enjeu faunistique.
- 2/ implantation d'une clôture "grande et moyenne faune" de 2,50 m, dont 40 cm enterrés :
 - avec bavolet 3 rangs de fils barbelés de 40 cm en présence du cerf ;
 - sans bavolet en présence du chevreuil ou du sanglier.

3/ installation d'une clôture "petite faune" :

- en déblai, la clôture sera positionnée en limite de l'emprise ;
- en remblai, la clôture sera calée selon la position des ouvrages de traversée pour la petite faune. Pour les ouvrages en bas de talus, la clôture faune sera calée au pied du remblai. Pour ceux en haut de talus, elle sera calée en tête de buse sur le linéaire concerné ;
- et sur les territoires suivants:
 - ✓ aux abords des zones ayant été cartographiées dans le dossier de demande comme présentant des habitats favorables aux amphibiens et reptiles (dont Cistude d'Europe) ainsi qu'aux abords de tout autre secteur se révélant utilisé par les amphibiens et les reptiles, la clôture sera complétée par un grillage à maille fine, installé de part et d'autre des ouvrages et sur tout le linéaire identifié comme sensible. Ces clôtures auront les caractéristiques suivantes : 80 cm de hauteur dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 10 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 5mm x 5mm ;
 - ✓ aux abords des secteurs d'habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques tels que cartographiés dans le dossier de demande de dérogation (Pièce 02 / Volume 04 – Atlas cartographique faune 1/2 - GCENV 21101 – B0) ainsi qu'aux abords de tout autre secteur se révélant utilisé par les mammifères semi-aquatiques, la clôture sera complétée par une clôture d'une hauteur de 1 m, dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 30 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 25mm x 25mm.

Pour l'ensemble des clôtures, le maître d'ouvrage devra s'assurer qu'aucun interstice n'existe au niveau des différents raccordements (grillage à grillage, grillage à ouvrage de franchissement, ...).

La cartographie définitive des installations sera transmise sous format papier et numérique aux DREAL concernées.

Le pétitionnaire devra inspecter et entretenir régulièrement ces clôtures pour maintenir leur efficacité.

ARTICLE 16 : Aménagement paysager

A l'issue des travaux de construction de la ligne, la remise en état des sites passera par la mise en œuvre d'un projet de plantations prenant en compte les enjeux écologiques. Ces réaménagements seront réalisés au sein de l'emprise travaux en excluant l'infrastructure stricte et ses composantes.

L'aménagement paysager portera notamment sur :

- les lisières de boisements traversés le long de l'emprise, en recréant successivement une strate herbacée rase, un ourlet herbacé, des fourrés arbustifs et le peuplement forestier;
- les abords d'emprise et les délaissés de manière à reconstituer des habitats pouvant être utilisés par des espèces animales remarquables impactées par le projet (insectes, chiroptères...).

Parallèlement, des plantations seront mises en œuvre de manière à rétablir les couloirs de vol des chiroptères. Ces aménagements présenteront les spécificités suivantes :

- des linéaires de haies seront installés perpendiculairement au tracé;
- les massifs arborés/arborescents seront supprimés de chaque côté à proximité de la zone de remblais (éclaircies préventives);
- aucune plantation ne sera réalisée sur la pente ou en haut de talus de remblais;
- la hauteur des haies sera toujours largement inférieure au bas du tablier du viaduc. Il sera procédé à un abaissement progressif de ces haies aux abords des ouvrages, la hauteur de vol des animaux se calant sur leur profil.

Les modalités détaillées de mise en œuvre de ces aménagements seront fournis aux DREAL pour validation au préalable. Les délais de transmission seront de 8 semaines, afin que les services de la DREAL puissent formuler leurs avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Cet aménagement sera réalisé en laissant s'exprimer autant que possible les colonisations spontanées de la flore locale. A ce titre, la valorisation de la végétation des friches, pour obtenir des semences d'espèces

réellement locales et bien adaptées aux conditions écologiques du site, sera envisagée pour ensemençer les talus en déblais/remblais.

Les plantations seront réalisées au moyen de plants d'espèces indigènes au territoire traversé et de provenance locale.

Pour chaque petite région agricole, la liste des espèces retenues, en fonction de leur écologie et des conditions stationnelles, ainsi que les protocoles de prélèvement (secteurs de prélèvement, modalités techniques...), de multiplication (choix des pépinières, contrat de culture, ...), de plantation et d'entretien (modalités techniques, périodicité, gestion des invasives...) seront soumis à la validation préalable des DREAL concernées.

L'utilisation du Robinier (*Robinia pseudoacacia*) et de l'Erable negundo (*Acer negundo*), du Faux Vernis du Japon (*Ailanthus altissima*) et de l'Arbre aux papillons (*Buddleia davidii*), espèces invasives est en particulier proscrite.

Les DREAL seront régulièrement informées de l'avancée de cette mesure.

ARTICLE 17 : Entretien des voies et des abords

Pour l'entretien des voies et des abords de la LGV-SEA, les moyens mécaniques seront systématiquement privilégiés à l'usage des produits chimiques. Toutefois, considérant que l'entretien des voies, y compris par la mise en œuvre de produits phytopharmaceutiques s'impose au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour d'impératives raisons techniques et de sécurité, eu égard, néanmoins, à la sensibilité et à la qualité des milieux naturels et des ressources en eau, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques se fera dans le respect des dispositions suivantes :

- les traitements ne seront appliqués, ni en période de hautes eaux, ni en période de pluie;
- l'entretien courant des ouvrages hydrauliques se fera sans utilisation de désherbants et ne doit pas permettre le développement des espèces végétales adventices;
- la programmation du traitement exclura les zones d'alimentation des captages pour l'eau potable, les écoulements et zones humides à enjeu majeur et fort, ainsi que les stations botaniques d'intérêt, telles que définies dans l'Atlas cartographique flore 1/2 du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0).

Chaque année, les dates de traitements et la cartographie des zones exclues du traitement seront fournies aux DREAL pour validation préalable. Les délais de transmission seront de 8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre, afin que les services puissent se prononcer au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Les zones d'exclusion de traitements chimiques figurent à l'**annexe n°5**.

SECTION 4 – MESURES DE COMPENSATION

LISEA est tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation telles que décrites dans le dossier du 20 janvier 2012 dont :

ARTICLE 18 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Le bénéficiaire devra réaliser la sécurisation foncière de sites de compensation de surfaces telles que détaillées dans le tableau joint en **annexe n°6**.

Par espèce, la surface sécurisée globale sera détaillée pour chaque entité (échelle de la Petite Région Agricole ou du bassin versant hydrographique selon les espèces visées) du territoire impacté telle que présentée dans l'annexe 1 du dossier du 20 janvier 2012.

La sécurisation foncière pourra être réalisée par acquisition ou conventionnement. Le pourcentage des acquisitions devra a minima être le suivant pour les différentes espèces ou groupes d'espèces :

| Espèce ou groupe d'espèces | Pourcentage minimal des surfaces en acquisition au sein de la compensation <i>Ces pourcentages constituent une base minimale et n'exonèrent pas de la prise en compte des engagements plus précis figurant aux arrêtés du 5 février 2010</i> |
|-----------------------------------|--|
| Mammifères semi aquatiques | 20 % |
| dont Vison d'Europe | 200 ha minimum |
| Mammifères terrestres | Non défini |
| Chiroptères | 20 % (minimum de 200 ha) |
| Oiseaux de plaine | 20 % |
| dont Outarde canepetière | 160 ha |
| Oiseaux des milieux arborés | 20 % |
| Poissons | Non défini |
| Reptiles | Non défini |
| Amphibiens | 20 % |
| Insectes | 20 % |
| Mollusques et crustacés | Non défini |
| Flore | 50 % |

Les sites sécurisés devront faire l'objet d'une gestion conservatoire pendant la durée de la concession de la LGV Tours-Bordeaux.

ARTICLE 19 : Modalités de validation d'un site de compensation

Un site proposé par le bénéficiaire ne pourra être éligible pour la compensation qu'après validation des DREAL concernées. Pour cela, le maître d'ouvrage devra présenter un diagnostic écologique réalisé selon un cahier des charges préalablement approuvé par chaque DREAL.

Une fois l'éligibilité du site approuvé, le maître d'ouvrage devra réaliser un plan de gestion. Celui-ci s'appuiera sur les cahiers des charges des mesures de gestion prévus dans le dossier "Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN". Ces cahiers des charges ainsi que le plan de gestion devront avoir été validés par chaque DREAL.

Au cas par cas, un site pourra être comptabilisé pour la compensation d'une à plusieurs espèces. Afin d'assurer le suivi de cette mutualisation, le bénéficiaire transmettra l'outil présenté dans le dossier "Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN" sous un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

En particulier, la cartographie sous Système d'Information Géographique de chaque site de compensation devra être transmise aux différentes DREAL dès validation d'un site.

ARTICLE 20 : Calendrier de mise en oeuvre

Les cahiers des charges liés aux modes de gestion pour les différents types de milieux et espèces devront être établis pour les trois régions impactées par le projet en concertation avec les acteurs de la protection de la nature et du monde agricole ou forestier.

Ils devront être validés par les DREAL avant le 15 octobre 2012.

A l'exception des surfaces de compensation de l'Outarde canepetière et du Vison d'Europe, la sécurisation foncière du reste de la surface de compensation devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

| Espèce ou groupe d'espèces | Calendrier de mise en œuvre de la compensation (taux minimal cumulé de réalisation à la fin de chaque période) | | | | | |
|-----------------------------|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| | mi- 2012 | fin 2012 | fin 2013 | fin 2014 | fin 2015 | fin 2016 |
| Mammifères semi aquatiques | - | 40 % | 85 % | 100 % | | |
| dont Vison d'Europe | 25 % | 50 % | 75 % | 100 % | | |
| Mammifères terrestres | - | 20 % | 40 % | 60 % | 80 % | 100 % |
| Chiroptères | - | 20 % | 40 % | 60 % | 80 % | 100 % |
| Oiseaux de plaine | - | 50 % | 75 % | 100 % | | |
| dont Outarde canepetière | 25 % | 50 % | 75 % | 100 % | | |
| Oiseaux des milieux arborés | - | 20 % | 40 % | 60 % | 80 % | 100 % |
| Poissons | - | 50 % | 85 % | 100 % | | |
| Reptiles | - | 30 % | 60 % | 100 % | | |
| Amphibiens | - | 50 % | 85 % | 100 % | | |
| Insectes | - | 40 % | 70 % | 100 % | | |
| Mollusques et crustacés | - | 30 % | 70 % | 100 % | | |
| Flore | - | 30 % | 70 % | 100 % | | |

Article 21 : Cas des secteurs de compensation issus des arrêtés ministériel et interpréfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées dans le cadre des travaux de défrichement et d'archéologie préventive pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux

Les obligations résultant des arrêtés du 5 février 2010 précités sont portées à la charge de LISEA.

De manière à ce que l'Administration s'assure de la bonne articulation des obligations résultant de ces arrêtés avec celles résultant du présent arrêté, LISEA apportera toutes les justifications nécessaires à cet effet. Les DREAL concernées devront valider l'articulation proposée. LISEA sera tenu de se conformer aux prescriptions établies le cas échéant par les DREAL. Des arrêtés prescriront si nécessaire, en particulier sur la base des contrôles réalisés sur le terrain et sur la base des éléments transmis par LISEA, les obligations de LISEA .

SECTION 5 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

ARTICLE 22 : Assistance environnementale

LISEA mettra en œuvre un suivi environnemental du chantier organisé afin que soient assurées les opérations suivantes :

- Intégrer les prescriptions du présent arrêté dès la phase étude ;

- Déployer ces engagements jusqu'au niveau opérationnel par l'élaboration de Procédures Particulières Environnementales (PPE). Ces procédures sont spécifiques à chaque activité susceptible d'avoir une incidence et constituent, dans leur ensemble, un cahier des charges imposant un mode opératoire précis ;
- Suivre la bonne exécution des prescriptions spécifiques à la phase travaux et des aménagements pour la transparence écologique de l'infrastructure ;
- Caler les emprises sur le terrain et notamment piqueter les milieux à préserver ;
- Former le personnel technique de LISEA/COSEA et des entreprises sous-traitantes ;
- Suivre la remise en état (vérification de la bonne conduite des plantations, de la suppression des pistes chantier...).

Un plan, consignant les modalités de mise en œuvre de ces opérations, devra être réalisé sous la conduite de plusieurs ingénieurs écologues expérimentés dans les programmes de restauration écologique et le suivi de chantiers.

Les PPE devront être transmis aux DREAL tous les mois.

Le pétitionnaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE).

ARTICLE 23 : Suivi

Un suivi des populations et des habitats d'espèces protégées impactées par la construction et l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux devra être réalisé pendant la durée de la concession.

Au niveau du marais de la Virvée, le suivi portera sur l'évolution des habitats par une étude phytosociologique ainsi que du contexte hydrologique par la pose et le relevé de piézomètres. Ces piézomètres devront être mis en place dans un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

Les protocoles de suivi seront soumis à la validation préalable des DREAL.

En particulier, un suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence écologique devra être réalisé. Celui-ci devra être réalisé tous les ans en phase de construction et pendant les 3 premières années suivant la mise en service de la ligne. Il sera ensuite réalisé tous les cinq ans.

Le compte rendu de ces suivis et de l'entretien des ouvrages de transparence écologique devra être fourni annuellement au Comité de Suivi défini à l'article 25. Des mesures correctives devront être mises en œuvre en cas d'insuffisance fonctionnelle de ces ouvrages.

ARTICLE 24 : Etudes permettant d'améliorer les connaissances sur certaines espèces

24.1 Espèces végétales directement impactées

Le pétitionnaire engagera, avant fin 2015, des études visant à l'amélioration des connaissances sur l'état de conservation et la biologie de plusieurs espèces impactées.

La liste de ces études et des espèces concernées est définie comme suit.

- Etudes phytosociologiques :
 - Crapaudine de Guillon;
 - Odontite de Jaubert.
- Inventaires :
 - Globulaire de Valence : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente;
 - Lin des collines : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente;
 - Gaillet boréal : inventaire et hiérarchisation des stations dans la Vienne et les Deux-Sèvres;
 - Piment royal : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente et Charente-Maritime,
 - Odontite de Jaubert : inventaire et hiérarchisation des stations dans la Vienne, la Charente, la Charente-Maritime et la Gironde;

- Crapaudine de Guillon : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente et Charente-Maritime.

Les protocoles d'études seront fournis au préalable pour validation aux DREAL.

24.2 Espèces végétales non directement impactées

Le pétitionnaire engagera, avant fin 2015, sur les sites concernés par le projet, les études suivantes :

- Etoile d'eau (37 et 86) : Suivi scientifique de l'espèce et de son habitat ainsi que du niveau d'eau des mares concernées par le projet;
- Œnanthe de Foucaud et Angélique des estuaires (33) : Suivi scientifique de l'espèce et de son habitat;
- Grande Douve, Pilulaire à globules, Gesse des marais, Œnanthe à feuilles de Silaüs (33) : suivi scientifique des espèces et de leurs habitats ainsi que du niveau d'eau de l'ensemble du marais de la Virvée;
- Gratiolle officinale (37 et 33) : suivi scientifique de l'espèce et de son habitat ainsi que du niveau d'eau de l'ensemble du marais (Les Giraudières et marais de la Virvée).

En outre, LISEA s'engage à restaurer la station de Lupin à feuilles étroites de Nouâtre (37, présente dans la zone travaux, ainsi que le délaissé compris entre l'A10, la LGV et l'aire de repos de Maillé sur environ 4,5 ha, avec récupération de la banque de graines des sols).

Les protocoles d'études et de restauration seront fournis au préalable pour validation aux DREAL.

24.3 Espèces animales

Pour la Grande Mulette (dossier de demande – pièce 2/volume 3/dossier faune p831/919), LISEA participera à la réalisation d'actions préconisées dans le Plan National d'Actions pour les Margaritiferidae (approuvé en mars 2011) et à des programmes de reconquête de la qualité des eaux menés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. LISEA participera également, au titre des actions transverses, au plan de restauration de l'Esturgeon d'Europe.

Pour les poissons, LISEA participera au PLAGEPOMI et à des études scientifiques améliorant l'état de connaissance des espèces.

D'une manière générale, LISEA orientera de l'ordre de 30 % des actions de sa Fondation d'entreprise LISEA-Biodiversité vers des espèces relevant de Plans Nationaux d'Actions.

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 25 : Comité interdépartemental de suivi

Il est mis en place sous la présidence du Préfet de Région Poitou Charentes, Préfet de la Vienne, un comité inter-départemental de suivi des mesures de compensation aux destructions de spécimens et d'habitats d'espèces protégées. Ce comité composé de représentants des services de l'Etat chargés de la protection de la nature, de représentants du demandeur, des établissements publics de l'Etat, des conseils régionaux, des conseils généraux, des associations naturalistes agréées, et, en tant que de besoin, d'experts désignés par l'Etat, est chargé du contrôle de la mise en œuvre effective des différentes mesures prescrites par le présent arrêté.

Pendant le chantier, puis en phase d'exploitation, ce comité devra suivre la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi conditionnant la présente dérogation.

Le comité se réunit au moins une fois par an pendant la phase de construction et de mise en œuvre des mesures de compensation, puis annuellement pendant la période d'exploitation de la ligne.

LISEA devra présenter un bilan annuel devant ce comité.

Ce rapport, en s'appuyant notamment sur le journal de bord visé à l'article 13, devra établir le bilan de l'avancement du chantier et de l'avancement de la mise en œuvre des différentes prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 26 : Comité technique

Un ou des comité(s) technique(s) composé(s) d'une ou de plusieurs DREAL et de LISEA se réuniront au minimum tous les 3 mois en phase chantier et tous 6 mois en phase exploitation de la ligne. Ils auront pour objet la vérification de la mise en œuvre et de la bonne application des différentes mesures prescrites par le présent arrêté. Les Directions Départementales des Territoires (et de la Mer), les services départementaux de l'ONCFS et de l'ONEMA et leurs échelons régionaux pourront y être associés si nécessaire.

ARTICLE 27 : Dossier de récolement

Dès l'achèvement de la phase travaux et au plus tard 3 mois après cet achèvement, le pétitionnaire adresse aux DREAL et en cinq exemplaires un dossier de récolement.

Ce dossier sera présenté sous la forme de fichiers électroniques établis à partir de logiciels standards et sera en outre constitué :

- ✧ d'un exemplaire papier des plans de récolement au 1/5.000ème indiquant l'implantation des ouvrages relevant de la présente autorisation en précisant les coordonnées géoréférencées des ouvrages;
- ✧ d'un tableau synthétique des caractéristiques de ces aménagements et une cartographie définitive;
- ✧ un plan de récolement spécifique pour les grands franchissements;
- ✧ toutes les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement;
- ✧ un compte rendu de chantier établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel le pétitionnaire retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions précédentes ainsi que les effets identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau. Il peut être structuré selon les différentes phases de réalisation des travaux.

ARTICLE 28 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 29 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour la durée de la concession à compter de la date de début du contrat de concession fixée au 30 juin 2011. Elle cesse d'avoir effet dans le cas où il s'écoule un délai de plus de 7 ans entre la notification du présent arrêté et la mise en service des installations.

ARTICLE 30 : Cohérence entre les différents dossiers déposés par LISEA

En cas d'incompatibilité entre les divers dossiers déposés par LISEA visés dans le présent arrêté, les mesures les plus favorables aux espèces protégées seront retenues.

ARTICLE 31 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le pétitionnaire est tenu de déclarer au Préfet du département et à la DREAL concernés les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, LISEA devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 32 : Sanctions et contrôle

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les DREAL, les DDT, et les services départementaux de l'ONEMA et de l'ONCFS peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques. Le pétitionnaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 33 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 34 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Vienne,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente,
Le Secrétaire Général des Deux-Sèvres,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente-Maritime,
Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre-et-Loire,
Le Directeur Régional de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de l'Aquitaine,
La Directrice Régionale de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de Poitou-Charentes,
Le Directeur Régional de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement du Centre,

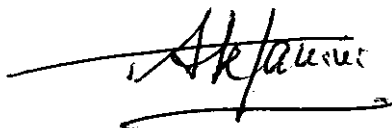
28/30

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde, de la Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de l'Indre-et-Loire, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont une copie sera transmise pour affichage aux maires visés à cet article et pour information à :

- M. le Préfet de Gironde,
- M. le Préfet de la Vienne,
- Mme. la Préfète de Charente,
- M. le Préfet des Deux-Sèvres,
- Mme. la Préfète de Charente-Maritime,
- M. le Préfet de l'Indre-et-Loire,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Aquitaine,
- Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charentes,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Indre-et-Loire,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Charente,
- M. le Directeur Départemental des Territoires des Deux-Sèvres,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Gironde,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Vienne,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de l'Indre-et-Loire,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Charente,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage des Deux-Sèvres,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Charente-Maritime,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Gironde,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Vienne,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Indre-et-Loire,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Charente,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Deux-Sèvres,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Charente-Maritime
- Mme. la Déléguée Inter-régionale de l' Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
- M. le Délégué Inter-Régional de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. J. J. J.', written over a horizontal line.

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

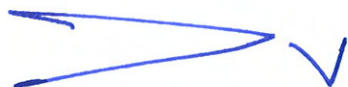
Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire



Jean-François DELAGE

La Préfète de la Charente

Le Préfet des Deux-Sèvres

Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne


Yves DASSONVILLE

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

Le Préfet des Deux-Sèvres

Fait le

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres



Danièle POLVE-MONTMASSON

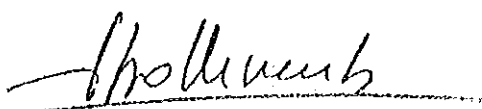
Fait le

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire



Béatrice ABOLLIVIER
La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

Fait le

Le Préfet de la Gironde.

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Barret', with a horizontal line underneath.

Christiane BARRET



PREFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTE du 02 mars 2012

ARRÊTE n° 01/2012
portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales
protégées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** l'arrêté en date du 24 septembre 2011 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{de} l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N°98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces déposée par la Bibliothèque de Bordeaux-Lac le 25 janvier 2012,
- VU** l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature en date du 21 février 2012,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le bénéficiaire de la dérogation est la **Bibliothèque de Bordeaux-Lac** – place Ginette Neveu – 33300 BORDEAUX.

ARTICLE 2

Le bénéficiaire de la dérogation est autorisé à **transporter et exposer** les spécimens des espèces protégées suivantes :

- **Rousserolle effarvatte** (*Acrocephalus scirpaceus*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Merle noir** (*Turdus merula*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Troglodyte mignon** (*Troglodytes troglodytes*) : 1 nid conservé à la Ligue de Protection des Oiseaux – 109 quai Wilson – 33130 BEGLES,
- **Pie bavarde** (*Pica pica*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Fauvette mélanocéphale** (*Sylvia melanocephala*) : 1 nid conservé à la Ligue de Protection des Oiseaux – 109 quai Wilson – 33130 BEGLES,
- **Pinson des arbres** (*Fringilla coelebs*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES.

ARTICLE 3

Les spécimens seront transportés par le bénéficiaire ou leur détenteur depuis le siège de la Réserve Naturelle Nationale de Bruges (33520 BRUGES) ou celui de la Ligue de Protection des Oiseaux (109 quai Wilson – 33130 BEGLES), jusqu'au siège de la Bibliothèque de Bordeaux-Lac (place Ginette Neveu – 33300 BORDEAUX) pour y être présenté au public, dans le cadre de l'exposition temporaire « La nidification » qui se tiendra du 06 au 31 mars 2012.

Ces spécimens seront présentés hors de portée du public.

Afin d'en permettre l'identification en cas de contrôle, chaque spécimen sera accompagné, de façon apparente, du nom de l'espèce et de son origine.

A l'issue de cette exposition, les spécimens seront réacheminés, dans un délai de 15 jours maximum, jusqu'au siège de leur détenteur.

ARTICLE 4

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 02 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine,
La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE



PREFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTE du 02 mars 2012

ARRÊTE n° 01/2012
portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales
protégées

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** l'arrêté en date du 24 septembre 2011 de M. le Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, donnant délégation de signature à M. Patrice RUSSAC Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine, dans le cadre de ses attributions et compétences, des décisions portant sur les espèces protégées,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.411-2 et R.411-6 à R.411-14,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU** la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,
- VU** la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N° 98-1 du 3 février 1998),
- VU** la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),
- VU** la demande complète de dérogation au régime de protection des espèces déposée par la Bibliothèque de Bordeaux-Lac le 25 janvier 2012,
- VU** l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature en date du 21 février 2012,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le bénéficiaire de la dérogation est la **Bibliothèque de Bordeaux-Lac** – place Ginette Neveu – 33300 BORDEAUX.

ARTICLE 2

Le bénéficiaire de la dérogation est autorisé à **transporter et exposer** les spécimens des espèces protégées suivantes :

- **Rousserolle effarvatte** (*Acrocephalus scirpaceus*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Merle noir** (*Turdus merula*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Troglodyte mignon** (*Troglodytes troglodytes*) : 1 nid conservé à la Ligue de Protection des Oiseaux – 109 quai Wilson – 33130 BEGLES,
- **Pie bavarde** (*Pica pica*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES,
- **Fauvette mélanocéphale** (*Sylvia melanocephala*) : 1 nid conservé à la Ligue de Protection des Oiseaux – 109 quai Wilson – 33130 BEGLES,
- **Pinson des arbres** (*Fringilla coelebs*) : 1 nid conservé à la Réserve Naturelle Nationale de Bruges – 33520 BRUGES.

ARTICLE 3

Les spécimens seront transportés par le bénéficiaire ou leur détenteur depuis le siège de la Réserve Naturelle Nationale de Bruges (33520 BRUGES) ou celui de la Ligue de Protection des Oiseaux (109 quai Wilson – 33130 BEGLES), jusqu'au siège de la Bibliothèque de Bordeaux-Lac (place Ginette Neveu – 33300 BORDEAUX) pour y être présenté au public, dans le cadre de l'exposition temporaire « La nidification » qui se tiendra du 06 au 31 mars 2012.

Ces spécimens seront présentés hors de portée du public.

Afin d'en permettre l'identification en cas de contrôle, chaque spécimen sera accompagné, de façon apparente, du nom de l'espèce et de son origine.

A l'issue de cette exposition, les spécimens seront réacheminés, dans un délai de 15 jours maximum, jusqu'au siège de leur détenteur.

ARTICLE 4

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de la Gironde et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le 02 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Aquitaine,
La Chef du Service Patrimoine, Ressources, Eau,
Biodiversité

Signé Marie-Françoise BAZERQUE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune d' Ambès**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune d' Ambès

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune d' Ambès n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune d' Ambès.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune d'Ambès pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire d'Ambès, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

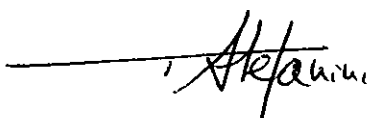
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire d'Ambès, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bassens**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bassens

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Bassens n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bassens.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

M. le Préfet ou son représentant,
M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
M. le Maire de Bassens ou son représentant,
M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
M. le Maire de Bègles ou son représentant,
M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
M. le Maire de Cenon ou son représentant,
M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
M. le Maire du Haillan ou son représentant,
M. le Maire de Latresne ou son représentant,
M. le Maire de Lormont ou son représentant,
M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bassens pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bassens, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

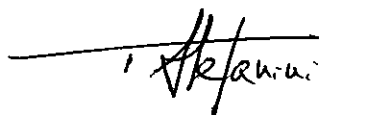
ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bassens, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bayon-sur-Gironde**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bayon-sur-Gironde

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Bayon-sur-Gironde n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bayon-sur-Gironde situé sur la presqu'île d'Ambès.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bayon-sur-Gironde pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bayon-sur-Gironde, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

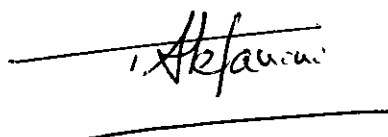
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bayon-sur-Gironde, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bègles**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bègles

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Bègles n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bègles.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bègles pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bègles, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

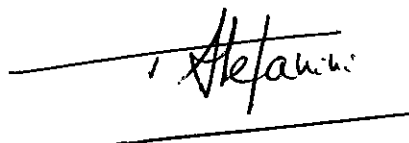
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bègles, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Blanquefort**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de **Blanquefort**

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de **Blanquefort** n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation**

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Blanquefort.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Blanquefort pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Blanquefort, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Blanquefort, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET


Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bordeaux**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune **de Bordeaux**

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune **de Bordeaux** n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bordeaux.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
 - M. le Maire de Bassens ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
 - M. le Maire de Bègles ou son représentant,
 - M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
 - M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
 - M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
 - M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
 - M. le Maire de Cenon ou son représentant,
 - M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
 - M. le Maire du Haillan ou son représentant,
 - M. le Maire de Latresne ou son représentant,
 - M. le Maire de Lormont ou son représentant,
 - M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
 - M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
 - M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
-
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
 - M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bordeaux pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bordeaux, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

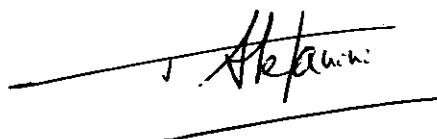
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bordeaux, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patrick Stefanini', is written over a horizontal line.

Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bouliac**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune **de Bouliac**

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune **de Bouliac** n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bouliac.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bouliac pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bouliac, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

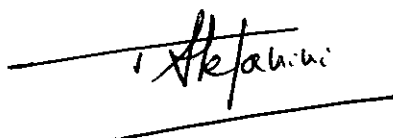
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bouliac, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Bruges**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Bruges

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Bruges n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Bruges.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Bruges pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Bruges, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Bruges, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Cenon**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Cenon

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Cenon n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation**

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Cenon.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Cenon pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Cenon, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

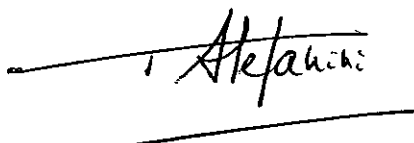
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Cenon, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune d'Eysines**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune d'Eysines

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune d'Eysines n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune d'Eysines.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune d'Eysines pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire d'Eysines, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire d'Eysines, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET


Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Floirac**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Floirac

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Floirac n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Floirac.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Floirac pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Floirac, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Floirac, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Latresne**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Latresne

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Latresne n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Latresne.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Latresne pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Latresne, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise et le président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux, au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise et au siège de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

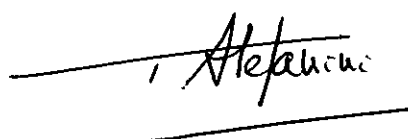
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Latresne, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise, Monsieur le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Le Bouscat**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Le Bouscat

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Le Bouscat n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Le Bouscat.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
 - M. le Maire de Bassens ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
 - M. le Maire de Bègles ou son représentant,
 - M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
 - M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
 - M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
 - M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
 - M. le Maire de Cenon ou son représentant,
 - M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
 - M. le Maire du Haillan ou son représentant,
 - M. le Maire de Latresne ou son représentant,
 - M. le Maire de Lormont ou son représentant,
 - M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
 - M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
 - M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
-
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
 - M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Le Bouscat pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Le Bouscat, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

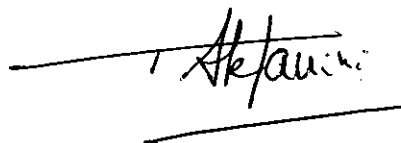
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Le Bouscat, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Le Haillan**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Le Haillan

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Le Haillan n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Le Haillan.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
 - M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
 - M. le Maire de Bassens ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
 - M. le Maire de Bègles ou son représentant,
 - M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
 - M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
 - M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
 - M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
 - M. le Maire de Cenon ou son représentant,
 - M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
 - M. le Maire du Haillan ou son représentant,
 - M. le Maire de Latresne ou son représentant,
 - M. le Maire de Lormont ou son représentant,
 - M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
 - M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
 - M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
 - M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
 - M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
-
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
 - M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
 - M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Le Haillan pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Le Haillan, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

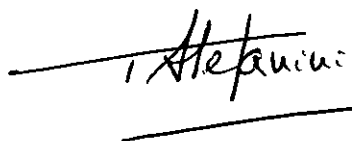
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Le Haillan, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Le Taillan-Médoc**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Le Taillan-Médoc

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Le Taillan-Médoc n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Le Taillan-Médoc.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Le Taillan-Médoc pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Le Taillan-Médoc, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

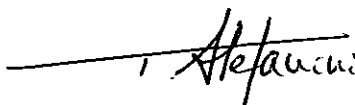
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Le Taillan-Médoc, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Lormont**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturels,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Lormont

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Lormont n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Lormont.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ormon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Lormont pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Lormont, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

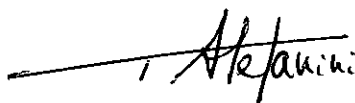
ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Lormont, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012
LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Martignas-sur-Jalle**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Martignas-sur-Jalle

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Martignas-sur-Jalle n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Martignas-sur-Jalle.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Martignas-sur-Jalle pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Martignas-sur-Jalle, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

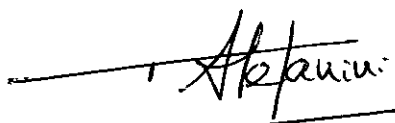
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Martignas-sur-Jalle, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Parempuyre**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Parempuyre

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Parempuyre n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation**

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Parempuyre.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Parempuyre pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Parempuyre, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

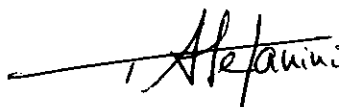
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Parempuyre, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Saint-Jean-d'Illac**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Saint-Jean-d'Illac

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Jean-d'Illac n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Saint-Jean-d'Illac.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

M. le Préfet ou son représentant,
M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
M. le Maire de Bassens ou son représentant,
M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
M. le Maire de Bègles ou son représentant,
M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
M. le Maire de Cenon ou son représentant,
M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
M. le Maire du Haillan ou son représentant,
M. le Maire de Latresne ou son représentant,
M. le Maire de Lormont ou son représentant,
M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Saint-Jean-d'Illac pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Saint-Jean-d'Illac, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

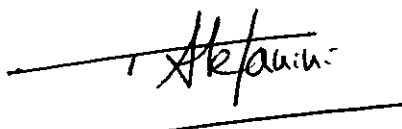
ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Saint-Jean-d'Illac, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012
LE PREFET


Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Saint-Louis-de-Montferrand**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Saint-Louis-de-Montferrand

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Louis-de-Montferrand n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Saint-Louis-de-Montferrand.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Saint-Louis-de-Montferrand pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Saint-Louis-de-Montferrand, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

ARTICLE 6 : Exécution

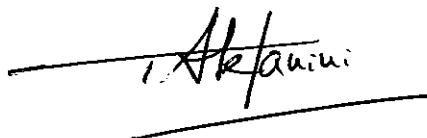
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Saint-Louis-de-Montferrand, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI



PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Saint-Médard-en-Jalles**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Saint-Médard-en-Jalles

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Médard-en-Jalles n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation**

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Saint-Médard-en-Jalles.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,

- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Saint-Médard-en-Jalles pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Saint-Médard-en-Jalles, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département .

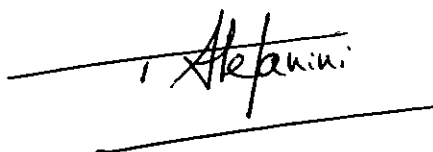
ARTICLE 6 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Saint-Médard-en-Jalles, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux , Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012
LE PREFET



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale
Des Territoires et de la Mer
de la Gironde

**Arrêté préfectoral portant prescription de la révision du plan de prévention des risques
d'inondation de la commune de Saint-Vincent-de-Paul**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L569-9 et R562-1 à R562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L2211-1, L2212-1 à 4 et L2215-1 relatifs à l'exercice des pouvoirs de police, en particulier en matière de sécurité publique, en vue de la mise en œuvre de toutes mesures adaptées tendant à prévenir ou à faire cesser les accidents et risques naturel,

VU le code des assurances et notamment les articles L125-1 et suivants liant le niveau de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles à la mise en œuvre de mesures de prévention,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2005 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Saint-Vincent-de-Paul

VU les inondations du 27 décembre 1999, et des 27 et 28 février 2010 sur l'Estuaire de la Gironde,

VU l'évolution des connaissances en matière de fonctionnement des crues sur l'Estuaire de la Gironde suite à ces événements,

CONSIDÉRANT que le PPRI actuellement en vigueur sur la commune de Saint-Vincent-de-Paul n'intègre pas la prise en compte de ces événements,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Prescription de la révision du plan de prévention des risques d'inondation

La révision du plan de prévention des risques d'inondation est prescrite sur le territoire de la commune de Saint-Vincent-de-Paul.

ARTICLE 2 : Service instructeur

En sa qualité de service départemental de l'État, la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde est chargée du suivi du projet au sens de l'article R562-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales

Il est créé un comité de concertation et d'association des collectivités territoriales relatif à la révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes de l'aire élargie de l'agglomération bordelaise et de la presqu'île d'Ambès, présidé par le Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde ou son représentant.

Ce comité est l'instance au sein de laquelle est conduite l'association des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale concernés au sens de l'article L562-3 du code de l'environnement.

Il est réuni à chaque étape de la procédure de révision des plans de prévention des risques d'inondation des communes en vue de présenter l'ensemble des éléments constitutifs des projets de plans de prévention, notamment graphiques et littéraires, depuis les études techniques jusqu'aux documents à soumettre à enquête publique puis à l'approbation, en vue de recueillir les observations et propositions des membres.

Sont membres du comité de concertation et d'association :

- M. le Préfet ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambarès et Lagrave ou son représentant,
- M. le Maire d'Ambès ou son représentant,
- M. le Maire de Bassens ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bayon-sur-Gironde ou son représentant,
- M. le Maire de Bègles ou son représentant,
- M. le Maire de Blanquefort ou son représentant,
- M. le Maire de Bordeaux ou son représentant,
- M. le Maire de Bouliac ou son représentant,
- M. le Maire du Bouscat ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Bruges ou son représentant,
- M. le Maire de Cenon ou son représentant,
- M^{me} le Maire d'Eysines ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Floirac ou son représentant,
- M. le Maire du Haillan ou son représentant,
- M. le Maire de Latresne ou son représentant,
- M. le Maire de Lormont ou son représentant,
- M. le Maire de Martignas-sur-Jalle ou son représentant,
- M^{me} le Maire de Parempuyre ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Jean-d'Illac ou son représentant,
- M. le Maire de Saint Louis de Montferrand ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Médard-en-Jalles ou son représentant,
- M. le Maire de Saint-Vincent-de-Paul ou son représentant,
- M. le Maire du Taillan-Médoc ou son représentant,
- M. le Maire de Villenave-d'Ornon ou son représentant,
- M. le Président du Conseil Général de la Gironde (CG 33) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB) ou son représentant,
- M. le Président du Syndicat mixte du schéma directeur de l'aire métropolitaine bordelaise (SYSDAU) ou son représentant,
- M. le Président de la Communauté de Communes des portes de l'entre deux mers ou son représentant,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Gironde (DDTM 33) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) ou son représentant,
M. le Président du Syndicat Mixte Études Aménagement Garonne (SMEAG) ou son représentant,
M. le Président de l'Établissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR) ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ou son représentant,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
M. le Président de la Chambre de Métiers de la Gironde ou son représentant,
M. le Directeur général du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) ou son représentant,
M. le Chef du Service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant,

M le Président de l'Association Aubiers Collines à Bouliac (AACB) ou son représentant,
M le Président de Claire Aubarède ou son représentant,
M le Président de Vivre avec le fleuve ou son représentant,
M le Président de la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
M le Président d'Aquitaine alternative ou son représentant,

M le Président du Syndicat Intercommunal des Jalles de Landes à Garonne, (SIJALAG) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline (SIB-VAM) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations de la Presqu'île d'Ambès (SPIPA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat de Protection des Inondations Rive Droite (SPIRD) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal d'Études, de travaux, de Restauration et d'Aménagement du bassin versant de la Pimpine (SIETRA) ou son représentant,
M le Président du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement du bassin du ruisseau le Gua ou son représentant.

Pourront également être conviés aux réunions du comité toutes personnes ou organismes dont les compétences seraient recherchées.

Ce comité de concertation et d'association pourra se réunir en formation restreinte avec les collectivités concernées afin de préciser les conditions d'élaboration, de recueillir toute données utiles à l'élaboration et à la préparation des éléments constitutifs des projets de plan.

Les représentants de services de l'État en charge de l'élaboration des PPRI ou de leur suivi dont la direction départementale des territoires et de la mer, les représentants des bureaux d'étude en charge de l'élaboration des PPRI participent auprès du Préfet au comité de concertation et d'association.

ARTICLE 4 : Modalités complémentaires de concertation

En complément de la concertation conduite dans le cadre des travaux du comité de pilotage décrit à l'article 3, la concertation avec le public s'effectuera au travers de communications écrites sur l'avancement de la révision du plan de prévention des risques d'inondation proposées par le représentant de l'État à la commune de Saint-Vincent-de-Paul pour affichage en mairie où un cahier sera mis à disposition du public.

Une ou plusieurs réunions publiques d'information seront organisées pour présenter le projet de plan de prévention en cours d'élaboration.

ARTICLE 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié aux membres du comité de concertation défini à l'article 3.

Le Maire de Saint-Vincent-de-Paul, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise procéderont à son affichage pendant un mois en mairie, au siège de la Communauté Urbaine de Bordeaux et au siège du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'aire Métropolitaine Bordelaise. Ils pourront en assurer la diffusion par tous moyens appropriés.

Mention de cet affichage sera insérée dans le journal sud ouest pour l'ensemble du département.

Le présent arrêté fera l'objet d'une insertion au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 : Exécution

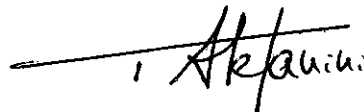
Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, Monsieur le Maire de Saint-Vincent-de-Paul, Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Monsieur le président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de L'aire Métropolitaine Bordelaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours préalable soit auprès du préfet du département de la Gironde, soit auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans les deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5.

Fait à BORDEAUX, le 2 mars 2012

LE PREFET



Patrick STEFANINI